



# Courrier international

N° 1328 du 14 au 20 avril 2016  
courrierinternational.com  
France : 3,90 €

Afrique CFA 3,200 FCFA Algérie 480 DA  
Allemagne 4,50 € Andorre 4,50 €  
Autriche 4,50 € Canada 6,95 \$CAN  
DOM 4,50 € Espagne 4,50 €  
E-U 7,50 \$US G-B 3,80 £ Grèce 4,50 €  
Irlande 4,50 € Italie 4,50 € Japon 800 ¥  
Maroc 38 DH Pays-Bas 4,50 €  
Portugal contr. 4,50 € Suisse 6,20 CHF  
TON 790 CFP Tunisie 6,50 DTU

# Drogues Faut-il tout légaliser ?



*L'enquête polémique  
du Harper's Magazine  
à la veille du débat sur  
les drogues à l'ONU*

**BRÉSIL**—DILMA TOUT PRÈS DE LA DESTITUTION  
**TÉLÉVISION**—NETFLIX, AMAZON & CO. RÉVOLUTIONNENT LES SÉRIES  
**ÉCONOMIE**—LES FRANÇAIS NE SONT PAS DES FAINÉANTS !

M 03183 - 1328 - F: 3,90 €



# Radicalement ouverte.



## » Nouvelle smart fortwo cabrio.

Avec sa capote en tissu tritop entièrement automatisée, il n'y a pas plus ouverte d'esprit ! En un geste, soyez libre de montrer qui vous êtes vraiment. Libre de votre conduite et de changer d'avis à tout moment, grâce à son agilité et son diamètre de braquage record. Mais surtout, soyez libre de vous en faire votre propre avis en venant l'essayer chez votre Distributeur smart. [www.smart.com](http://www.smart.com)

A partir de  
**259 €<sup>TTC</sup>/mois<sup>(1)</sup>** sans apport

smart – une marque de Daimler

(1) En Location Longue Durée. Exemple pour une nouvelle smart fortwo cabrio 52 kW BA6 pure, avec 48 loyers mensuels de **259 €<sup>TTC</sup>\***. Frais de dossier **228 €<sup>TTC</sup>** inclus dans le 1<sup>er</sup> loyer. **Modèle présenté** : nouvelle smart fortwo cabrio 52 kW BA6 prime, équipée des panneaux de carrosserie black to yellow, de la cellule de sécurité tridion gris graphite grey mat, de la calandre black to yellow et du pack sport, avec 48 loyers mensuels de **352 €<sup>TTC</sup>\***. Frais de dossier **315 €<sup>TTC</sup>** inclus dans le 1<sup>er</sup> loyer. \*Au prix tarif conseillé du 01/03/2016, en LLD 48 mois, hors assurances facultatives et pour 40 000 km maximum. Offre valable pour toute commande du 01/04/2016 au 30/06/2016 et livraison jusqu'au 30/09/2016 chez les Distributeurs participants, sous réserve d'acceptation du dossier par Mercedes-Benz Financial Services France S.A. - 7, avenue Niépce - 78180 Montigny-le-Bretonneux. RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177, N° ICS FR77ZZZ149071. **Consommations mixtes de la nouvelle smart fortwo cabrio : de 4,2 à 4,3 l/100 km. Emissions de CO<sub>2</sub> : de 97 à 99 g/km.**



**EDITORIAL**

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD

## D'Al Capone à El Chapo

**T**olérer ? Dépénaliser ? Ne rien faire ? Le débat sur la légalisation des drogues – douces ou dures, marijuana ou crack – pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses. L'ONU y consacre un sommet ce 19 avril. En France, le ministre Jean-Marie Le Guen vient de relancer la polémique. La prohibition a fait la preuve de son inutilité : surmortalité due aux "mauvais produits", engorgement inepte des prisons, crime organisé à hauteur de centaines de milliards de dollars... Le nom du narco mexicain El Chapo est moins connu que celui d'Al Capone, qui avait bâti sa fortune grâce au trafic d'alcool, prohibé dans les années 1920. Pourtant, si l'on compte en milliards, le second était presque un enfant de chœur, comparé au premier. Du Mexique en Colombie en passant par l'Afghanistan et le Triangle d'or – Birmanie, Laos, Thaïlande –, des individus fort peu recommandables tuent en se remplissant les poches. Alors pourquoi – c'est une proposition sérieuse de certains Etats et de plus en plus de scientifiques – ne pas prendre le contrôle de ce négoce ? Un suivi médical mieux adapté, des rentrées dans les caisses du fisc, moins de criminalité... Oui mais comment fait-on ? La drogue en vente libre au bureau de tabac ? En pharmacie, sur ordonnance ? Cette dernière solution, la plus logique, n'empêcherait pas le marché noir. Et les drogues continueraient de provoquer des addictions graves – même la marijuana : combien d'ados sont abrutis par dix pétards par jour, incapables de multiplier deux par deux ? Alors légaliser, oui, peut-être. A étudier sans modération, mais à consommer avec modération.

En couverture : "Metal Hare". Illustration de Ralph Niese.

Retrouvez **Courrier international**

Dans l'émission

**500 MILLIONS D'EUROPEENS**

Chaque samedi à 10h et 16h et le dimanche à 13h et 20h sur

**BFM BUSINESS**



## Sommaire



**Les sources de la semaine** de *Courrier international* sélectionnent et traduisent plus de 1 500 sources du monde entier. Voici la liste exhaustive des sources que nous avons utilisées cette semaine :

**Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **O Estado de São Paulo** São Paulo, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Harper's Magazine** New York, mensuel. **Al-Hayat** Londres, quotidien. **Kompas** Jakarta, quotidien. **Lenta.ru** (lenta.ru) Moscou, en ligne. **Al-Modon** (almodon.com) Beyrouth, en ligne. **Moskovski Komsomolets** Moscou, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **Oukraïnsky Tyjden** Kiev, hebdomadaire. **La Página** (lapagina.com.sv) San Salvador, en ligne. **Sabah** Istanbul, quotidien. **Sidwaya** Ouagadougou, quotidien. **La Silla Rota** (lasillarota.com) Mexico, en ligne. **Spiked** (spiked-online.com) Londres, en ligne. **This is Africa** (thisisafrioonline.com) Londres, en ligne. **De Volkskrant** Amsterdam, quotidien.

p.38 **à la une**

# DROGUES : FAUT-IL TOUT LÉGALISER ?

Du 19 au 21 avril, l'Assemblée générale des Nations unies consacre une session extraordinaire aux drogues. La guerre mondiale contre ce fléau est largement perdue, explique le *Harper's Magazine*, qui appelle à dépénaliser toutes les drogues. En mars déjà, pour des raisons de santé publique mais aussi pour en finir avec la violence des cartels, 22 scientifiques plaidaient dans *The Lancet* pour une libéralisation encadrée de la consommation.



BRYAN LEWIS SUAN DERS, ETATS-UNIS

**7 jours dans le monde**

p.8

## Brésil. La présidente au bord de la destitution

La commission d'enquête sur le maquillage des comptes publics par Dilma Rousseff a approuvé la procédure d'impeachment qui va devoir maintenant être examinée par la Chambre des députés. Analyse du quotidien *O Estado de São Paulo*.

IRAK p.26

## La minijupe de ma mère

Dans les rues de Bagdad peuplées de silhouettes entièrement voilées de noir, qui se souvient encore des Irakiennes des années 1960 et de leurs tenues légères aux couleurs vives ? Témoignage dans *Al-Modon*.

FRANCE p.16

## Le mythe d'un pays paresseux

Contrairement aux idées reçues, les Français sont assidus au travail. Leurs problèmes économiques viennent d'ailleurs, assure un professeur de la London School of Economics dans *Foreign Policy*.

p.54

**360°**

## NETFLIX, AMAZON & CO FONT LA LOI DES SÉRIES



WARNER BROS ENT

Les plateformes de streaming nous offrent la possibilité de visionner des séries d'un seul coup, et non plus épisode par épisode. Une révolution dans notre façon de regarder la télévision, mais pas seulement. Cela bouleverse aussi la conception et la production de ces fictions. Un récit du *New York Times*.



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. La photo de la semaine  
8. Brésil. L'homme qui pourrait succéder à Dilma  
14. Controverse. "Charlie Hebdo" est-il un journal raciste ?

## D'un continent à l'autre

16. France. Le mythe d'un pays paresseux  
18. Pays-Bas. Une défaite pour l'establishment  
21. Islande. Le Parti pirate à l'abordage du pouvoir  
22. Russie. Nouvelle perestroïka ou nouveau totalitarisme ?  
24. Djibouti. Au pays de la corruption et de la peur  
26. Irak. La minijupe de ma mère  
28. Monde musulman. Ni Téhéran ni Ankara  
31. Etats-Unis. Un cirque électoral made in New York  
32. Mexique. Les Marco Polo de Tepito  
35. Indonésie. Défendons l'huile de palme  
36. Pakistan. Ces pertes insupportables

## A la une

38. Drogues : faut-il tout légaliser ?

## Transversales

48. Environnement. Le "dragon endormi" menace l'Asie centrale  
51. Economie. Walmart à la traîne  
53. Education. L'ère de l'étudiant consommateur et payeur est arrivé  
360°  
54. Séries. Netflix et Amazon font la loi des séries  
58. Tendances. Vies englouties  
60. Histoire. Quand Mossoul était ottomane  
62. Le dessin fait ses classes



## SUR NOTRE SITE

## courrierinternational.com

## L'horoscope de Rob Breznsny

## Le signe de la semaine

**Bélier (21 mars - 19 avril)** "Quand je découvrirai qui je suis, je serai libre", prédisait le romancier américain Ralph Ellison. Ce thème nourrira tes réflexions des prochaines semaines, Bélier. Dans tout ce que tu vivras, maintiens tes sens en alerte et efforce-toi de capter le moindre indice de ta véritable identité. Tu ne feras pas forcément moisson de signes suffisamment limpides et lumineux pour te conduire à une libération totale, mais du moins les présages t'éclaireront-ils sur quelques insondables mystères de ta nature profonde. Et, à mesure qu'elle s'affinera, ta vision te guidera vers une émancipation cathartique.

**Enquête.** Glyphosate et cancer. La bataille scientifique autour du pesticide numéro 1 dans le monde

**Brésil.** Les suites de la procédure de destitution contre Dilma Rousseff

**Vidéo.** L'œil de *Courrier*, un tour du monde des vidéos étonnantes

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €.

Actionnaire : La Société éditrice du Monde.

Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron.

Directeur de la rédaction, membre du directoire : Eric Chol.

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président.

Dépôt légal avril 2016. Commission paritaire n° 0717C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïf, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriellecteurs@courrierinternational.com

Directeur de la rédaction Eric Chol Directrice adjointe de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédacteur en chef Jean-Hébert Armengaud (16 57) Rédacteurs

en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Hamdam Mostafavi (17 33) Rédactrice

en chef technique Nathalie Pingaud (16 25) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Virginie Lepetit (chef d'édition, 16 12), Fatima Rizki (17 30)

7 JOURS DANS LE MONDE Paul Grisot (chef de rubrique, 17 48), EUROPE

Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe,

Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef

de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Judith Sinnige

(Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36),

Nathalie Kantt (Espagne, Argentine, 16 68), Hugo dos Santos (Portugal, 16 34),

Iwona Ostapowicz (chef de rubrique, Pologne, 16 74), Emmanuelle Morau (chef

de rubrique, France, 19 72), Alexandre Lévy (Bulgarie), Iulia Badea-Guérinée

(Roumanie, Moldavie, 19 76), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède),

Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Agnès Jarfas (Hongrie), Kika Curovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Katerina

Kesa (Estonie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets

(Ukraine) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

16 14), Gabriel Hassan (Etats-Unis, 16 32), Sabine Grandadam (chef de service,

Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil), Martin Gauthier (Canada)

ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine

Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin

(Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandjak

(Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Marc Saghie (chef de service,

16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays

du Golfe), Pierre Vanrie (Turquie) AFRIQUE Ousmane Ndiaye (chef de rubrique,

16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 16 35), Sébastien Hervieu (Afrique

australe) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Economie,

16 47), Catherine Guichard (Economie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique,

Courrier Sciences, 16 40), Virginie Lepetit (Signaux) MAGAZINE 360° Marie

Béloeil (chef des informations, 17 32), Corentin Pennarguear (Tendances, 16 93),

Camille Drouet (Courrier Voyages, 16 09), Mélanie Liffschitz (Histoire, 16 96)

SITE INTERNET Hamdam Mostafavi (responsable, 17 33), Carole Lohrenz

(chef de service adjointe, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Carole

Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Lucie Geffroy (rédactrice multimédia,

Courrier Enquêtes, 16 86), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Laura

Geisswiller (vidéo, 16 65)

COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51)

MARKETING WEB Marie-Laëtitia Houradou (responsable, 16 87), Patricia

Fernández Perez, Paul-Boris Bouzin

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Caroline

Lee (chef de service adjointe, anglais, allemand, coréen), Julie Marcot (chef

de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Isabelle Boudon (anglais,

allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Françoise

Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Mélanie Liffschitz (anglais, espagnol),

Ngoc-Dung Phan (anglais, italien, vietnamien), Olivier Ragasol (anglais,

espagnol) RÉVISION Jean-Luc Majouret (chef de service, 16 42), Marianne

Bonneau, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Emmanuel

Tronquart PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), Jonathan

Renaud-Badet, Alexandre Errichiello, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc

Briand (chef de service, 16 41), Lidwina Kervella (16 10), Stéphanie Saindon

(16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Bernadette Dremière (chef de

service, 16 67), Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Josiane Petricca, Denis

Scudeller CARTOGRAPHIE Thierry Gauthier (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey

(16 66) INFORMATIQUE Denis Scudeller (16 84), Rollo Gleeson (développeur)

DIRECTEUR INDUSTRIEL Eric Carle DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie

Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) Impression,

brochage, routage : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Nicole Akakpo, Alice Andersen, Nouhad

Belkhadem, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bryskier, Camille Calandre, Fatima

Camara, Marion Candau, Benjamin Fernandez, Marguerite Gallorini, Claire

Gounon, Marie Hume, Jean-Baptiste Luciani, Valentine Morizot, Yaël Pardo,

Polina Petrouchina, Isabelle Taudière

PUBLICITÉ M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20

Directrice générale Corinne Mrejen Directeur délégué David Eskenazy (david.

eskenazy@publicite.fr, 38 63) Directeurs de clientèle Laëtitia de Clerck

(laetitia.declerck@publicite.fr, 37 28) Chef de publicité Marjorie Couderc

(marjorie.couderc@publicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole

Fraschini (carole.fraschini@publicite.fr, 38 68) Partenariat et publicité

culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@publicite.fr, 10 29)

Régions Eric Langevin (eric.langevin@publicite.fr, 38 04) Annonces classées

Cyril Gardère (cyril.gardere@publicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de

Montmarin (alexandre.demontmarin@publicite.fr, 38 07) Agence Courrier

Marie-Laëtitia Houradou (16 87), Emmanuelle Cardea (16 08)

GESTION ADMINISTRATION Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13)

Romain Poirrier Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Hervé Bonnaud Res-

ponsable des ventes France Christophe Chantrel Chef de produit Carole

Merceron (0 805 05 01 47, 01 57 28 33 78) Diffusion internationale Saveria

Colosimo (01 57 28 32 20) Communication et promotion Brigitte Billiard,

Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique

Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47

Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements,

A2100 - 62066 Arras Cedex 9, tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au

vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times

per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier international SA c/o

Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals

Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POST-

MASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag,

P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 191,20 €\*

1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 225,20 €\*

1 an d'accès au numérique au prix de 76,90 € (e-mail obligatoire)

Monsieur

Madame

RCOI600PBI002

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

TÉLÉPHONE ..... e-mail @ .....

Indiquez votre adresse mail pour créer votre compte et bénéficier de tous vos avantages

Je souhaite recevoir des offres de *Courrier international* :  oui  non

Je souhaite recevoir des offres des partenaires de *Courrier international* :  oui  non

## Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de *Courrier international*

carte bancaire n°

Expire fin \_\_\_\_\_ Cryptogramme \_\_\_\_\_

date et signature obligatoires

\* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service Abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

## Avantage abonnés

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ 20 ans d'archives, soit près de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques.

## Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur

[boutique.courrierinternational.com](http://boutique.courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

## Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



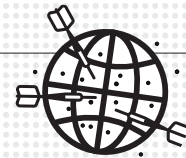
Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier international SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POST-MASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.



#XploreNature

**ISSEY MIYAKE  
L'EAU D'ISSEY  
POUR HOMME**





## 7 jours dans le monde

### Les larmes d'Idomeni

C'est l'une des images emblématiques de la semaine. Pour cet homme comme pour les quelque 500 migrants qui manifestaient le 10 avril à Idomeni, à la frontière entre la Grèce et la Macédoine (fermée depuis plus d'un mois), et qui ont tenté de forcer la barrière, le rassemblement s'est terminé dans les larmes. Les forces macédoniennes ont riposté par des gaz lacrymogènes. Bilan : 200 personnes souffrant de problèmes respiratoires, 34 présentant des plaies ouvertes et 30 autres blessées par des balles en plastique, rapporte le quotidien grec en ligne [iefimerida.gr](http://iefimerida.gr). Plus de 11 000 personnes sont actuellement entassées à la frontière grecque, espérant pouvoir passer en Macédoine. La crise des migrants a franchi un nouveau cap depuis l'entrée en vigueur, le 4 avril, de l'accord entre l'Union européenne et Ankara sur le renvoi de réfugiés vers la Turquie.

*Photo Stoyan Nenov/Reuters*



**SUR NOTRE SITE**

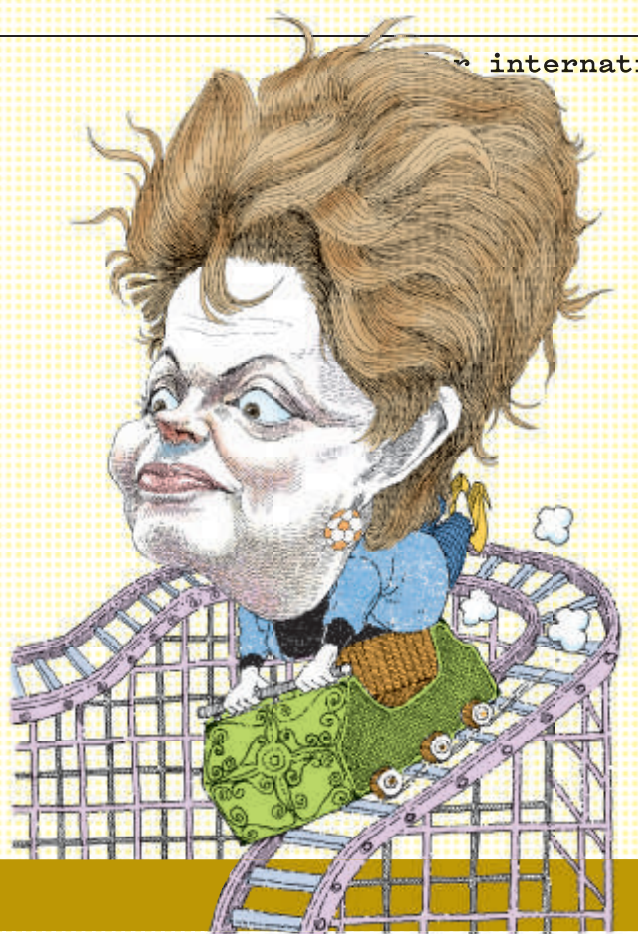
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "La semaine en images". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.



## Brésil L'homme qui espère succéder à Dilma

Une commission de députés a validé la procédure qui pourrait ouvrir la voie à la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Pour ce quotidien brésilien, qui pense déjà à la suite, le vice-président Michel Temer a tout pour sauver le pays.



— **O Estado de São Paulo**  
São Paulo

C'est une double défaite que vient d'enregistrer le gouvernement brésilien avec le vote de la commission parlementaire spéciale sur la destitution de la présidente. D'abord, le résultat du scrutin portant sur le rapport du député Jovair Arantes, avec 38 votes pour et 27 contre, est largement plus écrasant que ce que prédisait le Palais du Planalto [siège du gouvernement]. Ensuite, le vote montre que les partisans du départ de la présidente Dilma Rousseff se sont multipliés : au moment de la formation de la commission, ils s'estimaient eux-mêmes entre 17 et 20, contre plus de 40 favorables au gouvernement.

Le rapport prônant l'impeachment doit maintenant passer devant la Chambre des députés, alors que le Brésil est éprouvé par une crise politique, économique et morale, et divisé entre partisans de la destitution et défenseurs de la présidente. De ce fait, quel que soit le verdict des parlementaires d'ici une semaine, la crise est appelée à durer.

Si la destitution est prononcée, la crise pourrait cependant se résoudre plus rapidement : le vice-président Michel Temer [qui a rompu avec le gouvernement] a en effet une proposition d'union nationale qui a des chances de réussir. Si à l'inverse la présidence remporte la bataille, Dilma Rousseff sera de nouveau placée devant une dure réalité : celle d'un gouvernement impopulaire et médiocre, ce qu'ont reconnu jusqu'à ses alliés dans leurs discours devant la commission parlementaire.

A ces difficultés s'en ajoute une autre, facteur potentiel de crise : la réconciliation est impossible entre la présidente de la République et son vice-président, Michel Temer. Ce dernier est désormais la cible à abattre pour tous les partisans du PT [Parti des travailleurs, au pouvoir] qui l'accusent

de fomenter un coup d'Etat depuis qu'a été rendu public, le lundi 11 avril, un message de près de quinze minutes dans lequel il se disait prêt à assumer le pouvoir.

Michel Temer a beau clamer que l'enregistrement est sorti accidentellement, on peine à croire qu'un homme politique aussi expérimenté ait pu commettre une erreur aussi grossière. Le plus probable est que cette fuite ait été préparée : avec cet enregistrement, Temer se pose en effet en garant de la stabilité du Brésil. D'autant que les milieux d'affaires ont déjà pris position contre la présidente et manifestent pour sa destitution.

**Quel que soit le verdict des parlementaires d'ici une semaine, la crise est appelée à durer**

Pour beaucoup, Michel Temer aurait agi dans la précipitation et joué le tout pour le tout. Le rythme de la vie politique indique pourtant le contraire. Si elle est chassée de la présidence, Dilma devra céder la place à Temer. Pourquoi, alors, ne pas dire au Brésil, le jour même d'un vote qui s'annonce favorable à l'impeachment par la commission parlementaire spéciale, qu'il est un homme fiable, qu'il ne mettra pas fin aux programmes sociaux, qu'il lancera de grandes réformes économiques comme le veulent les marchés ? C'est là un message sans ambiguïté envoyé à ceux qui peuvent, avec lui, assumer la proposition d'un gouvernement d'union nationale.

Michel Temer n'avait en réalité rien à perdre à la publication de l'enregistrement dans lequel il expose son programme de gouvernement. Si Dilma Rousseff conserve son mandat, il restera vice-président, même sans véritable rôle public. C'est déjà le cas aujourd'hui. Si au contraire elle est destituée,

il prendra la présidence et mettra à exécution sa proposition d'union nationale.

Découvert, accusé même d'être un putschiste, Michel Temer reste en mesure de déjouer l'opération de séduction lancée par l'ancien président Lula, à laquelle se sont ralliés de petits partis et des formations de taille moyenne, tous en mauvaise posture. Puisque Lula offre ici un ministère, là un poste officiel, ici encore le déblocage de fonds, pourquoi Temer n'en ferait-il pas autant, maintenant qu'il est sorti du bois ? Tel est le raisonnement le plus logique dans cette lutte pour le pouvoir.

Il est de notoriété publique que Michel Temer manœuvre contre le gouvernement de Dilma Rousseff, et cela était connu avant même que le PMDB [son parti, centriste] claque la porte. Pour lui, la présidente est incompétente et facteur de désunion. Bien avant le début de la procédure d'impeachment, il se présentait déjà comme l'artisan possible de l'union nationale. Pourquoi ne pas continuer aujourd'hui, puisque la destitution semble toute proche ? —

Publié le 11 avril



### SOURCE

#### **O ESTADO DE SÃO PAULO**

São Paulo, Brésil  
Quotidien, 269 000 en semaine,  
367 800 le dimanche  
[www.estadao.com.br/](http://www.estadao.com.br/)

Fondé en 1891, le plus traditionnel des quatre grands quotidiens brésiliens appartient à O Estado, l'un des plus importants groupes de presse du Brésil. Plutôt conservateur et austère, il publie une sélection hebdomadaire d'articles du *Wall Street Journal*.

↳ Dessin de Cajas paru dans *El Comercial*, Quito.

## Deux partis pour un même but

**HONG KONG** — Quelques mois après la fondation du parti Youngspiration, qui rassemble plusieurs groupes issus du "mouvement des parapluies" de 2014 et revendique l'indépendance par rapport à Pékin, une seconde formation issue du mouvement étudiant, baptisée "Demosisto", a vu le jour le 10 avril. Son programme : "Lutter pour parvenir au suffrage universel dans un délai de dix ans et pour l'organisation d'un scrutin d'autodétermination avant 2047", rapporte le site **Duanchuanmei**. Les deux partis pourraient proposer des candidats aux législatives de septembre.

## L'amnistie ne passe pas

**VENEZUELA** — La Cour suprême a invalidé le 12 avril la loi d'amnistie pour les prisonniers politiques votée le 29 mars par l'Assemblée nationale majoritairement issue de l'opposition au président Nicolás Maduro, qui avait appelé au rejet de cette loi. "Il s'agit d'un nouveau chapitre dans l'affrontement entre l'opposition et le pouvoir", écrit **El País**, en Espagne. "A chaque loi approuvée par le Parlement, le régime chaviste oppose sa majorité au Conseil constitutionnel, qui s'oppose à tout ce qui peut aller contre ses intérêts. C'est un jeu sans fin."

## Iatseniouk s'en va, la crise reste

**UKRAINE** — Le Premier ministre Arseni Iatseniouk a annoncé sa démission le 10 avril. Selon **Den**, il était grand temps. "L'élite politique du pays a enfin osé prendre des mesures pour résoudre la crise dont elle avait accouché toute seule", écrit le quotidien de Kiev. Démissionner

est une décision habile de la part de Iatseniouk, "car, en fait il rejette ainsi sur le président [Porochenko] la responsabilité de la situation de crise que connaît le pays".

WIKIMEDIA



#VWetMoi



Posté par Sylvie G. le 17 mars 2016

## Plus que nos voitures, vos histoires.

Partagez-les avec #VWetMoi ou sur VWetMoi.fr

Votre histoire deviendra peut-être notre prochaine publicité.

Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional**

Volkswagen Group France - s.a. - R.C.S. Soissons B 602 025 538



**Volkswagen**



DESSIN DE BLEBEL, LIBAN

## Cessez-le-feu en danger

**YÉMEN** — A la veille de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, le 10 avril, les combats faisaient rage, note le site qatarien **Al-Araby Al-Jadid**, pour qui "le succès des négociations de paix qui devraient se tenir à partir du 18 avril semble hypothéqué par de récentes évolutions". En effet, le président Abd Rabbo Mansour Hadi a nommé un nouveau vice-président, Ali Mohsen Al-Ahmar, réputé intraitable face aux rebelles houthistes. Son objectif non avoué serait de faire capoter les négociations, car il craint que les Saoudiens n'en profitent pour trouver un arrangement direct avec les rebelles.

## Vers de nouvelles élections

**ESPAGNE** — En pleine négociation avec les socialistes (PSOE) – qui avaient trouvé un début

d'accord avec le parti Ciudadanos (Citoyens) –, le mouvement anti-austérité Podemos a claqué la porte le 8 avril. Pour **El País**, un nouvel appel à des élections le 26 juin paraît de plus en plus probable : "Aucun des principaux partis ne voit actuellement d'accord possible. Tous admettent que les élections sont inévitables. La situation est inédite, il n'y a pas de précédent ni de loi qui dictent la marche à suivre."

## Une toute première fois

**JAPON** — Le secrétaire d'Etat américain en exercice John Kerry s'est rendu au mémorial des victimes de la bombe d'Hiroshima le 11 avril, à l'occasion de la réunion du G7, une première historique depuis 1945. Mais rien n'y fait, c'est Obama que la presse japonaise veut y voir. Seule une visite du président en exercice du seul pays ayant fait usage de la force nucléaire pourrait convaincre de la volonté des Etats-Unis d'œuvrer effectivement pour la dénucléarisation, affirme ainsi **l'Asahi Shimbun**, pour qui "la visite de Kerry est louable, mais celle d'Obama serait historique".



→ Dessin d'Oliver paru dans la **Süddeutsche Zeitung**, Munich.

## PANAMA PAPERS

# Cameron tente la transparence

Empêtré dans les révélations sur la société offshore de son père au Panama, le Premier ministre britannique a publié sa déclaration fiscale le 9 avril.



Les Panama Papers n'ont pas fini d'embarrasser le gouvernement britannique. Après avoir avoué le 7 avril qu'il avait détenu des parts – vendues avant son investiture comme Premier ministre – dans la société Blairmore Holdings, fonds d'investissement créé à Panama par son père aujourd'hui décédé, David Cameron a "pris la décision sans précédent de rendre publique sa déclaration fiscale" le 9 avril, note **The Guardian**.

La déclaration, qui couvre la période 2009-2015, montre qu'"il a hérité de 300 000 livres [370 000 euros] à la mort de son père, en 2010, et qu'il a reçu deux fois 100 000 livres [120 000 euros] de la part de sa mère en 2011, afin d'éviter de payer des droits de succession".

"La richesse n'est pas un gros mot", a avancé David Cameron le 11 avril dans son discours devant le Parlement britannique en réponses aux allégations concernant son père et sa fortune. Néanmoins, pour lutter contre les abus, il a annoncé "un projet qui pénaliserait les entreprises qui n'empêchent pas leurs employés de faciliter l'évasion fiscale". Une tentative de contre-attaque de la part d'"un Premier ministre désespéré", fustige le tabloïd de gauche **The Mirror**, qui y voit une manœuvre "pour tenter de reprendre la main sur ce dossier".

**The Economist** regrette que cet acte de transparence du Premier ministre arrive bien tard. Le journal rappelle que M. Cameron a d'abord refusé de répondre à la presse pendant plusieurs jours, avant d'avouer qu'il avait profité de la société offshore de son père et de publier sa déclaration fiscale : "[David Cameron] voulait protéger la vie privée de sa famille et il avait peur que son père n'apparaisse dans les articles de presse sur les Panama Papers à côté des escrocs. En disant qu'il s'agissait d'une affaire privée, il a érigé un mur face aux journalistes, ce qui a donné l'impression qu'il avait quelque chose à cacher. Il a tardé plusieurs jours avant d'avouer avoir détenu des parts dans Blairmore Holdings et les avoir vendues juste avant de devenir Premier ministre."

L'attitude de M. Cameron concernant sa déclaration fiscale a inuité d'autres hommes et femmes politiques à suivre son exemple, comme le ministre des Finances, George Osborne, et le maire de Londres, Boris Johnson, se réjouit **The Guardian**.

Le **Financial Times** souhaite toutefois que le monde politique britannique garde "le sens des proportions" : "Ceux qui ont le pouvoir de lever des impôts doivent eux aussi respecter les règles qu'ils mettent en place. Cela dit, même les hommes politiques ont droit à un certain degré de confidentialité en ce qui concerne leurs finances."—



Revue de presse

# 3890

tigres vivent aujourd'hui à l'état sauvage dans le monde – notamment en Malaisie, en Thaïlande et au Bangladesh –, d'après une estimation de l'ONG WWF et du Global Tiger Forum. Ce nombre "est en augmentation pour la première fois depuis plus d'un siècle, écrit **The New York Times**, après avoir décliné chaque année depuis 1900, lorsque la population mondiale de tigres était estimée à 100 000". En 2010, ils étaient 3 200. Pour cette étude, les scientifiques ont utilisé de nouvelles caméras performantes dissimulées en forêt, "ce qui a pu participer à l'augmentation du nombre de tigres recensés", nuance le journal.

france culture C'EST POUR VOUS

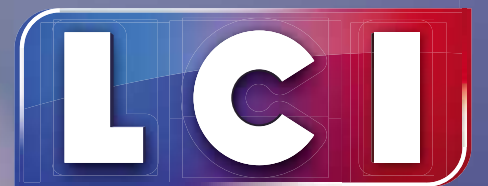
**AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

CHRISTINE OCKRENT ET LES MEILLEURS EXPERTS NOUS RACONTENT LE MONDE

CHAQUE SAMEDI, 11H-12H

en partenariat avec Courrier international franceculture.fr

**BIEN INFORMER  
C'EST ANALYSER  
LE MONDE,  
EN COMMENÇANT  
PAR LE VÔTRE.**



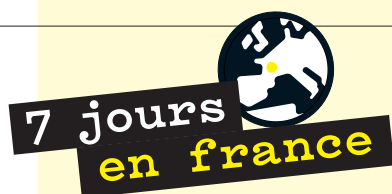
**VOUS ÊTES  
AU CŒUR DE L'INFO**

LCI.FR / @LCI

**GRATUITE SUR LE CANAL 26**

ET DISPONIBLE ÉGALEMENT SUR LES OFFRES DE TÉLÉVISION DE





## Un pays divisé

**POLOGNE** — Les Polonais ont célébré le 10 avril le sixième anniversaire de l'accident d'avion qui a coûté la vie à l'ancien président Lech Kaczynski. Son frère jumeau Jaroslaw, actuellement au pouvoir, a rejeté les résultats de l'enquête menée par Moscou et Varsovie – qui avait conclu à un accident dû au brouillard – et accuse l'ex-président Donald Tusk de "complot". "En 2010, nous étions tous unis dans la douleur et le deuil, indique **Polska-The Times**. Aujourd'hui, nous sommes dans un conflit politique fort, qui divise les amis, les connaissances, et parfois même les familles."

## La menace Zika



**ÉTATS-UNIS** — "Pour les autorités sanitaires, le Zika 'est plus dangereux qu'on ne le pensait'", titre en une **USA Today**

le 12 avril, avec un moustique sur son logo rond. D'après le gouvernement américain, les deux espèces de moustiques qui transmettent le virus se trouvent désormais dans 30 Etats du sud du pays, une zone plus vaste que prévu. Surtout, "on a découvert que le virus a des effets néfastes plus étendus et peut entraîner la naissance de bébés prématurés ou aveugles", note le quotidien, qui met en garde contre l'été qui approche aux Etats-Unis, synonyme de multiplication des insectes.

## L'algérophobie se porte bien

**ALGÉRIE** — "Il y a encore quelques années, l'algérophobie était répandue [en France] presque exclusivement dans l'extrême droite et chez les anciens de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui, elle est presque partout", déplore **TSA-Algérie** après la visite de Manuel Valls à Alger, les 9 et 10 avril. Une partie de la presse française a boycotté l'événement après la décision des autorités algériennes de refuser un visa à un journaliste du journal *Le Monde* en raison de la publication par ce quotidien d'une photo du président Bouteflika pour illustrer le dossier des Panama Papers. Un boycott qui "ne peut qu'aggraver les choses", fustige le site.

# Macron secoue la vieille politique française

**En lançant son propre mouvement politique le 6 avril, le jeune et ambitieux ministre de l'Economie veut faire bouger les lignes politiques traditionnelles françaises.**

Cela faisait près de deux siècles que personne n'avait ainsi "enjambé" le traditionnel clivage gauche-droite en France, estime **The Times**, à Londres. Deux siècles depuis la révolution de 1789, qui a figé les lignes politiques dans l'Hexagone – une gauche loyale aux idées de Robespierre et une droite à celles de Napoléon –, lignes dont cherche à s'affranchir Emmanuel Macron avec son nouveau parti "En marche !", lancé le

6 avril. Une démarche novatrice que le quotidien britannique voit comme "un défi ouvert à François Hollande". Pour **The Times**, Macron "semble comploter pour pousser le président en difficulté vers la retraite, avant de lancer une campagne pour lui succéder à la tête de l'Etat". Un avis partagé par la plupart des journaux européens, qui retiennent que Macron "flingue" Hollande, comme le dit **The Telegraph** : "Celui qu'on appelait le Mozart de l'Elysée, l'éminence grise de François Hollande [...], est en route pour défier le président socialiste à la prochaine présidentielle."

Car, bien qu'il s'en défende, les intentions présidentielles de Macron semblent claires. "Son mouvement, qui jouit d'une bonne réputation au centre droit, montre qu'il est de plus en plus disposé à dire adieu à 'papa Hollande'", écrit **El Mundo**, à Madrid. Le ministre de l'Economie "franchit une première marche sur la route qui mène à la présidentielle", assure le journal britannique **The Independent**, ironisant sur cet "messie autoproclamé de la nation qui se rapproche du pouvoir". Pourtant, la route de l'Elysée est encore longue. Certes, il jouit d'une bonne image de réformateur et "il est capable d'envoyer un message d'espoir aux Français pour les tirer hors de leur morosité persistante, que ce soit à propos des réformes économiques, des créations d'emplois ou du système éducatif", note **Politico**. Mais "il lance un 'mouvement' dont la direction ne paraît pas très claire"

et qui "risque de ne pas être bien accueilli par son propre camp", assure le site basé à Bruxelles. **Politico** note aussi que Macron paraît bien esseulé, et constitue donc une cible de choix pour les critiques. Qui sont d'ailleurs nombreuses, relève **The Times** : "Beaucoup disent qu'il est trop ambitieux, centré sur sa propre personne, et qu'il manque d'expérience pour concourir à la présidentielle." A gauche, "on le voit comme au mieux un parvenu, au pire un traître, qui participe à un gouvernement supposé de gauche tout en faisant la promotion d'idées de droite, proches de celles des Anglo-Saxons", ajoute le quotidien britannique.

Ses adversaires ne se trouvent pas que dans les partis, analyse de son côté **Kurier**, en Autriche, pour qui "Macron incarne ce contre quoi des milliers de jeunes manifestent aujourd'hui". Ces jeunes pourraient d'ailleurs rivaliser avec lui sur le plan de la rénovation en politique, ajoute le quotidien italien **Il Fatto Quotidiano**. "Une nouvelle expression politique (cette fois antisystème) est en train de naître place de la République à Paris, écrit le journal. On est bien loin des néons des perspectives libérales de Macron."

Même si la route vers l'Elysée paraît donc encore longue et semée d'embûches pour le jeune ministre, il faut peut-être voir dans ce nouveau mouvement une stratégie de plus long terme. Le projet de Macron de "partir de la réalité existante pour faire des propositions en fonction" semble aller au-delà de 2017, si l'on en croit **The Independent** : "Jusqu'ici, c'est bien vague. Il tente de renforcer son image d'enfant prodige de la politique française. Son 'mouvement' va lui donner une plateforme et une légitimité une fois que le centre gauche aura (c'est presque inévitable) perdu le pouvoir, l'année prochaine. [...] Il se positionne comme le prochain élément central de la politique française."

## ILS PARLENT DE NOUS

**ANA TERUEL**, correspondante du quotidien espagnol **El País**

## Nuit debout, un nouveau souffle citoyen

**Peut-on comparer le mouvement Nuit debout à celui des Indignés en Espagne en 2011 ?**

Eux-mêmes s'en réclament et il y a des similarités : ils ne veulent plus de la politique traditionnelle et réclament des institutions citoyennes.

Mais la situation en Espagne était très différente : en 2011, les problèmes étaient beaucoup plus graves qu'en France aujourd'hui. Le chômage était très élevé et, surtout, il y avait énormément de corruption. En France, je crois que ça "explose" maintenant à cause du ras-le-bol de l'état d'urgence : on a étouffé tous les mouvements contestataires depuis novembre.

**Est-ce une chance pour la politique ?**

Ce mouvement peut apporter un nouveau souffle à la politique française et redonner aux jeunes l'envie de s'engager. Il peut également profiter aux petits partis "alternatifs" et citoyens, comme Nouvelle Donne. Je ne vois vraiment pas comment les partis traditionnels, notamment les socialistes, pourraient récupérer les idées qui émergent place de la République. Mais Nuit debout ne constitue pas une menace pour le gouvernement tant que le mouvement ne prend pas plus d'ampleur et ne gagne pas davantage la société française.

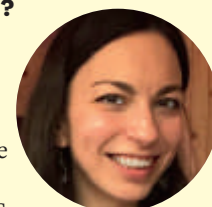
**Comment peuvent-ils "transformer l'essai" ?**

Tous les militants place de la République ne souhaitent pas entrer dans le jeu politique. Mais, s'ils veulent aller plus loin, il leur faudra "délocaliser" le rassemblement. En Espagne, le pas a été franchi lorsque les Indignés ont quitté la Puerta del Sol pour organiser des réunions dans les quartiers. Ils se sont appuyés sur des groupes locaux, de vraies structures organisées et implantées. S'ils veulent poursuivre leur mouvement, les Nuit debout devront donc se délocaliser dans les quartiers pour sortir de "l'entre-soi" et toucher d'autres publics.

— **Propos recueillis par Courrier international**



**Revue de presse**



A STAR ALLIANCE MEMBER 

LE MONDE VIENT DE  
S'AGRANDIR

TURKISH  
AIRLINES



# DESTINATION METROPOLIS

BATMAN V SUPERMAN  
L'AUBE DE LA JUSTICE

LE 23 MARS AU CINÉMA

#FLYTOMETROPOLIS

BATMAN V SUPERMAN - DAWN OF JUSTICE and all related characters and elements © & ™ DC Comics and Warner Bros. Entertainment Inc.



## CONTROVERSE

# “Charlie Hebdo” est-il un journal raciste ?

L'éditorial de l'hebdomadaire satirique français publié le 30 mars, qui dénonce la “peur de polémiquer” au sujet de l'islam, n'a pas fait de vagues dans la presse française. Mais il a suscité un tollé outre-Manche.

## OUI

## Il prêche la haine

—The Guardian (extraits) Londres

Le 30 mars, le journal satirique *Charlie Hebdo* a publié un éditorial [et sa traduction anglaise] qui répond une bonne fois pour toutes à la question : “*Charlie est-il raciste ?*” Dans un texte qui a tout d'un appel aux armes, l'hebdomadaire – cible [le 6 janvier 2015] d'un effroyable attentat terroriste qui a fait onze morts – revient sur ce qui s'est passé à Paris et à Bruxelles au cours de l'année écoulée et pose la question : “*Comment en sommes-nous arrivés là ?*”

L'article [de Riss] ne craint pas de pointer du doigt deux facteurs clés : la complicité du musulman moyen non pratiquant et l'érosion de la laïcité due à une conspiration du silence. Le terrorisme a pris racine et des gens sont morts, assure-t-il, parce que la société n'a pas pu exprimer son malaise face aux nombreuses petites “parties émergées de l'iceberg” d'expression religieuse, qui, par effet cumulatif, ont grignoté la laïcité inscrite dans la Constitution française. En un mot, le terrorisme s'est développé parce que la liberté d'expression était bâillonnée.

L'éditorial accrédite et consacre l'idée selon laquelle aucun musulman ne peut être innocent. Que même ceux qui ne commettent pas d'actes terroristes s'inscrivent, par leur simple existence et la pratique de leur religion, dans un continuum qui a abouti à l'attentat suicide de deux hommes se faisant exploser à l'aéroport de Bruxelles.

Voilà une publication dont les partisans affirment que nous interprétons mal son engagement notoire en faveur des minorités, qui dit en substance que le problème n'est pas que l'opinion soit islamophobe, mais qu'elle n'a pas été assez islamophobe.

Comment en sommes-nous arrivés au point où un journal encensé par l'association mondiale d'écrivains PEN pour son courage à défendre la liberté d'expression déclare ouvertement que le problème ne tient pas à une poignée de musulmans, mais à tous les musulmans ? Que de petits détails apparemment inoffensifs, comme le port du voile ou le refus de vendre des sandwiches au jambon, ou même le fait d'arborer une longue barbe,

sont autant de signes annonciateurs d'un inévitable carnage ?

Ici, *Charlie* ne prend pas de gants. Ce discours est fondateur. Et il participe d'un phénomène plus vaste. Nous ne sommes plus dans le cadre de la liberté d'expression, mais d'un droit arrogant. Droit de mettre en veille l'intelligence et le jugement impartial, et toute faculté propre à empêcher un déchaînement de colère, de confusion ou de préjugés contre une cible désignée.

On comprend la difficulté. Il est dur d'assister à la mort de collègues ou de proches et de l'attribuer à un mélange complexe (mais non exhaustif) de radicalisation religieuse, d'échec de l'intégration, de limites de l'Etat-nation laïque et d'instabilité régionale au Moyen-Orient. Quel effet cathartique cela peut-il bien offrir ?

Mais, en accusant le boulanger barbu qui vous sert de délicieux croissants, *Charlie Hebdo* se trouve des cibles évidentes et satisfaisantes. “*Il n'y a pas de terrorisme possible sans l'établissement préalable d'une peur silencieuse généralisée*”, écrit Riss.

L'éditorial pose de bonnes questions, mais il en tire les mauvaises conclusions. Il est vrai que certains refusent d'admettre la critique de la religion ou des textes sacrés. Vrai également que la défense de l'islam comme vecteur de radicalisation se refuse trop souvent à l'analyse introspective ou critique. Mais on pouvait plus ou moins s'attendre à ce que *Charlie Hebdo* en tire les mauvaises conclusions. Car le climat, empesté par une peur et une colère justifiées, l'exige.

Le journal n'a jamais prétendu faire dans l'analyse nuancée des subtilités, mais il se targue d'être vulgaire et irrévérencieux, et part du principe que, si sa féroce machine satirique broie la sensibilité des gens, c'est tant pis pour eux. Il est convaincu que la nuance ou la prévenance ne sont que frilosité, et que l'on ne peut parvenir à la vérité qu'en piétinant impitoyablement toutes les questions sensibles. Telle est la “qualité” notoire de *Charlie Hebdo*.

L'hebdomadaire définit sa mission comme une guerre contre un establishment qui impose le silence dans les rangs, et dont il ne voit qu'une façon de triompher : par plus de liberté d'expression, plus de laïcité. Il convient pourtant d'interroger son postulat de départ. Cette France bâillonnée, hésitante et soumise que décrit *Charlie* est-elle le pays dans lequel une ministre compare les femmes portant le voile à des “nègres favorables à l'esclavage” ? Si ces propos sont trop frileux, que proposerait-il : interdire le port du voile et de la barbe ?

—Nesrine Malik  
Publié le 4 avril

## NON

## “Charlie” lutte pour la liberté d'expression

—Spiked Londres

À la lecture du dernier édito de *Charlie Hebdo*, certains sont immédiatement montés sur leurs grands chevaux, lui reprochant d'être une attaque virulente et raciste de l'islam. En y regardant de plus près, il s'agit plutôt d'une critique de l'autocensure pratiquée par les Européens, notamment à l'égard de l'islam.

Riss explique que, par peur de passer pour des islamophobes, les gens taisent leur gêne face à certaines pratiques islamiques, comme le port du voile intégral (qui personnellement me pose problème) ou la multiplication des boulangeries qui ne vendent plus de sandwiches au jambon (ce qui me gêne beaucoup moins). Il dit aussi que cette glaciation des débats sur l'islam fait naître un climat d'appréhension et de tension mutuelle entre communautés en Europe, où les non-musulmans sont implicitement sommés de taire leurs inquiétudes, tandis que les musulmans continuent de vivre dans une sorte de bulle à l'abri de toute critique ou de remise en question un peu sérieuse. L'édito ne

## Ceux qui critiquent “Charlie” le clouent au pilori pour racisme aggravé. C'est parfaitement ridicule

fait que rappeler à quel point c'est domageable à la paix sociale. Et c'est un bon argument. Dire que les attentats de Bruxelles n'ont pas pu arriver “sans les concours de tous” ne revient pas, comme les anti-*Charlie* voudraient nous le faire croire, à accuser tous les musulmans d'en être responsables. L'éditorial s'en prend d'ailleurs à “ces xénophobes [qui] accusent l'immigration”.

L'éditorialiste explique très clairement que c'est la société européenne elle-même, notre culture et non celle de l'islam, qui a nourri le terrorisme en cédant à “l'horreur du débat et de la contradiction” et une

fâcheuse propension à “regarder ailleurs”. Selon lui, le trajet en taxi des terroristes pour se rendre à l'aéroport de Bruxelles a été “l'acmé de l'angoisse”, l'expression violente et sanglante “d'une atmosphère de peur silencieuse généralisée”. Le rôle des terroristes, dit-il, est “uniquement de donner une conclusion à une ligne de conduite initiée depuis longtemps et à grande échelle”, dont le précepte est en substance : “Taisez-vous pour toujours, vivants ou morts ! Arrêtez de discuter, d'argumenter, de contredire et de contester.”

En d'autres termes, le terrorisme islamiste en Europe est l'expression violente de ce mélange d'autocensure et de communautarisme qui induit ses adeptes à se considérer comme des victimes et à regarder toute velléité de débat critique comme le mal absolu. Là encore je pense que Riss tient quelque chose. Car ce qu'il condamne surtout, c'est la frilosité morale de l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle et sa lâcheté envers le terrorisme et non envers la majorité des musulmans, qui, rappelle-t-il, “ne font rien de mal”.

Ceux qui détestent *Charlie*, qui ne diront jamais “Je suis Charlie” et qui se sont étranglés de rage quand le magazine a été distingué par PEN America, ne se rendent pas compte qu'ils lui donnent raison en s'offusquant. L'édito s'insurge contre le fait de ne pas pouvoir parler librement de certaines pratiques culturelles sans être accusé de racisme, et ceux qui critiquent *Charlie* le clouent au pilori pour racisme aggravé. C'est parfaitement ridicule. Sont-ils aveugles au point de ne pas voir qu'ils participent à ce “travail de sape” critiqué par *Charlie Hebdo* ? Qu'ils jouent leur rôle dans l'établissement de cette “peur silencieuse généralisée” ?

Ils reprochent à *Charlie Hebdo* de critiquer l'islam. L'édito a donc touché juste et, malheureusement, la question “Comment osez-vous critiquer l'islam ?” était précisément celle qu'avaient en tête les frères Kouachi quand ils ont fait irruption dans les bureaux de *Charlie Hebdo* l'année dernière. En Europe, au XXI<sup>e</sup> siècle, la culture du politiquement correct, cette “peur silencieuse généralisée”, cette volonté de “fuir la polémique et les esclandres” est relayée à la fois par les bavardages médiatiques (“Vous n'avez pas le droit de dire ça”) et les terroristes (“Répétez cela et vous êtes mort”). Il faudrait “arrêter de discuter, d'argumenter, de contredire ou de contester”, cette “ligne de conduite” est partout imposée sous la menace. *Charlie Hebdo* doit s'y plier. Ou mourir.

—Brendan O'Neill  
Publié le 6 avril

# Musée des antiquités



DESSIN : MARTIN VIDBERG POUR PARTIES PRENANTES

Vous aviez un revenu fiscal de référence supérieur à 40 000 € ?  
Vous devez désormais remplir votre déclaration de revenus **sur internet**.\*

\* Si votre résidence principale est équipée d'un accès à internet. Toutefois, si vous estimez ne pas être en mesure de le faire, vous pouvez continuer à utiliser une déclaration papier. Pour votre revenu fiscal de référence, voir votre dernier avis d'imposition.



Découvrez tous les services du site [impots.gov.fr](http://impots.gov.fr)

d'un  
continent  
à l'autre.  
france

Europe .....	18
Afrique .....	24
Moyen-Orient.....	26
Amériques.....	31
Asie .....	35



# Economie. Le mythe d'un pays paresseux

Contrairement aux idées reçues, les Français sont assidus au travail. Leurs problèmes économiques viennent d'ailleurs, assure ce professeur de la London School of Economics.

FRANCE: TOUT LE MONDE N'EST PAS EN VACANCES



✓ Dessin de Mix & Remix  
paru dans *Le Matin Dimanche*,  
Lausanne.

— Foreign Policy  
Washington

Il y a quelques années, le *Financial Times* et le *Guardian* ont publié des articles relativement neutres sur un courrier que le PDG du groupe américain de pneus Titan avait envoyé au ministre du Redressement productif de l'époque, Arnaud Montebourg. Dans sa missive, M. Taylor s'en prenait violemment aux travailleurs et aux syndicats français. Il traitait les travailleurs de paresseux, les syndicats d'idiots, et demandait au ministre français : "Vous pensez que nous sommes si stupides que ça ?" (M. Montebourg avait eu le tort d'avancer que le patron américain était intéressé par le rachat d'une usine de pneus Goodyear dans le nord de la France.)

La lettre disait en substance que les puissants syndicats français maintenaient la productivité de la main-d'œuvre, et donc la croissance économique, à un bas niveau. M. Taylor y rapportait que, lorsqu'il s'était entretenu avec des ouvriers français un an plus tôt, ces derniers lui avaient expliqué que trois heures de travail par jour étaient "la manière française de voir les choses".

**Statistiques.** J'ai toujours pris beaucoup de plaisir à lire les coups de gueule des patrons américains. En général, ils ne sont pas gênés par leur manque de connaissance du mode de fonctionnement des économies européennes, hormis quelques anecdotes pour annoncer les mauvaises nouvelles. Mais dans ce cas je dois avouer que j'ai été assez surpris d'apprendre que la productivité du travail en France était devenue si désastreuse. Quand j'ai commencé à étudier l'économie française, il y a près de vingt ans, le changement le plus notable dont j'aie entendu parler est la croissance régulière enregistrée par cette productivité de la fin des années 1980 au début des années 1990. Mais peut-être M. Taylor disposait-il d'informations que je n'avais pas. J'ai donc consulté le site des statistiques de l'OCDE pour voir ce qu'il en était.

La productivité de l'économie française a connu une croissance régulière

J'ai comparé le PIB par heure travaillée de quelques pays avec celui des Etats-Unis en 2011. J'ai également noté la moyenne annuelle d'heures travaillées par personne — une méthode, dans le monde de Maurice Taylor, pour mesurer la paresse. J'ai inclus dans cette comparaison le Royaume-Uni et les Etats-Unis, probablement les pays favoris de M. Taylor pour faire des affaires, la France pour la raison contraire, l'Allemagne parce qu'elle est considérée comme l'économie à laquelle tout le monde devrait aspirer, et les pays du sud de l'Europe parce qu'ils sont actuellement en proie aux problèmes les plus graves sur pratiquement tous les plans.

**Mieux que l'Allemagne.** Les statistiques montrent que les travailleurs français n'ont pas été soudainement pris du syndrome du Club Med et que, contrairement à ce qu'affirme M. Taylor, ils ne consacrent pas les deux tiers de leur journée de travail aux pauses. La productivité horaire du travail en France est quasiment égale à celle des Etats-Unis. Contre toute attente — du moins pour ceux qui ne prennent pas le soin de vérifier les faits —, le nombre total d'heures travaillées est plus élevé qu'en Allemagne, pays connu pour son assiduité au travail. Peut-être M. Taylor est-il tombé sur des ouvriers particulièrement désagréables, mais l'ensemble des statistiques montre bien que les Français continuent de bosser. Plus surprenant encore, la moyenne annuelle d'heures travaillées en Italie et en Espagne — deux pays souvent traités de parias paresseux — est presque aussi importante, si ce n'est plus, que celle des Etats-Unis. Leur problème, comme le suggèrent ces chiffres, tient à la productivité du travail, et non à la paresse. Ce qui met la balle dans le camp du gouvernement (éducation) et de l'administration (investissements et technologie).

Depuis la présentation d'une réforme du droit du travail — la loi El Khomri — par le gouvernement, la circulation de mythes autour du travail français a redoublé d'intensité, en France comme à l'étranger. Ces idées ont surtout contribué à montrer qu'il y a de multiples façons de se fourvoyer sur les raisons pour lesquelles l'économie d'un pays est en difficulté.

## Le patronat français, comme à son habitude, écume de rage

La bronca suscitée par la loi El Khomri met certes en évidence quelques vérités désagréables sur le pays, mais peu d'entre elles concernent directement les travailleurs français. Le projet de loi – qui a été édulcoré depuis sa présentation – s'en prend à certains des acquis les plus précieux de la gauche française, en proposant notamment de prolonger nettement la semaine de travail "normale" en la portant à 46 heures, mais avec des compensations assez généreuses à partir de la 36<sup>e</sup> heure et une redéfinition des pouvoirs des syndicats en cas de désaccord et de grève. En bref, si le projet de loi est approuvé, le droit du travail français ressemblera beaucoup à celui qui est en vigueur en Allemagne, le pays sur lequel tous les pays de la zone euro sont supposés prendre exemple – il ne créerait pas un paradis socialiste, mais pas non plus une impitoyable foire d'empoigne capitaliste.

**"Prudence voyageurs".** Bien évidemment, une bonne partie de l'opinion publique française a dénoncé ce texte – du moins beaucoup de ses mesures – comme l'expression d'un vaste projet néolibéral que le gouvernement socialiste s'efforce de faire accepter aux Français dans l'intérêt des puissants. Bien que les syndicats aient été relativement modérés dans leur jugement – selon le *Huffington Post* ils voient quelques bonnes mesures dans le texte mais, dans l'ensemble, réclament un grand nombre d'amendements et de retraits –, le patronat français, à son habitude, écume de rage, tandis que tous les groupes qui pourraient être affectés par les nouvelles mesures, des étudiants à l'extrême gauche et au Front national, antimondialiste, ont exprimé leurs inquiétudes.

De surcroît, la loi El Khomri a été présentée sans avoir été beaucoup discutée avec les syndicats qui représentent les parties concernées. Au lieu de prendre le temps de les consulter puis de mettre au vote une version faisant l'objet d'un vaste consensus, le gouvernement a rédigé le texte et l'a soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale – en précisant que, si le projet de

loi n'était pas adopté par les procédures habituelles, il n'excluait pas un passage en force, comme s'il faisait face à un état d'urgence. Résultat : un grand nombre de Français se sont joints au traditionnel mouvement de "mobilisation sociale". Autrement dit, prudence, voyageurs, si vous envisagez de vous rendre dans l'Hexagone en avion ou en train dans un avenir proche, car vos pilotes ou conducteurs pourraient bien ne pas être à leur poste. Le projet de loi n'est pas à prendre à la légère. Il traite de choses sérieuses. Mais il ne faut pas perdre de vue un élément important : aucune des mesures qu'il propose n'aura un effet capital. Bien sûr, la France pourrait introduire un peu de flexisécurité – ce que prévoit la loi El Khomri –, et la législation en vigueur renferme quelques vestiges qui rendent la vie plus facile à certains travailleurs mais plus difficile à d'autres. Cependant, le problème de la France ne vient pas du marché de l'offre.

En faisant monter les enjeux sur le droit du travail, le pays a succombé aux mêmes mythes que ceux qui ont conduit Maurice Taylor à choisir un autre pays pour installer son usine de pneus. La croissance et le chômage français n'ont jamais été, et ne seront jamais, fonction de la flexibilité du travail. Le problème de la France est simple : il réside dans son union monétaire avec l'Allemagne – une économie plus forte et mieux organisée, où les travailleurs ont une

## Le problème de la France est simple : il réside dans son union monétaire avec l'Allemagne

bonne formation, où patrons et syndicats se parlent, où cadres et employés travaillent ensemble et où la finance s'intéresse stratégiquement à ce que font les entreprises. Cette union a un coût élevé pour la France, qui ne peut plus maîtriser les principaux leviers de l'ajustement économique, des taux d'intérêt à la politique budgétaire en passant par les taux de change. Il y a plusieurs manières de sortir de cette impasse : soit la France quitte la zone euro, soit l'Allemagne décide d'accroître fortement sa demande intérieure ou d'abandonner l'euro, de sorte que son taux de change réel augmente et laisse un peu de répit

aux autres pays. La réforme du marché du travail n'a pas grand-chose à voir avec ces solutions.

Alors pourquoi ce tollé autour du droit du travail ? Parce que de nombreux acteurs ont beaucoup à y gagner. Ce projet de loi a donné le départ aux grandes manœuvres de la gauche pour préparer l'élection présidentielle, qui aura lieu dans un peu plus d'un an.

Le président François Hollande n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, très populaire. Il continue, à ses risques et périls, de défendre la loi El Khomri, tout en sachant pertinemment que ce virage au centre peut lui faire perdre des suffrages à gauche sans forcément lui en rapporter beaucoup à droite. Mais, pour certains acteurs majeurs du Parti socialiste, le projet de loi est l'occasion rêvée de mieux se faire connaître de la base du parti. Ce n'est pas un hasard si Martine Aubry, qui a introduit la semaine des 35 heures dans les années 1990, figure parmi les plus farouches opposants à la loi El Khomri. Elle

a sans doute de bonnes raisons de s'élever contre le projet de loi. Il ne faut pas oublier que sa loi des 35 heures est loin d'avoir été une réussite et que le temps de travail réel a augmenté depuis son vote. Il ne fait guère de doute non plus que son ambition de briguer la présidence, comme elle l'a fait en 2011, quand elle a perdu contre M. Hollande, ne s'est pas affaiblie et que l'occasion est trop bonne pour la laisser passer.

C'est ainsi, malheureusement, que la classe politique française passe son temps à discuter de quelque chose qui n'a guère d'importance en négligeant les causes réelles du malaise français, beaucoup plus fondamentales. A bien des égards, les politiques français, les responsables de Bruxelles et les économistes qui les encouragent me rappellent l'histoire de cet homme ivre qui cherche ses clés sous un lampadaire parce que c'est le seul endroit éclairé ; il ne parvient pas à rentrer chez lui.

— Bob Hancké

Publié le 28 mars 2016



### SOURCE

#### FOREIGN POLICY

Washington, *Etats-Unis Bimestriel*, 101 000 ex. [www.foreignpolicy.com/](http://www.foreignpolicy.com/)  
Fondé en 1970 dans le but de "stimuler le débat sur les questions essentielles de la politique étrangère américaine", le titre a longtemps été édité par la Fondation Carnegie pour la paix internationale avant d'être racheté par le groupe Washington Post en 2008, aujourd'hui rebaptisé Graham Holdings Company. Revue académique publiée tous les trimestres jusqu'au début des années 1990, Foreign Policy est aujourd'hui bimestriel et se targue d'être le premier "magazine global traitant de politique, d'économie et d'idées". Depuis fin 2009, Foreign Policy a diversifié son offre numérique. Son ambition : être le premier quotidien en ligne traitant des questions de politique étrangère et de sécurité nationale.



## Télérama hors-série

En vente chez votre marchand de journaux

Pas un jour sans une ligne. La vie de Paul Klee traverse la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Celui qui se percevait comme un dessinateur découvre la couleur en 1914 en Tunisie. Il élabore un dictionnaire de formes avec Kandinsky, professeur comme lui au Bauhaus. Intéressé par la poésie, par la biologie et l'architecture, mais également musicien, Paul Klee était un artiste accompli. A l'occasion de deux grandes expositions, au Centre Pompidou et au Centrum Paul-Klee de Berne, *Télérama* réédite son hors-série sur ce magicien des signes.

En partenariat avec



europe

# Pays-Bas. Une défaite pour l'establishment

Avec plus de 61 % des voix, les Néerlandais ont dit non à l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine lors du référendum du 6 avril. Un plébiscite révélateur du courant eurosceptique parmi la population.

— De Volkskrant

Amsterdam

Les partisans du non ont remporté la victoire lors du référendum sur le traité d'association avec l'Ukraine, tirant ainsi parti du mélange d'indifférence et d'aversion qu'il inspirait à la plupart des électeurs. La participation au scrutin (32 %) a été suffisante pour qu'il soit valable. Sur le plan politique, il s'agit d'une défaite pour l'establishment. Sur le plan sociétal, les Néerlandais cosmopolites se sont inclinés devant leurs concitoyens eurosceptiques. Comme lors du référendum de 2005 sur la Constitution européenne, les Pays-Bas se montrent sous un jour inattendu à leurs alliés européens : les électeurs multilingues, cosmopolites et favorables à la coopération internationale ont fait place à des électeurs qui s'inquiètent de voir trop de pouvoir et de compétences transférés vers Bruxelles.

Il est vrai que les dix ans écoulés depuis lors n'invitent pas vraiment à une autre disposition d'esprit. L'électorat néerlandais a dû encaisser coup sur coup une crise financière, une crise économique, une crise européenne et une crise des réfugiés. C'est plus de raisons qu'il n'en faut pour considérer avec angoisse des développements internationaux susceptibles de menacer la grande prospérité dont jouissent les Pays-Bas, ainsi que leurs nombreux acquis sociaux. La tête de

Turc, c'est Bruxelles. Comme en 2005, le dégoût de l'Union européenne a joué un rôle important au cours des derniers mois. Si les promoteurs du référendum, GeenPeil et le Burgercomité (des mouvements citoyens eurosceptiques), ont pu rassembler les 300 000 signatures nécessaires à la tenue du scrutin, cela a d'ailleurs plus à voir avec Bruxelles qu'avec l'Ukraine. L'objectif principal de ces groupements était en fait de mettre un frein à l'Union européenne, jugée "non démocratique" et "obsédée par l'élargissement". Ils ont fait campagne en agitant le spectre d'un déferlement de travailleurs à bas salaires, d'une réaction courroucée de la Russie en cas de victoire du oui et d'une importation de la corruption provenant d'un pays corrompu.

Et cela a fonctionné, révélant à nouveau la fracture sociale qui divise de plus en plus les Pays-Bas : parmi les personnes peu ou moyennement qualifiées, deux tiers ont exprimé leur opposition au traité, tandis que parmi les personnes ayant fait des études supérieures, deux sur

**Les électeurs s'inquiètent de voir trop de pouvoir transféré vers Bruxelles**

↓ "Ukraine-Non". Référendum néerlandais. Dessin de Bojesen paru dans Jyllands-Posten, Danemark.

trois ont choisi le camp du oui. Les beaux discours sur l'utilité de la collaboration internationale parlent peu au premier groupe, alors qu'ils reçoivent un écho favorable parmi les personnes hautement qualifiées qui gagnent bien leur vie.

Les Pays-Bas ne sont pas un cas isolé. Lors d'un référendum en décembre dernier, les Danois ont montré qu'ils préféreraient limiter leur intégration à l'Europe (en rejetant à 53 % la levée de la dérogation danoise en matière de justice). Quant aux Allemands, ils se sont montrés sensibles aux arguments du parti eurosceptique Alternative pour l'Allemagne (AfD) lors des élections régionales de cette année. Ce sont là des signes de mauvais augure pour le principal référendum de l'année, celui à l'occasion duquel les citoyens britanniques seront appelés à décider si leur pays doit rester membre de l'Union européenne.

**Cercle vicieux.** L'an dernier, le commissaire européen Frans Timmermans avait dévoilé le fond de sa pensée : le projet européen pourrait bel et bien faire naufrage. Le 6 avril, les électeurs néerlandais ont réanimé ce doute. Le gouvernement Rutte est à présent confronté à un énorme défi. Au vu du résultat, il doit agir et proposer quelque chose qui n'attise pas davantage la colère populaire. La déception semble déjà de mise. Le

**Mark Rutte ne doit pas attiser davantage la colère populaire**

Premier ministre Mark Rutte est isolé au niveau européen : 27 des 28 membres de l'UE ont déjà ratifié le traité. Si les partenaires des Pays-Bas veulent faire un pas dans leur direction, la marge de négociation est relativement réduite. Mark Rutte essaiera probablement d'obtenir une déclaration confirmant, une fois de plus et de façon explicite, que l'Ukraine ne se voit pas offrir un tremplin vers une adhésion à l'UE.

Une autre option serait de scinder le volet commercial du traité d'association de son volet politique, plus petit, ce qui permettrait de renégocier ce dernier – à contrecœur, tant pour l'UE que pour l'Ukraine. Le cercle vicieux de l'euroscepticisme guette. Parce que, quoi que fasse le gouvernement, les partisans du non balayeront toute concession européenne d'un revers de la main, la qualification d'opération de façade et y trouvant la confirmation de l'idée selon laquelle les Pays-Bas n'ont plus voix au chapitre en Europe. La confirmation, également, que les Néerlandais ont toutes les raisons d'être en colère. Le référendum a exprimé cette colère, mais il ne l'a pas du tout apaisée.

— Fokke Obbema

Publié le 7 avril



Vu d'Ukraine

## Pas de quoi s'inquiéter

● Pour l'Ukraine c'est une défaite, et pourtant il n'y a pas de raisons de s'inquiéter. Le pays ne sera que peu affecté par le résultat, et encore, il le sera indirectement, par exemple parce que cela va encore alimenter la propagande russe, qui va pouvoir nous dire : "Tu vois, cher petit frère, personne ne veut de toi en Europe." Ce qui ne sera qu'un mensonge, car en réalité la plupart de ceux qui ont choisi de répondre non n'ont pas voté contre l'Ukraine, ils ont surtout manifesté leur euroscepticisme. Beaucoup de Néerlandais croyaient à tort que l'accord constituait une première étape sur la voie d'une entrée de l'Ukraine dans l'UE. Mais surtout le résultat de ce référendum est sans grande importance, car il n'a qu'une valeur consultative. Tout d'abord, l'accord est déjà provisoirement entré en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ensuite, ce qui est important pour nous, c'est que le Parlement et le souverain des Pays-Bas ont, eux, approuvé l'accord. De plus, les représentants légalement élus des 27 autres Etats membres l'ont eux aussi accepté. Les Néerlandais, minoritaires, n'ont pas assez de poids pour obliger les autres pays de l'Union à revenir sur cette décision. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de prêter trop d'attention aux propos de politiciens comme Harry Van Bommel, eurosceptique et membre du Parti socialiste, qui, dès l'annonce des premiers résultats, a appelé le gouvernement néerlandais à annuler la ratification de l'accord et à rouvrir les négociations sur le contenu de ce dernier. L'UE a déjà trop investi dans ce projet pour qu'une telle évolution soit possible.

— Vitaly Rybak

Oukraïnsky Tyjden Kiev

# Leffe®

## RÉVÈLE SON NOUVEAU VERRE

Redécouvrez ses saveurs

### BOUQUET PLUS CONCENTRÉ

Une forme plus arrondie  
et un col plus resserré pour mieux  
concentrer son bouquet unique.



### TENUE DE MOUSSE

Un L gravé au fond  
du verre qui favorise  
la libération des bulles  
et la tenue de la mousse.

### TEMPÉRATURE IDÉALE

Afin de maintenir votre bière  
à température idéale,  
tenez le nouveau verre  
sur son relief.

\* Leffe, 7 siècles de savoir-faire

Leffe. Redécouvrez le temps.\*

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



# Courrier EXPAT

Les infos de la presse mondiale  
Les avis des meilleurs experts  
Vos expériences à l'étranger

Pour tout savoir  
sur l'expatriation,  
rejoignez-nous sur le site :



[www.courrierinternational.com/expat](http://www.courrierinternational.com/expat)

VOTRE PASSEPORT POUR LE MONDE

ISLANDE

# Le Parti pirate à l'abordage du pouvoir

Dans un pays dégoûté par les dérives de son élite politique et financière, le Parti pirate, à l'origine mouvement contestataire marginal, monte en flèche dans les sondages.



—Dagens Nyheter Stockholm

C'est dans un bâtiment qui ne paie pas de mine, sur le front de mer, à deux pas du port de Reykjavík, derrière une zone commerciale, que se trouve le siège du Parti pirate. Des tasses à café sales, des cartons à pizza, des discussions sur la réunion de la veille. La période est chargée pour le petit parti, qui monte à vue d'œil – il a été fondé en novembre 2012 – et recueille aujourd'hui le soutien d'une majorité d'Islandais. A en croire un sondage publié mercredi 6 avril, il recueille 43 % d'intentions de vote, loin devant les partis établis.

“Les électeurs n'ont pas le choix. Tous les vieux partis sont empêtrés dans des scandales. Les gens en ont assez et pensent que le niveau de vie serait bien plus élevé qu'il n'est si une petite élite n'avait pas accaparé les ressources du pays.” Ainsi parle Erna Yr Oldudóttir, présidente du bureau du parti, en se faisant un café.

Le Parti pirate plonge ses racines dans le même mouvement que son pendant suédois. Au départ, il faisait surtout campagne sur le droit au partage de fichiers sur Internet. Mais aujourd'hui, avec ses trois députés hauts en couleurs et les derniers scandales politiques en date, dont le dernier a entraîné la démission du Premier ministre, de plus en plus de gens sont séduits par le nouveau

venu de la politique islandaise. “Les députés du Parti pirate sont les seuls à dire les choses sans langue de bois”, fait observer Stefan Karl, célèbre comédien islandais et sympathisant du parti, tout en arrosant du cresson dans la serre qu'il vient de se construire. Stefan Karl rêve d'une nouvelle Islande et fait confiance au Parti pirate pour faire bouger les choses.

Mais, plus concrètement, que veut le Parti pirate ? Là, on nage dans le flou, à en croire le politologue Eirikur Bergmann. “La seule chose sur laquelle ils ont été clairs, c'est qu'ils voulaient une nouvelle Constitution. Pour le reste, il est difficile de savoir ce que veut le parti.” A ses yeux, le succès des “pirates” est une manifestation de la grogne ambiante.

“L'économie islandaise s'est redressée depuis la crise financière, mais pas la confiance dans la classe politique. D'où l'ascension fulgurante du Parti pirate.”

Le politologue doute cependant que 43 % des Islandais soient vraiment prêts à donner leur voix au Parti pirate à l'heure de glisser leur bulletin dans l'urne. “S'ils obtiennent ne serait-ce que la moitié de ce chiffre, ce sera déjà un résultat extraordinaire.”

Retour au siège du parti. Erna Yr Oldudóttir qualifie de “ridicule” l'affirmation du politologue selon laquelle le Parti pirate n'aurait pas de programme. Elle dégage aussitôt son ordinateur et fait défiler un document qui reprend la politique

✓ Sous le pont, le Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson, qui a démissionné le 5 avril : “J'ai trouvé une cachette.” Dessin de Gable paru dans *The Globe and Mail*, Toronto.

du parti dans tout un éventail de domaines. Elle reconnaît néanmoins que le processus décisionnel du parti – tous les membres sont tenus de participer et de voter sur Internet – prend du temps. C'est pourquoi elle ne peut pas, par exemple, en détailler la politique économique, celle-ci n'ayant pas encore été votée.

Une seule chose est sûre : la priorité numéro un de ce “parti sans tête” est la rédaction d'une nouvelle Constitution qui doit notamment mettre davantage l'accent sur la liberté d'expression et d'opinion.

Erna Yr Oldudóttir se dit plutôt libertarienne et souhaite limiter au maximum l'ingérence de l'Etat dans la vie des citoyens et donner plus de liberté à ces derniers. Le parti se démarque notamment par sa politique libérale en matière de stupéfiants et par sa volonté d'améliorer la transparence des pouvoirs publics. Il souhaite également revoir à la hausse les ressources allouées au système de santé et introduire une forme de “revenu citoyen”. Ceux qui réduisent le parti à un mouvement contestataire ont tout faux, affirme Erna Yr Oldudóttir. “Ce qu'on veut, ce n'est pas la révolution, c'est une évolution progressive.”

—Marianne Björklund  
Publié le 6 avril

## Une tête mais pas de chef

●●● A la suite des révélations des Panama Papers, le lundi 4 avril, qui ont conduit à la démission du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, des milliers d'Islandais sont descendus dans les rues de Reykjavík, exigeant la tenue d'élections anticipées sur cette île de 300 000 habitants. Birgitta Jónsdóttir, à la tête d'un parti qui n'a pas à proprement parler de leader, est considérée par beaucoup comme futur Premier ministre du pays, un poste qu'elle décrit, selon le *Financial Times*, comme un “cauchemar” : “Ma plus grande crainte, et c'est la grande crainte de la plupart des ‘pirates’, est de faire corps avec le pouvoir.” Députée depuis 2013, à 48 ans, Jónsdóttir, poète et ancienne collaboratrice du fondateur de Wikileaks Julian Assange, se décrit comme une “poéticienne”.



## RUSSIE

# Nouvelle perestroïka ou nouveau totalitarisme ?

Face à la crise économique et à la grogne populaire, Moscou choisira-t-il l'ouverture démocratique ou la crispation autoritaire ? A six mois des législatives, l'analyse d'un célèbre défenseur des droits humains.



—Moskovski  
Komsomolets *Moscou*

Les experts indépendants l'avaient prédit : en 2016, la crise économique, causée principalement par la baisse du prix du pétrole, une politique extérieure agressive, les sanctions internationales et les contre-sanctions russes, se poursuivra. En effet, l'inflation augmente, les salaires des fonctionnaires baissent, les pensions ne couvrent plus les besoins vitaux des retraités et le fossé entre les riches et les pauvres, de plus en plus nombreux, se creuse. Le pouvoir se montre incapable de relever ces défis, ce qui promet une vague de contestation sociale. Du reste, les prémices s'en font déjà sentir.

Le pays se réveille. Pour s'en assurer, il suffit d'observer la manière dont la société civile s'organise pour lutter contre certaines décisions illégales des autorités – par exemple contre la densification urbaine et la destruction d'espaces verts au profit des promoteurs immobiliers à Moscou. Il ne s'agit pas seulement de défendre le droit des Moscovites à respirer un air sain, mais plus généralement le droit des citoyens à se battre

contre l'arbitraire. Cette question a été débattue récemment par le Conseil des droits de l'homme auprès du Kremlin.

Autre observation : les élus, les économistes et les entrepreneurs se montrent de plus en plus ouvertement critiques. Alors que les principaux canaux d'information restent verrouillés pour les opposants, ils parviennent à faire entendre leur voix grâce à quelques médias restés libres et aux réseaux sociaux. Étonnamment, parmi les voix discordantes, on trouve parfois des membres du gouvernement et des experts proches du pouvoir.

**Répression.** La situation va continuer à se tendre en ce début de cycle électoral, qui prévoit des législatives en 2016 et la présidentielle en 2018. Les élections sont une épreuve cruciale pour le pouvoir comme pour la société. A quoi faut-il s'attendre et à quoi faut-il être prêt ? En ces temps troublés, mon objectif, comme celui de mes collègues militants, est de favoriser des changements profonds, tout en évitant les effusions de sang. Car les scénarios sanglants ne manquent pas. Certains, emportés par la

magie des nombres, prédisent même une nouvelle révolution armée pour 2017.

Quelles sont aujourd'hui les forces en présence ? Tout d'abord, le pouvoir. Son objectif : se préserver. Pour cela, il a deux stratégies. D'un côté, redoutant une "révolution orange", il se fait plus répressif. Depuis 2012 sont votées des lois qui visent à réprimer les libertés et toute forme de contestation. Le cas d'Ildar Dadine, premier homme de l'histoire de la Russie postsoviétique à être emprisonné pour avoir manifesté pacifiquement, est un exemple criant. Une loi élargissant le recours des forces de sécurité à l'usage de la force ou des armes contre les civils est en passe d'être adoptée. Parallèlement, des mesures sont prises pour écarter la société civile des instances de décision : plusieurs amendements suppriment de fait les commissions de surveillance des prisons. La loi sur les "agents étrangers", en vigueur depuis longtemps, a "permis" de fermer des dizaines, voire des centaines d'ONG. Les poursuites pénales pour "extrémisme" sont en nette augmentation, s'attaquant moins à de véritables appels à la violence qu'à la critique, même sous forme de "like" ou de partage sur les réseaux sociaux.

D'un autre côté, comprenant que la répression ne suffira pas à arrêter la contestation, le pouvoir tente d'instrumentaliser les éléments les plus actifs de l'opposition. Il fait mine de lutter contre la corruption en mettant en scène un renouvellement des élites. Cela donne une marge de manœuvre légale à certains protestataires soutenus à la fois par le Kremlin et l'opposition, mais dénoncés par la frange radicale de cette dernière. Pourtant, selon moi, tout n'est pas aussi simple. Car, si le nombre de protestataires parmi les sympathisants du pouvoir et au Kremlin grossit suffisamment, il pourrait atteindre une masse critique à même de changer la donne. Rappelons-nous que la plateforme démocratique du PCUS était apparue dans des circonstances similaires, avant de jouer un rôle déterminant dans la révolution démocratique pacifique de la fin des années 1980.

**Depuis 2012, les lois visent à réprimer toute forme de contestation**

## Pas d'amélioration sans renversement du système politique

En face, nous avons l'opposition. Aujourd'hui, elle se divise en deux courants principaux. Le premier veut préserver la Russie en tant qu'Etat européen ouvert, prêt à coopérer avec ses homologues occidentaux et à assurer le développement de la démocratie sur son territoire. Le second soutient l'idée radicale que la Russie pourrait régler ses problèmes en devenant un Etat totalitaire, en fermant son économie et en faisant tourner la planche à billets autant qu'il le faudrait pour soutenir une industrie fondée sur l'armement. Voilà qui réglerait aussi la question de la corruption. Car, naturellement, la peur du peloton d'exécution permettrait d'exterminer, du moins de diminuer la corruption. En substance, c'est le programme qu'avaient concocté les putschistes du Comité d'Etat pour l'état d'urgence en 1991. Voilà une belle occasion de revanche pour leur putsch avorté. Bref, une telle entreprise transformerait la Russie en Corée du Nord.

**Isolationnisme.** Beaucoup de mesures ont déjà été prises pour isoler le pays, mais il n'est pas certain que ce choix se veuille définitif. Le pouvoir tergiverse, joue un jeu dangereux. D'un côté, le Kremlin encourage l'isolationnisme, protège les hautes sphères corrompues. Une écrasante majorité de la population a été soigneusement préparée à ce scénario grâce à un lavage de cerveau total, orchestré en premier lieu par la télévision – les ennemis sont partout, etc. D'un autre côté, cette même télévision montre Poutine en train de s'entretenir avec Kerry, expliquant que les Etats-Unis sont un "partenaire" de la Russie. Puis le ministre de l'Economie annonce que les banques américaines pourraient participer aux futures privatisations. Le pouvoir fait mine de se moderniser, il parvient à attirer certains opposants, les invite à rejoindre ses rangs et à soutenir la politique de Vladimir Poutine.

Pour moi comme pour beaucoup d'autres, il est clair qu'il ne peut y avoir aucune véritable amélioration sans renversement du système politique. Renversement qui ne peut se faire que par la pression de la rue. Les gens ont commencé à comprendre qu'"on ne peut pas vivre

comme ça", ils veulent du changement. Ce qui ressemble assez à la situation de la fin des années 1980, lorsque les forces réformatrices commencèrent à gagner du terrain au sein du PCUS. Ce fut alors véritablement le début de la perestroïka. Aujourd'hui, l'opposition est divisée en deux courants contraires, et l'avenir de la Russie appartiendra à celui qui saura convaincre l'opinion. Le Kremlin, de toute évidence, concentre ses forces sur le courant isolationniste.

Pour résumer, la crise économique et politique est inévitable. Les dirigeants actuels de la Russie devront quitter le pouvoir. Ils doivent choisir aujourd'hui ceux avec qui ils sont prêts à collaborer pour que la transition soit le plus indolore possible, tant pour eux que pour le pays. Si les démocrates arrivent au pouvoir, les leaders politiques déchus ne devraient pas être poursuivis, cela n'est pas l'usage dans les démocraties. Pour l'instant, la politique du Kremlin profite à l'opposition antidémocratique, qui milite pour la "main de fer" et une "spécificité de la voie russe". Or cette dernière ne prendra pas de gants avec les dirigeants déchus.

Oui, le chemin de la Russie est semé d'embûches. Mais la route a été longue et difficile pour tous les pays d'Europe. Et la Russie mérite de connaître elle aussi la prospérité qu'ils ont gagnée.

—Lev Ponomarev  
Publié le 31 mars

### L'auteur

#### LEV PONOMAREV, "AGENT DE L'ÉTRANGER"

Né en 1941 à Tomsk, député démocrate de 1990 à 1996, l'une des personnalités à l'origine de la fondation de l'association Memorial en 1988, membre du mouvement d'opposition L'Autre Russie, directeur du mouvement associatif Pour les droits de l'homme (*Za prava tcheloveka, zaprava.ru*), Lev Ponomarev est une figure emblématique du mouvement russe de défense des droits humains. Son association a récemment été inscrite par le ministère de la Justice russe sur la liste des "agents de l'étranger", en vertu de la loi de 2013 sur les ONG russes "ayant une activité politique et percevant des fonds étrangers".



## IL EXISTE UNE FLEUR QUI PRODUIT DE L'ÉLECTRICITÉ

Avec la smartflower™ POP, commercialisée par EDF ENR en France, chacun peut devenir acteur de sa propre énergie. En suivant la course du soleil, cette fleur, aux pétales photovoltaïques, peut alimenter un foyer de 4 personnes\* tout au long de l'année.

**Notre avenir est électrique. Et il est déjà là.**



**edf.fr**

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

\* soit 3 400 kWh par an à Lyon (hors eau chaude et chauffage).



afrique

# Djibouti.

## Au pays de la corruption et de la peur

Le 2 mars, un tribunal britannique a innocenté un homme d'affaires en disgrâce, ex-ponté du régime. Un procès qui a révélé la prévarication généralisée du clan présidentiel.

↓ Dessin de Falco, Cuba.



### Guelleh, j'y suis, j'y reste

●●● Ismaïl Omar Guelleh a été réélu avec 86,68% des voix, selon des résultats communiqués ce samedi 9 avril par le ministre de l'Intérieur Hassan Omar Mohamed. Une victoire d'autant plus large que l'opposition s'est présentée en ordre dispersé tandis qu'une partie d'entre elle a boycotté le scrutin qualifié de "mascarade". Ismaïl Omar Guelleh, dit "IOG", a succédé en 1999 à Hassan Gouled Aptidon, père de l'indépendance de ce petit pays de la corne de l'Afrique, après en avoir été pendant vingt-deux ans le chef de cabinet. Guelleh, 68 ans, fera donc un quatrième mandat de cinq ans, après avoir fait modifier la Constitution en 2010 pour en supprimer toute limitation.

—This is Africa Londres

La république de Djibouti a perdu un procès important devant la Haute Cour de justice de Londres le 2 mars, et la réputation de son président, Ismaïl Guelleh, se retrouve cruellement entachée dans un contexte d'élection présidentielle [8 avril].

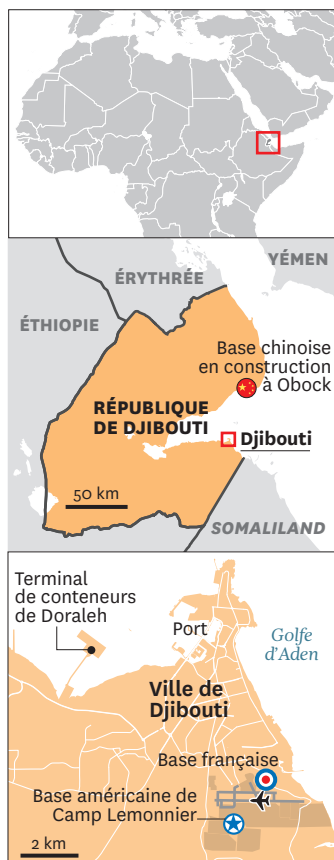
Les implications politiques de cette procédure masquent toutefois des préoccupations plus graves quant aux retombées économiques du traitement que le président Guelleh accorde à des investisseurs étrangers importants.

Le juge a qualifié le comportement du gouvernement djiboutien de "répréhensible" dans la bataille juridique de trois ans qui a opposé ce dernier à Abdourahman Boreh, l'un des hommes d'affaires les plus influents du pays. L'affaire avait été déclenchée par une lutte de pouvoir sur l'attribution des droits de concession du terminal de conteneurs de Dolareh, qui est l'un des plus grands d'Afrique et le plus gros employeur de Djibouti, et dont M. Boreh, à l'époque président de l'autorité portuaire de Djibouti, avait supervisé l'extension. Le gouvernement djiboutien avait traîné M. Boreh en justice en l'accusant de malhonnêteté, de liens avec le terrorisme, de manquement à ses obligations et de corruption. Il a été débouté et condamné aux dépens pour une somme de 9,3 millions de livres [11,5 millions d'euros].

Les preuves destinées à étayer ces accusations avaient été démontées

les unes après les autres au cours de la procédure et l'Etat djiboutien avait retiré ses accusations progressivement. Le juge Flaux a donc conclu que "la république de Djibouti [s'était] employée à lancer une offensive tous azimuts sur M. Boreh" et considéré que ses accusations n'étaient "ni légitimes ni établies".

### Repères



Les avocats de M. Boreh font valoir que la duplicité du président va bien au-delà de cette seule affaire, ce qui explique que l'Etat djiboutien soit allé très loin pour réduire leur client au silence. D'après Yvonne Jefferies, du cabinet Byrne & Partners LLP, M. Boreh a en effet la preuve que le président a "eu recours à des fonds de la banque centrale et à des aides internationales pour payer la décoration de son appartement parisien" et financer son "mode de vie somptueux".

Le jugement de la Haute Cour révèle comment "on peut détourner des pouvoirs de l'Etat, pour, ajoutée-elle, écraser des adversaires politiques qu'on ne peut acheter".

Les poursuites judiciaires motivées par des considérations politiques sont monnaie courante à Djibouti. Selon Jennifer Dunham, de Freedom House, "les conclusions du juge permettent de mettre en lumière l'existence d'un réseau clientéliste, d'énormes abus de pouvoir et le recours à la législation antiterroriste pour persécuter les opposants [au régime] ou ses détracteurs".

**Pays stratégique.** D'après l'indice de liberté économique 2016, "le pouvoir demeure fortement concentré entre les mains du président, et la répression de l'opposition politique s'est accrue". Djibouti se classe 99<sup>e</sup> sur 175 dans l'indice de Transparency International.

Le président "Guelleh et ses alliés ont fait main basse sur l'Etat et ont recours à un vaste réseau, édifié en

partie par des faveurs distribuées en relation avec des projets de construction comme celui dans lequel M. Boreh était impliqué", ajoute M<sup>me</sup> Dunham.

Si l'on ignore encore les conséquences politiques qu'entraînera le jugement de Londres pour le président Guelleh, il aura, selon les experts, des retombées économiques importantes. "Il est impossible de prévoir l'impact que le jugement aura à plus long terme sur les réseaux de clientélisme politique de Djibouti", déclare David Styan, maître de conférences au Birkbek College de l'université de Londres.

En revanche, sa portée véritable se manifesterait dans les activités futures de DP World, la société de Dubaï qui exploitait le terminal de conteneurs de Djibouti. L'Etat djiboutien a lancé en juillet 2014 une procédure d'arbitrage en vue d'obtenir l'annulation du contrat de vingt ans de la société, avançant que celle-ci avait versé des pots-de-vin à M. Boreh.

"L'acquiescement de M. Boreh sape le dossier monté contre DP World et met les autorités de Dubaï en meilleure posture dans leurs relations futures avec Djibouti", ajoute M. Styan.

DP World est convaincue que le jugement de la Haute Cour la servira dans la procédure d'arbitrage. Ce qui risque de torpiller les objectifs du président Guelleh, lequel semble bien décidé à imposer le contrôle de l'Etat djiboutien sur le terminal de conteneurs.

Toutefois, il se couvre contre les pressions internationales pour le

respect des contrats ou l'amélioration de la situation des droits de l'homme. En 2015, par exemple, Djibouti a conclu un contrat avec la Chine pour la construction d'une base navale. Les Etats-Unis, le Japon et la France possèdent déjà des installations militaires dans le pays. "Le président Guelleh a exploité très efficacement la position géographique stratégique de Djibouti et accepté d'accueillir des bases militaires américaines et occidentales importantes. Il est donc probable que les relations [essentiels] pâtissent à l'avenir", fait remarquer M<sup>me</sup> Dunham.

Et, même si Djibouti a des rapports de plus en plus tendus avec DP World, les liens qu'il entretient avec la Chine, avec laquelle les relations commerciales se développent, ne souffriront probablement pas, compte tenu du penchant chinois à pratiquer "la non-interférence et l'inconditionnalité" dans ses relations extérieures. La Chine ne fera d'ailleurs probablement rien pour mettre en péril les 23,5 % que détient le China Merchants Group dans Port de Djibouti SA — laquelle détient 66,7 % du terminal de conteneurs.

L'Etat djiboutien s'est déclaré "extrêmement déçu" par le jugement de Londres. Il est possible qu'il fasse appel et les implications politiques sont complexes. De plus, les investisseurs risquent désormais d'hésiter à traiter avec ce gouvernement versatile.

—Krishnan Nair  
Publié le 14 mars

TCHAD

# La démocratie à la kalachnikov

La société civile gronde. L'opposition proteste. Mais Idriss Déby, imperturbable, organise sa victoire pour un cinquième mandat. Attention à la révolte populaire.

—Sidwaya Ouagadougou

Six millions d'électeurs tchadiens étaient attendus dimanche 10 avril pour élire leur président parmi 13 candidats. Le chef de l'Etat, Idriss Déby Itno, qui tient à son fauteuil, est candidat à sa propre succession. Il brigue un cinquième mandat après vingt-six ans de règne. Son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS), dont l'emblème est une kalachnikov croisant

une houe, est sûr de remporter le scrutin. C'est évident. Comment triompher d'une bataille électorale face à un président sortant qui a pour lui tout l'appareil d'Etat ? Un second tour constituerait une surprise. Ceux qui rêvent de l'alternance peuvent se réveiller. Il n'est pas temps.

La société civile, qui a cru bon de sensibiliser les citoyens à l'alternance démocratique, a eu son compte. Pour avoir enfreint l'interdiction de manifester pour la

démocratie, cinq de ses leaders sont aujourd'hui en prison. Et leur sort sera fixé le 14 avril 2016. Si les juges suivent la réquisition du procureur général, ces empêcheurs de tourner en rond écopent de six mois de prison ferme.

Certes, il est pénible de voir vieillir un tyran, mais Déby n'est-il pas pour l'instant l'homme de la situation ? Entouré de pays très instables, comme le Soudan, la Centrafrique, le Nigeria et la Libye, le Tchad a peut-être besoin d'un régime fort pour éviter le péril. On se rappelle que la capitale, N'Djamena, a été frappée à deux reprises en 2015 par les islamistes du groupe nigérian Boko Haram. La Libye, qui est devenue un no man's land depuis la disparition de Muammar Kadhafi, reste une menace pour le Tchad. Nul n'ignore que celui-ci a subi

**L'homme fort de N'Djamena en difficulté ces cinq prochaines années**

les effets collatéraux de la crise libyenne. Face au risque de prolifération d'armes depuis la Libye, facteur de déstabilisation, il a fallu un général d'armée comme Déby pour sauver le pays.

**Mandat de trop.** Le président Déby n'a pas non plus hésité à renforcer les mesures sécuritaires pour contrer la menace terroriste. C'est pourquoi certains estiment qu'il faut un homme de terrain comme le général Idriss Déby Itno pour maintenir le Tchad sur pied. Dissuader les rebelles soudanais et d'autres groupes armés, maliens, centrafricains, qui n'hésitent pas à franchir les frontières, n'est pas un jeu d'enfant.

Néanmoins, si le parti de la kalachnikov l'emporte, il va falloir que l' élu se rappelle qu'il est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat et que le contexte a changé. Il peut lui-même en être victime. Il lui faudra aider sa population à tendre vers le bonheur. Malgré le fait que les ressources pétrolières sont devenues réalité depuis

2003, la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, selon les rapports du Pnud. C'est 70 % de la population qui est analphabète. Des régimes aussi puissants que ceux d'Hosni Moubarak en Egypte et de Ben Ali en Tunisie se sont effondrés comme des châteaux de cartes à la suite de la révolte de leurs populations. Le partage équitable des ressources pétrolières, la santé, l'éducation et l'emploi, la reconnaissance de la liberté d'expression aux Tchadiens, telles sont les préoccupations qui, si elles sont ignorées, mettront l'homme fort de N'Djamena en difficulté ces cinq prochaines années.

On n'a pas besoin d'une boule de cristal pour comprendre que l'ère de la dictature est en train d'être révolue sur le continent africain. A chaque dirigeant de comprendre son peuple. On ne se contente plus du simple slogan d'"*émergence*". L'émergence doit être celle du peuple.

—Rabankhi Abou-Bâkr Zida  
Publié le 10 avril



## 7€ LE KIT DE DIGNITÉ

Ensemble, aidons tous les réfugiés à travers le monde.

Retrouvez le kit sur [kitdignite.org](http://kitdignite.org)

\*kitdignité | solidaritee.org





# Irak. La minijupe de ma mère

Dans ce paysage sinistre de femmes couvertes de noir dans les rues de Bagdad, qui se souvient encore des Irakiennes en tenues légères et couleurs vives ?



—Al-Modon Beyrouth

**A**u milieu des années 1980, quand ma grande sœur s'est mariée, ma mère lui a acheté une robe pour la cérémonie. Les manches couvraient entièrement les bras et un châle assorti couvrait les épaules ; elle n'avait évidemment pas de décolleté. En choisissant cette robe, ma mère s'est soudainement mise à nous parler de sa propre robe de mariée. A l'époque, dans les années 1960, le tissu était du satin blanc, avec des taffetas, la robe ne couvrait

pas les épaules, avait un décolleté et s'arrêta à mi-mollet. En l'entendant parler de ces vêtements de jadis, j'ai eu envie d'en savoir davantage et je me suis mise à fouiller dans les vieilles affaires soigneusement rangées dans des malles empilées dans notre ancienne maison. Je profitais de son absence ou de sa sieste pour descendre dans la cave et débarrasser des vêtements.

Un jour, je suis tombée sur les survivances de son trousseau. Je n'en croyais pas mes yeux en voyant ces affaires d'une extrême beauté. Tous les vêtements ressemblaient

à ce qu'on portait en Occident. Il y avait des chaussures en cuir souple et à talons aiguilles effilés. Des dentelles et des soutiens-gorge sophistiqués pour mettre en valeur la poitrine ainsi que des corsets pour affiner la taille.

Dans une autre valise, je suis tombée sur de magnifiques vêtements de la décennie suivante. Y compris des minijupes, des blouses moulantes, des collants transparents, sans compter un grand nombre de vêtements pour la nuit, brodés à la main. Tout cela, ma mère le portait jusqu'au milieu des années 1980.

J'ai alors cherché l'album de photos de sa jeunesse qu'elle nous cachait. J'y ai découvert ma mère, une femme dans toute son élégance. Sur l'une des photos, elle était assise avec mon père à une terrasse située sur la [corniche de l'Euphrate]. Une autre la montrait, cigarette à la main, en compagnie de proches de la famille devant une table remplie de verres d'alcool. J'ai également profité des visites qu'on rendait à nos tantes pour regarder leurs vieilles photos, où je voyais d'élégantes femmes assises dans des cafés ou se prélassant au bord d'une piscine.

J'ai alors bombardé ma mère de questions pour savoir pourquoi elle s'était mise au voile, abandonnant cette élégance d'autrefois. Sa réponse était toujours la même : "Nous sommes trop vieilles pour ça maintenant..." Ce n'était évidemment pas la véritable raison. Si tant de femmes se sont mises à porter le voile depuis le début des années 1980, c'est largement pour des raisons liées à l'histoire.

## La campagne de réislamisation a procédé par petites touches

Dans toutes les guerres qu'a traversées l'Irak, le pouvoir a craint que les forces d'opposition cherchent à profiter des difficultés de la guerre pour soulever la population contre lui. Les Irakiens étaient plongés dans la perplexité face à la révolution islamique en Iran [1979] et craignaient que le même scénario se produise à Bagdad. En modifiant leurs garde-robes, les Irakiennes voulaient donner des gages aux islamistes afin de ne pas s'attirer leurs foudres.

En Irak, certaines forces d'opposition jouaient justement sur la corde religieuse pour se démarquer du régime. Les questions de mœurs occupaient une grande place dans leur discours. Malgré les arrestations massives que Saddam Hussein ordonnait régulièrement pour faire taire ces voix qui ne cessaient de dénoncer les idées "laïques" du parti Baas, il a fini par composer avec eux, au détriment de la ligne idéologique de son parti, qui en principe croyait à la liberté de la femme et à l'égalité entre les sexes.

C'est ainsi qu'a démarré une campagne de réislamisation qui procédait par petites touches. Au début des années 1980, la séparation des filles et des garçons à l'école

✓ Dessin d'Ale+Ale, Italie.

primaire a été la mesure la plus marquante pour renforcer le conservatisme religieux. Ensuite, les fondamentalistes n'ont pu que se féliciter de la décision du régime d'interdire l'alcool dans l'espace public.

Après la guerre du Golfe [pour la libération du Koweït, en 1991], l'état des libertés personnelles s'est encore aggravé. Et l'embargo économique, qui a duré plus de dix ans, a entraîné le départ des élites intellectuelles. C'est à ce moment que les marchands de religion de certains pays riches [du Golfe] ont généreusement arrosé les courants fondamentalistes.

**Chrétiens.** Fini le port de jupes courtes, mais aussi de maillots à la piscine. Parallèlement, le voile et le niqab ont fait une percée à l'université. Cela s'explique aussi par les difficultés économiques de nombreuses familles, puisque l'habit "décent" [composé d'un simple tissu en guise de tunique] revenait moins cher que tout autre vêtement.

Cette situation sinistre s'est encore aggravée avec l'émigration des chrétiens, qui a atteint son paroxysme dans les années 1990. Ce sont eux qui adoptaient les nouvelles modes et les éléments de modernité pour les acclimater. Et nous autres nous suivions leur exemple, fascinés que nous étions par leur réussite. D'ailleurs, la plupart des participantes des concours de reines de beauté, des années 1940 et jusque dans les années 1970, étaient des chrétiennes et des juives.

Le départ des chrétiens, volontaire ou contraint, a eu un impact négatif sur les libertés de toute la population. Cela a contribué à faire des islamistes de toutes obédiences la seule et unique référence sociale et leur a permis d'imposer qui le hijab à l'iranienne [parmi les islamistes chiïtes], qui le niqab à la saoudienne [parmi les islamistes sunnites].

Ainsi, avec les guerres et les crises qui se sont succédé en Irak, la minijupe a disparu du paysage. Elle a été remplacée par l'*abaya* importée du Golfe d'un côté, par le *manto* copié sur l'Iran de l'autre. Et le noir a chassé les couleurs vives qui autrefois mettaient en valeur les corps des femmes respirant la vie.

—Manal Al-Cheikh  
Publié le 6 mars

### SOURCE



#### AL-MODON

Beyrouth, Liban

Site panarabe

[www.almodon.com/](http://www.almodon.com/)

Fondé en février 2013, Al-Modon ("Les villes") est un site qui couvre l'actualité du Liban et du monde arabe. De tendance gauche libérale, le site se veut l'expression des sociétés civiles, libanaise et arabe, impliquées dans les "printemps arabes". En trois ans, Al-Modon est devenu une source arabe fiable, variée et bien documentée.



# DÉCOUVREZ L'AMÉRIQUE, L'ACCUEIL CANADIEN EN PLUS.

Cet été, profitez de quatre vols quotidiens au départ de Paris CDG : deux vers Montréal et deux vers Toronto, ainsi que de notre toute nouvelle liaison directe Lyon-Montréal dès le 17 juin. Au départ de nos plateformes de Montréal ou de Toronto, vous aurez un accès simple et facile à plus de 100 destinations au Canada et aux États-Unis.

Voyagez vers les États-Unis sans tracas grâce à un service en français sur toute la ligne, à des correspondances rapides et au passage en douane au Canada.

Réservez sur [aircanada.com](http://aircanada.com) ou auprès de votre agent de voyages.

**AIR CANADA**  *Tout un monde vous attend.*



↓ Iran-Turquie. Printemps arabe.  
Dessin de Bleibel, Liban.

MONDE MUSULMAN

## Ni Téhéran ni Ankara

Les régimes iranien et turc ne peuvent être un modèle à suivre au Moyen-Orient : tous deux ont une culture réticente à la modernité.



—Al-Hayat Londres

À peine les résultats des élections iraniennes [en février] ont-ils confirmé l'avance sensible des "modérés" que l'ancien président [modéré] Mohammad Khatami a été interdit d'antenne, tandis que des informations indiquaient qu'il était placé en résidence surveillée. Dans le même temps, les gardiens de la révolution, bastion iranien officiel de la ligne dure, ont expérimenté le lancement d'un missile balistique, réaffirmant ainsi la position du guide suprême Ali Khameneï que l'Iran ne changera pas après l'accord sur le nucléaire.

Cette volonté d'être différent du monde est inhérente aux fondements du régime iranien. Celui-ci s'est attaché dès le départ à montrer que les événements qui se déroulent dans le monde ne le touchent pas et n'influencent pas ses objectifs essentiels. Plus il est impliqué dans les affaires mondiales, comme c'est le cas avec l'accord sur le nucléaire [avec les pays occidentaux], plus il redouble d'insistance dans sa différenciation. Son message est en substance : je ne change pas parce que le changement conduit à notre

"absorption", selon le dernier terme utilisé par Khameneï.

La Turquie, l'autre pôle du Moyen-Orient, trouve toujours avec Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP) le moyen de se distinguer en annonçant qu'elle ne change pas. Sa singularité repose sur une stratégie continue de chantage envers le monde, tantôt à travers Daech, tantôt par le biais des réfugiés qui migrent vers l'Europe, sans oublier une succession d'atteintes aux médias d'opposition, aux réseaux sociaux et aux ONG, perçus par le pouvoir comme des instruments de l'Occident.

### L'Iran et la Turquie actuels sont source de conflits dans la région

Il s'en est toujours trouvé certains au Moyen-Orient pour parier sur ces deux pôles comme modèles. Cela d'autant plus que l'Égypte est absorbée durablement par ses problèmes. Quant à Israël, il ne peut servir de modèle pour des raisons évidentes, et aussi parce que son gouvernement s'obstine à se faire haïr de ses voisins.

Le problème, c'est que l'Iran et la Turquie actuels sont davantage source de conflits que de stabilité dans la région. Tous deux regardent vers le passé. L'Iran ne s'en cache pas en consacrant la supériorité du pouvoir divin sur celui du peuple. Quant au système turc, hanté par l'empire, il est dirigé par un président sultan, dont le dernier souci est de concilier modernité et démocratie.

On pourrait même dire que l'Iran du chah et la Turquie à l'époque des régimes militaires étaient plus enclins à la réconciliation historique avec le monde que ne le sont l'Iran de la révolution islamique et la Turquie d'Erdogan. Il ne s'agit pas de louer les deux anciens régimes, mais de reconnaître que leur faiblesse idéologique était plus propice à l'ouverture vers le monde que dans le cas des deux systèmes actuels. Il reste que l'une des conditions du progrès au Moyen-Orient serait la défaite de ces deux modèles, de façon à mettre fin à cette culture qui refuse le changement et qui a une responsabilité indirecte dans la situation des voisins irakien et syrien.

—Hazem Saghieh  
Publié le 16 mars

LIBAN

## Beyrouth et son héritage empoisonné

La capitale libanaise, devenue une jungle de béton et de non-droit, a du mal à oublier son âge d'or. Mais elle peut revivre.

—L'Orient-Le Jour  
Beyrouth

Il n'est pas de ville au monde qui soit autant que Beyrouth enveloppée de regrets. On ne peut pas être et avoir été, dit un proverbe ambigu que seul un résident beyrouthin peut comprendre sans trop réfléchir. On ne peut pas vivre à la fois au présent et au passé. Il est pourtant là notre mal, dans cette insistance et cette persistance à chercher le temps perdu.

Mais oui Beyrouth, "mille fois morte, mille fois revécue" [citation de la poétesse libanaise Nadia Tuéni], oui les demeures anciennes repliées au fond d'un jardin que rafraichissait une fontaine, et ces arbres fruitiers, l'orange, le citron, la nêfle, la grenade, qui conjuraient le spectre de la famine en entretenant l'illusion d'un verger biblique. Et les trois arcades des façades, si gracieuses, la grande au milieu comme une loge royale pour applaudir en famille le spectacle de la rue, et les petites, des deux côtés, consacrées au rituel du café le matin et du goûter après la sieste.

**Photos jaunies.** Oui, au temps perdu on prenait ce temps-là, rythmé par l'appel lancinant des minarets à la prière et à la bienfaisance, et celui, simultané, des carillons portant le même message. Au temps perdu, les enfants jouaient indéfiniment sur les plages qui n'étaient à personne.

On se lasse soi-même de ces photos jaunies dont la patine, qui naguère nous faisait briller les yeux, commence à ternir. Il y eut la guerre, on n'y peut rien. À l'époque, pourvu que l'on survive, on ne se souciait pas de la destruction d'un immeuble ou de l'altération d'une maison. Peu nous importait que les constructions s'entassent dans le chaos, pourvu que les gens puissent

se reloger dans des régions sûres. Qui s'émouvait en ce temps-là de l'ajout d'un étage ou deux compromettant la sécurité du bâtiment en cas de séisme ?

Pires qu'un séisme hypothétique, les bombardements étaient réels et incessants. Les milices des divers secteurs, ayant fait main basse sur les services publics, prélevaient des taxes substantielles pour jouer les municipalités du pauvre, remplaçant les institutions au ramassage des ordures, aux centraux téléphoniques, à la distribution de l'eau et de l'électricité, et, faut-il croire, à l'établissement de l'ordre et de la sécurité. On en était bouleversé de gratitude.

Les ordures, avachies à même les trottoirs, finissaient leur carrière au bout d'un certain temps à la décharge dite "du Normandy", qui, elle, a fini au fond de la mer. Pire, le Liban lui-même, devenu pays de non-droit et échappant à tout contrôle, a accueilli au bénéfice des mêmes milices des déchets inavouables dont le site est toujours secret.

Tout ce que nous vivons aujourd'hui est l'héritage empoisonné d'une époque sans espoir. En mode survie on se passe de qualité de vie ; la chair passe avant la pierre ; la terreur et l'urgence occultent le sens moral ; l'environnement, on ne le voit même plus, et l'on vendrait son âme à qui veut bien assurer un minimum de service public. On a cru préserver l'humain en sacrifiant son environnement, on a perdu l'un et l'autre. Beyrouth n'est plus mais Beyrouth a été, preuve qu'elle peut encore devenir. A nous, nous qui ne sommes que passants dans la pérennité de la ville, d'apporter individuellement un ferment d'âme et de beauté à ceux qui nous succéderont. Arrêtons de charrier des nostalgies stériles.

—Fifi Abou Dib  
Publié le 17 mars

SOURCE



L'ORIENT-LE-JOUR

Beyrouth, Liban

Quotidien, 18 000 ex.

lorientlejour.com

L'Orient-Le Jour est devenu le quotidien libanais le plus intéressant et parmi les meilleurs du monde arabe. Son site est l'un des rares de la région à renouveler ses informations plusieurs fois par jour.

SUCCÈS  
COMMERCIAL



## À Paris 5<sup>e</sup> - Quartier Latin

### 33 Cardinal Lemoine

25-33 rue du Cardinal Lemoine et 34-42 rue des Fossés St-Bernard

- Une adresse unique au cœur d'un quartier d'exception
- Une architecture lumineuse, conçue toute en transparence
- De beaux appartements avec **balcons**, **terrasses** ou **bow-windows**
- Des prestations de **grande qualité**



GREKADINES P.C.E. - Illustration non contractuelle destinée à exprimer une intention architecturale d'ensemble et susceptible d'adaptations.

[cardinal-lemoine.com](http://cardinal-lemoine.com)

0 811 22 40 88 Service 0,06 €/min  
+ prix appel

“Elles viennent du fond des temps  
et de tous les continents  
nous raconter leur histoire.”



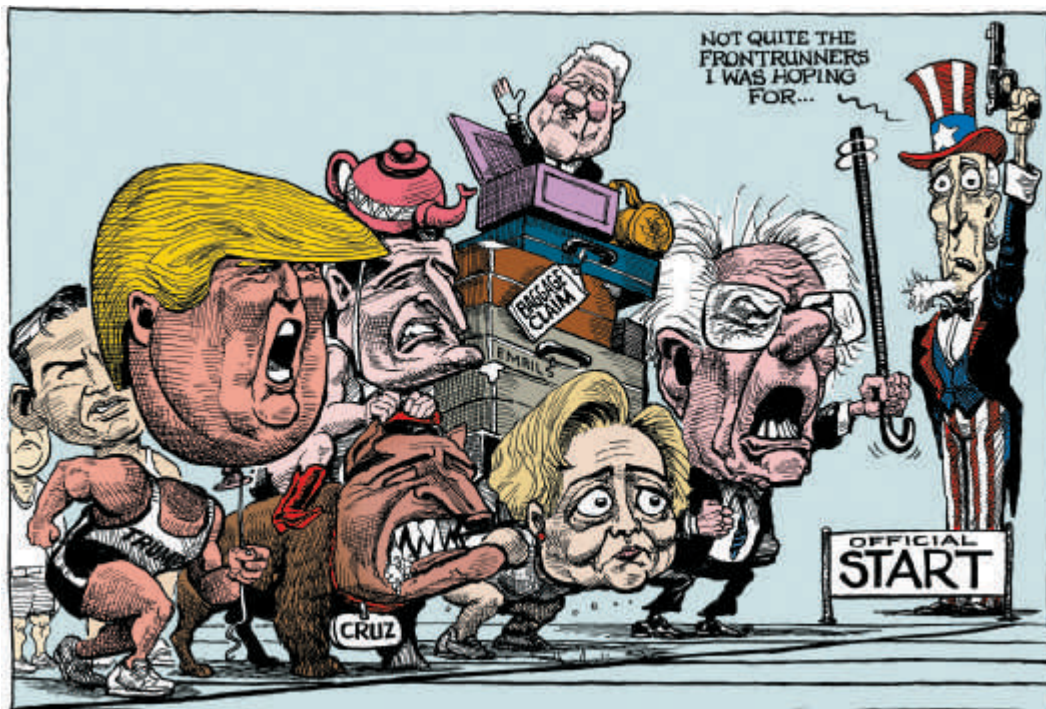
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



amériques

# Etats-Unis. Un cirque électoral made in New York

Lors des primaires décisives de l'Etat de New York, le 19 avril, les électeurs de la Grosse Pomme vont devoir choisir entre trois candidats aux fortes connexions locales : Donald Trump, Bernie Sanders et Hillary Clinton.



—The New York Times  
(extraits) New York

La ville de New York se considère depuis longtemps comme le centre de l'univers. L'élection 2016 ne fait que le confirmer.

Il y a le milliardaire du Queens [Donald Trump], qui parle désormais peu de ce quartier éloigné dans son gratte-ciel de la 5<sup>e</sup> avenue, et le socialiste de Brooklyn [Bernie Sanders], qui fulmine contre une certaine rue du bas de Manhattan bourrée de capitalistes [Wall Street]. Il y a les fanfaronnades, la grossièreté, l'art de la mise en scène et même les steaks hors de prix [avant de se lancer dans la course à la présidentielle, le magnat de l'immobilier Donald Trump a tenté de

diversifier ses lucratives activités en se lançant dans la vente de viande].

Pour la première fois depuis 1988, New York accueille une primaire qui compte - deux, en fait. Et, à l'heure où les candidats s'apprentent à lancer une campagne éclair sur le premier marché médiatique du pays, la ville se prépare au chaos.

Du côté démocrate, Hillary Clinton, l'ancienne sénatrice de New York parachutée, dont le quartier général se trouve à Brooklyn Heights, espère tenir à distance Bernie Sanders, le sénateur du Vermont au fort accent de Brooklyn, qui a fait ses études secondaires au lycée James Madison, près de Sheepshead Bay.

Quant à Donald Trump, qui espère que cet Etat lui servira de

tremplin définitif pour l'investiture républicaine, l'arrivée en ville de ses rivaux des deux camps risque de se révéler particulièrement éprouvante. Voilà des décennies qu'il se considère comme un titan sans rival dans sa ville natale et qu'il se vautre dans le cocktail d'immobilier, de médias et de people propre à New York. On a vu son nom sur les façades des immeubles, au sommet des listes d'invités VIP et dans les pages des potins mondains.

Ces derniers mois, M. Trump est devenu une espèce d'avatar

**A-t-on jamais vu un New-Yorkais se dresser contre un New-Yorkais pour en attaquer un autre ?**

↳ "Pas tout à fait les favoris que j'espérais..."  
Départ officiel. Sur l'étiquette : retrait des bagages.  
Dessin de Kal paru dans The Economist, Londres.

de la ville - au grand désarroi de nombre de New-Yorkais -, une sorte d'ambassadeur fougueux qui a défendu l'honneur de la Grosse Pomme quand son rival à l'investiture républicaine, le sénateur du Texas Ted Cruz, qui lui reprochait d'avoir à un moment soutenu le droit à l'avortement, entre autres retournements de veste, avait employé l'expression "valeurs new-yorkaises" comme une insulte.

John Catsimatidis, un magnat de l'alimentation et du pétrole, ami de longue date de Trump et des Clinton, compare Donald Trump à un héros conquérant qui revient au pays "comme le roi du monde ; je ne pense pas que vous ou moi ayons jamais rien vu de pareil".

**Meeting.** Après tout, a-t-on jamais vu un New-Yorkais se dresser contre un New-Yorkais pour obtenir le droit de s'attaquer éventuellement à un autre New-Yorkais ? Et cela aurait pu être pire : Michael Bloomberg, l'ancien maire qui a fait trois mandats à la tête de la ville, a finalement renoncé à se présenter à l'élection présidentielle du mois de novembre en tant que candidat indépendant.

La primaire de l'Etat de New York n'aura lieu que le 19 avril prochain, mais l'attention des candidats s'est rapidement tournée vers la Grosse Pomme.

M. Cruz a lancé sa campagne locale fin mars, avec un meeting organisé en plein Manhattan, juste au sud de la Trump Tower. Et il s'est empressé de provoquer une querelle avec Bill de Blasio, l'actuel maire démocrate de la ville. Il a également fait la une de deux tabloïds, le *New York Daily News* et le *New York Post*, même si M. Trump en est peut-être en partie responsable. M. Cruz s'y défendait contre les allégations de liaisons extraconjugales lancées d'après lui à l'instigation de M. Trump. Ce dernier a nié toute implication dans cette affaire.

Quelques jours plus tard, Bernie Sanders organisait une grande fête pour l'inauguration de son quartier général de Brooklyn, coïncé, comme il se doit, entre un supermarché bio de la chaîne Whole Foods et le canal Gowanus. En tête d'affiche de ce raout figuraient des sympathisants branchés, entre autres l'un des acteurs de la série de films *Very Bad Trip* et un membre du groupe de rock TV on the Radio. M. Sanders, le New-Yorkais expatrié dans le Vermont, a en outre défié M<sup>me</sup> Clinton, la

## Repères



## Sondages

●●● Les primaires décisives de l'Etat de New York auront lieu le mardi 19 avril. Dans le camp républicain, Donald Trump est donné largement favori dans les sondages face à ses rivaux, Ted Cruz et John Kasich, puisqu'il est crédité de 53 % des intentions de vote, contre 21 % pour Kasich et 18 % pour Cruz, selon le site américain **Real Clear Politics**. Donald Trump pourrait donc rassembler la majorité des 95 délégués républicains en jeu ce jour-là. Côté démocrate, c'est Hillary Clinton qui caracole en tête des intentions de vote (54 %) face à Bernie Sanders et qui pourrait engranger une majorité des 247 délégués en jeu.

New-Yorkaise d'adoption, pour un débat à Brooklyn [fixé au 14 avril]. Un quartier dans lequel l'ex-première dame et ex-sénatrice de l'Etat de New York n'a que peu de liens naturels, bien que son équipe de campagne s'y soit installée.

Quand elle est en ville, M<sup>me</sup> Clinton travaille en effet habituellement dans des locaux situés à Manhattan. Mais elle s'est récemment rendue dans le → 32

## MEXIQUE

## Les Marco Polo de Tepito

Dans un quartier animé de la capitale mexicaine, les petits marchands de babioles de toutes sortes ont trouvé le moyen d'éviter la concurrence : ils font eux-mêmes le voyage en Chine pour acheter la marchandise.



### — La Silla Rota Mexico

Chaque année, des centaines de Tepiteños [habitants du quartier de Tepito, à Mexico, connu pour ses marchés en plein air] se rendent en Chine à la recherche d'articles de mode à revendre à bas prix dans le *barrio bravo* ["quartier sauvage", son surnom]. Sans parler le mandarin ni l'anglais, ils ont une connaissance empirique de l'offre et de la demande sur le marché. Ils se rendent chez le géant asiatique en emportant jusqu'à 10 000 dollars [8 800 euros], au risque de se faire escroquer.

A l'instar du marchand et navigateur vénitien Marco Polo, ces jeunes traversent la moitié de la planète deux ou trois fois par an. D'où le nom que journalistes et universitaires leur ont donné : les Marco Polo de Tepito.

Dans un sous-sol regorgeant de bijoux fantaisie, au cœur de Tepito, Roberto accepte d'évoquer les vicissitudes du voyage.

Beto [diminutif de Roberto] estime que c'est là l'une des plus grandes réussites de sa vie de commerçant. Il est dans le métier depuis plus de dix ans.

"Depuis que j'ai commencé à travailler, je disais : 'Je dois aller en Chine.' Je voyais beaucoup de gens qui allaient là-bas et qui en rapportaient des produits super. Quand j'en ai parlé à ma femme, ça a été comme si j'avais franchi un cap dans ma vie."

Beto a réuni 50 000 pesos [2 500 euros] pour lancer son commerce de montres, de boucles d'oreilles, de colliers et d'accessoires pour les cheveux. Il était convaincu que, s'il devait vendre quelque chose, ce serait des produits pour femmes, car "ce sont elles qui achètent le plus".

**Du sur-mesure.** Mais peu de temps après, et comme les autres commerçants, Roberto s'est rendu compte que "quelqu'un" lui tondait la laine sur le dos : des Sud-Coréens et des Chinois qui faisaient venir la marchandise directement de Chine et ouvraient des boutiques à Tepito, où ils vendaient les mêmes produits mais moins cher et mieux conçus. Le monopole de la contrefaçon changeait de mains.

Roberto avait alors deux possibilités : aller aux Etats-Unis – en Californie ou à New York –, ou alors en Chine pour y acheter de

↳ "On n'est pas pareils ! Mon tee-shirt du Che est un Armani !" Dessin de Langer paru dans Clarín, Buenos Aires.

la marchandise en gros. Il a choisi la première option.

"On peut acheter des marchandises à Los Angeles ou à New York, explique-t-il. A Los Angeles, le vol plus les frais de voyage reviennent à environ 1 000 dollars [880 euros]. A New York, c'est le double. En plus, on emporte 5 000 dollars [4 400 euros], 8 000 dollars [7 000 euros], et jusqu'à 10 000 dollars, c'est le maximum qu'on puisse faire passer."

Là encore, très rapidement, cet expert de l'économie de quartier a compris qu'il ne suffisait pas de vendre de la marchandise bon marché. Il fallait proposer au client des articles plus personnalisés. Il leur a donc demandé ce qui leur plaisait, et dans quels coloris.

Au terme de cette analyse de marché, l'aiguille de sa boussole s'est posée sur la Chine. Là, dans certaines provinces situées à quatre heures de Shanghai, l'acheteur peut même concevoir son produit. Le fait de ne pas savoir le mandarin ou l'anglais n'était qu'un obstacle mineur, dans la mesure où c'était une question de survie. Il fallait nourrir sa famille.

"Les premières fois, il faut y aller accompagné, ça permet de partager les frais, assure ce jeune homme aux petits yeux et à la barbe clairsemée. Parfois, on y allait à huit habitants du quartier. Même si on est concurrents, on sait que c'est une priorité de faire des économies."

"Une fois que tu as pris ta décision, tu contactes quelqu'un qui va te chercher à l'aéroport et qui t'emmènera dans les provinces où tu feras les commandes, explique le commerçant. C'est lui qui contrôlera la qualité et se chargera de payer les Chinois. On risque son capital, parce qu'il faut faire confiance à quelqu'un qu'on ne connaît pas. Le billet d'avion coûte 1 000 dollars, avec une escale aux Etats-Unis."

Sur les marchés chinois, on trouve des stylos-billes à moins de 1 peso [5 centimes d'euro] la pièce, des fleurs en plastique, des boules de Noël, des jouets, des ballons. Beto estime que ce pays socialiste "sue le capitalisme par tous les pores". "Tant que tu leur achètes quelque chose, ils sont amis avec toi,

**"Même si on est concurrents, c'est une priorité de faire des économies"**

ils t'invitent à manger, te saluent, te traitent bien, souligne-t-il. Si tu n'achètes pas ou si tu leur dois de l'argent, ce n'est plus la même chose."

Alfonso Hernández, chroniqueur de Tepito, a écrit dans son essai *Les Marco Polo de Tepito* que ces individus ont défié le monde globalisé des marques et qu'ils ont pris de court le monde de la mode en mettant les produits dernier cri à la portée des plus pauvres.

"Ils se sont mis à imposer des modes, des manières de s'habiller, de parler, d'agir, face à tant de chilangos [habitants de Mexico] qui consomment des marques prétendument de prestige, pour être ou paraître ce qu'ils ne sont pas", assure ce spécialiste dans son ouvrage destiné à la faculté d'économie de l'Université nationale autonome du Mexique [Unam].

**Intermédiaires.** Ricardo est un autre commerçant qui voyage en Chine à la recherche de ceintures, de grands foulards et autres articles de mode. Il accepte l'interview à condition qu'on ne cite pas la province où il se fournit. Pour lui et 300 autres Tepiteños dont on estime qu'ils se rendent chaque année en Chine, il s'agit de nourrir leur famille "sans faire de mal à personne".

Cette économie grise mondiale, assure Ricardo, fait intervenir d'autres personnages importants, notamment les *brokers*, les intermédiaires. Ce sont d'authentiques mercenaires de la contrebande, qui prennent 10 % de ce que dépensera l'acheteur pour la marchandise. Ils fonctionnent sur recommandation, leur carte de visite circule de main en main, et ils ne travaillent pour aucune société internationale.

Le commerçant arrive [en Chine], il choisit la marchandise qui l'intéresse, ou la commande, et laisse l'argent au *broker* pour que celui-ci conclue la négociation dans un délai de trente-cinq jours. Entretemps le Tepiteño rentre chez lui. Si l'intermédiaire disparaît avec l'argent, il ne sera pas possible pour lui de le retrouver ni de récupérer son investissement.

"L'intermédiaire va payer ta marchandise, versera des arrhes au moment de la commande, puis le solde à réception des articles, explique Ricardo. Il va aussi s'assurer que la marchandise correspond bien à la commande et qu'elle te soit bien livrée au Mexique par le transporteur. Tu es obligé de lui faire confiance, c'est le risque."

Des risques comparables à ceux que courent les clients qui

31 ← quartier de Harlem pour y tenir un meeting à l'Apollo Theater. Si Hillary Clinton peut tabler sur le vote de la grande population noire et hispanique de la ville, son principal soutien se trouve dans le reste de l'Etat, où elle devrait l'emporter à Rochester, Syracuse et Buffalo, et dans les banlieues de Westchester et Long Island.

M. Trump devrait également tirer son épingle du jeu dans la plus grande partie du centre et de l'ouest de l'Etat de New York, fait de petites villes et de banlieues emplies d'ouvriers blancs durement frappés par la disparition des emplois.

### Hillary peut tabler sur le vote de la population noire et hispanique de la ville

Cependant, dans l'Etat de New York, les délégués républicains sont désignés à la proportionnelle par circonscription, ce qui crée une situation bizarre : les républicains ont beau être rares dans les nombreux quartiers profondément démocrates de la Grosse Pomme, leurs voix seront particulièrement précieuses pour les candidats, et il est fort probable que les rivaux républicains dépenseront beaucoup d'argent dans la région métropolitaine.

Ils ont d'ailleurs commencé à affûter leurs discours pour séduire les électeurs de la ville. Quand on lui a demandé s'il comptait parler en espagnol dans les communautés hispaniques de la ville, M. Cruz, qui est d'origine cubaine, a laissé entendre que son *spanish* [mélange d'anglais et d'espagnol] allait certainement trouver un écho auprès des familles issues de l'immigration.

Dan Donovan, député de Staten Island, le seul élu républicain de la ville au Congrès, se contente de donner des conseils culinaires aux candidats en campagne. "Ne mangez surtout pas votre pizza avec un couteau et une fourchette", souligne-t-il, en rappelant un déjeuner tristement célèbre au cours duquel l'actuel maire de la Grosse Pomme, Bill de Blasio, quelques jours seulement après son investiture à la mairie, avait violé cette règle d'or pour tout New-Yorkais qui se respecte. Donald Trump est d'ailleurs connu pour en avoir fait autant.

— Matt Flegenheimer et Maggie Haberman

Publié le 29 mars

viennent acheter à Tepito. A ceci près que le commerçant joue près de 200 000 pesos [environ 10 000 euros] à chaque voyage. “Tu arrives à Shanghai et tu fais quatre heures de route, ou bien deux heures de train, même si les horaires des trains ne correspondent presque jamais à ceux de ton vol, raconte-t-il. Le broker te dépose à l’hôtel de la province où tu vas. Ce même hôtel a un service de minibus qui t’emmène faire tes achats à partir de 8 h 30, et à 16 heures on te ramène à l’hôtel.”

“C’est vrai que les commerçants de Tepito ne paient pas d’impôts ?” demandons-nous à Beto, qui refuse de parler de contrebande à propos de la marchandise qu’il vend. “Je serais curieux de savoir où on ne paie pas d’impôts, lance Beto dans un éclat de rire. Quand la marchandise entre au Mexique, il faut toujours payer des taxes.”

Aujourd’hui, les commerçants de Tepito sont confrontés à un nouveau défi : une vague de marchands chinois a ouvert de petits centres commerciaux à l’intérieur du *barrio bravo*. Ils ne vont pas en

Chine pour se fournir en marchandises, car leurs proches leur en envoient. Ils n’ont donc pas besoin de payer le voyage. “Ça et la hausse du cours du dollar, ça nous fout dans la merde”, conclut Ricardo.

—Agustín Velasco

Publié le 30 avril

SOURCE



LA SILLA ROTA

Mexico, Mexique

lasillarota.com

La Silla Rota (“La chaise cassée”) est un site installé à Mexico, qui propose depuis 2010 un fil d’information et un canal de télévision. Il fait partie du groupe La Silla Rota, né en 1998 avec l’ambition de créer un ensemble multimédia indépendant. Ce groupe comporte des publications éclectiques qui vont d’une revue sur le golf à un site médical en passant par le site généraliste *La Silla Rota* et un magazine papier dédié à la mode et aux loisirs, *El Barrio Magazine*.



## L’élection de la discorde au Pérou



“Le Pérou veut la réconciliation”, a lancé Keiko Fujimori, la favorite de l’élection présidentielle au soir du premier tour, dimanche 10 avril, après avoir obtenu près de 40 % des voix. Ses adversaires, l’ancien ministre Pedro Pablo Kuczynski et une rivale de gauche de dernière minute, Verónica Mendoza, obtiennent respectivement 24 % et 17 % des suffrages, annonce le *Diarío Correo*.

Comme prévu, la candidate du parti de droite Fuerza Popular est arrivée largement en tête, et

sa formation obtient 68 sièges de députés au Parlement sur les 130 à pourvoir. A 40 ans, Keiko Fujimori est donc “à un pas du pouvoir”, titre le journal colombien *El Espectador*, “et reste favorite, mais rien ne lui sera facile”. Car la candidate est la fille de l’ancien président Alberto Fujimori (1990-2000), un leader de sombre mémoire pour nombre de Péruviens. Il est aujourd’hui en prison pour violation des droits de l’homme et détournement de fonds. Les 23 millions d’électeurs sont très divisés et d’importantes manifestations contre la candidature de Keiko Fujimori ont émaillé la campagne. “Malgré ses efforts pour prendre ses distances avec son père, Keiko Fujimori porte un sac bien lourd”, estime le quotidien péruvien *La República*. Faisant la tournée des quartiers de Lima, le quotidien *El País* constate qu’au-delà des divisions sociales du pays “le vote est très contrasté en raison de la ligne de partage pro- et anti-Fujimori”.

Cette méfiance ainsi que l’exclusion récente de deux candidats en lice, dont le principal rival

de la favorite, Julio Guzmán, du parti Todos por Perú (centre droit), ont favorisé “la résurgence de la gauche”, titre un éditorialiste de *La República*. L’ascension rapide de la candidate Verónica Mendoza (Frente Amplio), qui est passée de 1 % des pronostics de vote à 20 % en quelques semaines, montre que “ceux qui pensaient que l’élection se jouerait entre quelques candidats de droite se sont trompés. Nombre de Péruviens recherchaient un profil plus éloigné du pouvoir.”

Ce qu’il faut néanmoins retenir de ce scrutin, estime *El Comercio* alors qu’une attaque meurtrière du mouvement Sentier lumineux a endeuillé le pays la veille des élections, comme en signe de menace pour le processus, c’est que, “au-delà de la couleur des partis et des idéologies, voilà quinze ans que nous, les Péruviens, nous assumons les règles du jeu démocratique et en acceptons les résultats, indépendamment de nos choix individuels”. Le 5 juin, le second tour opposera Keiko Fujimori à Pedro Pablo Kuczynski.—

**HABITER LE CAMP** **NOMADES EXILÉS**  
**13.04** **CONTESTATAIRES**  
**29.08.2016** **VOYAGEURS**  
**CONQUÉRANTS**  
**INFORTUNÉS**

DE L'ARCHITECTURE & DU PATRIMOINE

CITECHAILLOT.FR  
 #HABITERLECAMPEMENT

LE MAGAZINE ELLE PRÉSENTE

ELLE  
PRECIOUS

LE HORS-SÉRIE SPÉCIAL HORLOGERIE & JOAILLERIE

HAUTE HORLOGERIE  
ELLE NOUS FAIT ENFIN  
LES YEUX DOUX

BIJOUX, MONTRES & PIERRES PRÉCIEUSES  
QUOI DE NEUF?

ELLE  
PRECIOUS  
HORS-SÉRIE SPÉCIAL HORLOGERIE & JOAILLERIE

BRILLER TOUT  
LE TEMPS



BEL: 9,40 € / CH: 11,90 CHF / ESP: 8,50 € / ITA: 8,50 € / LUX: 9,40 €

EN VENTE À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> AVRIL, 7,90 €



# Indonésie. Défendons l'huile de palme

Punir le défrichage illégal et favoriser les filières vertes. Telles sont les pistes imaginées par un agronome pour redorer l'image de l'huile de palme, cible selon lui d'une campagne de dénigrement en Occident.



—Kompas Jakarta

**N**otre diplomatie doit relever un nouveau défi : défendre l'huile de palme alors que les tambours de la guerre commerciale résonnent à nouveau.

Non seulement la France instaure une taxe progressive à l'importation de l'huile de palme brute (CPO) [la taxe "Nutella" a été votée par les députés le 17 mars 2016], mais une campagne a été lancée pour que les produits alimentaires de l'Union européenne portent désormais l'étiquette *palm oil free* (POF) [sans huile de palme].

Le gouvernement indonésien a raison de rejeter ce label POF et de protester contre le projet de loi français d'appliquer une taxe progressive. Ces deux mesures violent les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord général sur les

tarifs douaniers et le commerce (Gatt) de 1994.

Cependant, le gouvernement devrait établir des règles strictes pour protéger les petits producteurs locaux d'huile de palme, qui détiennent 45 % des plantations de palmiers à huile en Indonésie. Comme imposer que les produits alimentaires importés de l'UE dans notre pays contiennent de l'huile de palme en provenance d'Indonésie.

Les sociétés européennes continuent de mener une campagne négative agressive contre l'huile de palme, avançant comme prétexte qu'elle détruit l'environnement [la nouvelle taxe a été introduite comme un amendement à la loi sur la biodiversité, proposé par des sénateurs écologistes]. La véritable raison de cette campagne tient à

la volonté des pays européens de protéger la production locale des huiles à base de graines de tournesol, de canola et de soja.

Mais l'accusation de destruction de l'environnement reste incontestablement fondée, si l'on considère les pratiques du défrichage par le feu. Chaque année, l'expansion des plantations de palmiers à huile provoque le même phénomène. Dans la province de Riau [Sumatra], par exemple, des incendies de forêt se sont encore produits en 2016. Ces

feux de forêt sont considérés comme d'importants contributeurs à l'émission de carbone. Ils appauvrissent ainsi la couche d'ozone et sont associés à la destruction de l'habitat des orangs-outans et des éléphants. La déforestation est depuis longtemps le meilleur argument pour freiner



la volonté des pays européens de protéger la production locale des huiles à base de graines de tournesol, de canola et de soja.

↳ Dessin de Chubasco, Mexico.

l'importation d'huile de palme en Occident. Le gouvernement indonésien doit donc impérativement interdire le défrichage par le feu et être beaucoup plus ferme envers les grandes plantations et les compagnies forestières accusées d'incendier les forêts. Il faut révoquer leur permis et les traîner devant les tribunaux.

En 2006, l'Indonésie a atteint son objectif de devenir le premier producteur mondial d'huile de palme brute. Une première place ravie à la Malaisie – mais au prix de la destruction de la forêt et de la violation des droits de nombreuses communautés locales [voir encadré].

**Huile "verte".** Pour améliorer l'image de la production indonésienne, le gouvernement doit lancer un plan de développement des industries de transformation. Le biocarburant, la glycérine et les alcools gras divers sont autant de produits de base de l'oléochimie dont les prix sont en hausse constante. Utilisés entre autres dans les détergents, l'industrie pharmaceutique, les plastiques, ils pourraient être destinés à la consommation intérieure et à l'exportation. Ces industries de transformation de l'huile de palme auraient en plus le mérite de créer de nombreux emplois dans le pays.

Dépendants d'un marché de plus en plus mondialisé, les producteurs nationaux d'huile de palme ne peuvent plus compter sur les seules exportations de CPO, dont la valeur ajoutée est relativement faible. En outre, le prix de la CPO peut à tout moment chuter à cause des campagnes de dénigrement et de la concurrence d'autres pays.

Il est donc urgent de mettre en œuvre des mesures diplomatiques pour séduire de nouveaux pays importateurs d'huile de palme, afin de compenser les restrictions imposées par certains pays d'Europe occidentale.

Mais le gouvernement doit aussi contrer les campagnes négatives en développant des plantations de palmiers à huile "verte" et être en mesure de montrer les avantages nutritionnels d'une huile de palme sans acide gras trans [acides gras insaturés, augmentant le risque cardio-vasculaire], comme le désirent les marchés européens et américains.

—Posman Sibuea\*  
Publié le 4 avril

\* Professeur en agronomie à l'université catholique Santo Thomas, Medan (Sumatra).

## Trois millions de petits planteurs

●●● L'huile de palme représente la deuxième entrée de devises de l'Indonésie, derrière les hydrocarbures, soit 21 milliards de dollars en 2014, et 13 % des exportations. Les plantations occupent actuellement 14 millions d'hectares, essentiellement à Kalimantan et Sumatra. Le gouvernement veut atteindre l'objectif de 20 millions d'hectares en 2020 afin de doubler sa production, actuellement de 33 millions de tonnes. Le Regroupement des consortiums d'huile de palme indonésiens (Gapki) ainsi que le Syndicat des petits planteurs (SPKS) s'accordent à dire que plus de 40 % des plantations de palmiers à huile sont cultivés par 3 millions de petits planteurs, une industrie qui ferait vivre directement ou indirectement plus de 25 millions d'Indonésiens. Entre août et novembre 2015, 2 millions d'hectares de forêts ont brûlé, lâchant dans l'atmosphère 1 662 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> et des fumées qui ont affecté 40 millions de personnes, aussi bien en Indonésie qu'à Singapour et en Malaisie. Ces feux, permettant entre autres de défricher à moindre coût, ont été imputés en partie aux industries du bois et de la pâte à papier et aux plantations de palmiers à huile. Mais Gandhi Sulisty, directeur de Sinar Mas, le géant de l'huile de palme indonésien, nie toute responsabilité dans ces feux de forêt. "Cela n'a pas de sens de brûler les matières premières qu'on utilise soi-même", déclarait-il à *Tempo*. Selon la fondation Forest Watch Indonesia, l'Indonésie ne compte plus que 82 millions d'hectares de forêts avec canopée, soit seulement 46 % du territoire de l'archipel, même si le chiffre officiel, qui comptabilise les forêts dégradées, s'élève à 131 millions d'hectares.

## PAKISTAN

# Ces pertes insupportables

L'écrivain Mohammed Hanif se demande comment son pays, intolérant et divisé, peut se relever après le carnage qui a tué plus de 70 personnes dans un attentat suicide, le dimanche de Pâques, à Lahore.

—The Guardian (extraits)  
Londres

Les parents un peu anxieux ont toujours su que les parcs étaient des endroits potentiellement dangereux. Ce tape-cul bringuebalant pourrait envoyer un enfant valser dans les airs. Ce toboggan est décidément trop pentu. Cette balançoire finira un jour par lâcher.

Nous pensons à toutes ces choses, mais nous n'imaginons pas un seul instant qu'un kamikaze puisse se faire exploser au beau milieu de l'aire de jeux un dimanche après-midi. Même un dimanche de Pâques. Même au Pakistan.

Nous avons déjà vu des écoliers se faire massacrer [141 morts

dans une école de Peshawar en décembre 2014], des églises exploser [17 morts en mars 2015 à Lahore, 82 morts en 2013 à Peshawar] et des villages chrétiens réduits en cendres [mars 2013]. Nous pensions avoir vu le pire. On nous disait que nous étions en passe de gagner cette guerre [l'offensive antiterroriste lancée en janvier 2015 dans le nord-ouest du Pakistan]. Rien ne pouvait nous préparer au carnage qui a ensanglanté le parc Gulshan-i-Iqbal de Lahore le dimanche 27 mars.

Après la stupeur initiale et le vain espoir qu'il s'agisse d'un "petit massacre", faisant seulement une poignée de victimes, les réactions pakistanaises sont telles qu'on aurait pu le prévoir.

Ceux qui s'intéressent à ce qui se passe à l'échelon l'international se demandent pourquoi les chaînes de télévision américaines CNN et Fox News ne lui accordent pas la même place qu'aux attentats de Bruxelles. La tour Eiffel va-t-elle arborer les couleurs du Pakistan en signe de solidarité ? C'est forcément les Indiens qui sont derrière l'attentat, non ? Il ne peut pas s'agir d'une attaque contre les chrétiens, puisque c'est en majorité des musulmans qui ont été tués. Dans les heures qui ont suivi l'attentat, les guerriers de salon clamaient à la nation, derrière leur écran d'ordinateur, que cet attentat était le signe que nous étions en train de gagner cette guerre. Regardez, ils s'en prennent aux cibles vulnérables maintenant - c'était censé nous rassurer.

La mission du groupe taliban qui a revendiqué la responsabilité du massacre est claire : "Nous avons amené la guerre à votre porte, c'est une attaque contre les chrétiens - et, au passage, nous ne nous en prenons pas aux femmes et aux enfants, mais vous ne nous laissez pas tellement le choix, si ?"

Nous avons déjà entendu ça. Nous avons cherché des échappatoires. Au Pakistan, tout bain de sang s'accompagne d'un événement secondaire qui nous aide à détourner le regard des enfants brûlés couverts de bandages et des mères éplorées. Tandis que

les gens couraient les hôpitaux, à la recherche de leurs proches, des milliers d'adorateurs du Prophète se déchaînaient dans les rues d'Islamabad. Leurs exigences étaient simples : donnez-nous la charia et le droit de tuer quiconque s'est rendu coupable de blasphème. Dans le cas contraire, nous vous ferons ce que font ces talibans.

Voilà un mois de cela, le gouvernement pakistanais a pendu Mumtaz Qadri, l'assassin du gouverneur du Pendjab, Salman Taseer [tué en 2011 pour s'être opposé à la loi antiblasphème], à l'issue d'une longue procédure judiciaire. Je me disais que notre gouvernement faisait preuve d'astuce en pendant Qadri un 29 février ; ses sympathisants allaient être obligés d'attendre

**Une vraie guerre, avec des avions de chasse dans le ciel et des chars d'assaut au sol**

quatre ans pour fêter l'anniversaire de sa mort. Nous avons toujours été un peuple optimiste - ses partisans n'ont même pas attendu quarante jours. Parmi leurs exigences figurait notamment l'obligation pour les médias d'élever Qadri au rang de martyr et de faire de sa dernière cellule un monument historique.

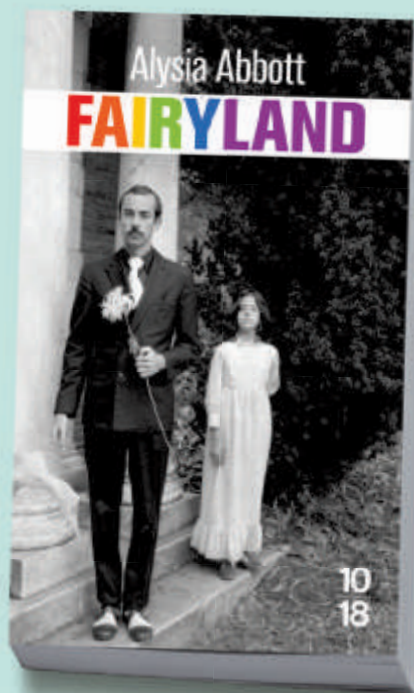
Ne vous méprenez pas sur la foule réunie à Islamabad : ils

ressemblent peut-être à des cousins des talibans, mais ils nous assurent qu'ils sont avec nous dans la guerre contre ces derniers. Il faut parfois un carnage dans un jardin public pour nous rappeler que nous sommes au beau milieu d'une guerre.

**Cas de blasphème.** Après l'attentat de 2014 contre l'école militaire de Peshawar, nous avons décidé de partir en guerre. Une vraie guerre, avec des avions de chasse dans le ciel, des chars d'assaut au sol, des hymnes guerriers faisant froid dans le dos à la télévision, des procès expéditifs et des pendaisons à l'aube. Une guerre décisive dans laquelle les terroristes seraient éliminés jusqu'au dernier, nous a-t-on seriné jour après jour. Certains d'entre nous la réclamaient depuis belle lurette, cette guerre. "Tant que les pertes civiles restent supportables, nous devrions pouvoir tenir le choc et remporter cette guerre", nous assurent des militaires en retraite et des experts de la guérilla. Ce qu'il y a de bien, dans cette guerre, c'est que personne ne demande le nom des morts. Personne ne leur demande s'ils trouvent les attentats perpétrés dans leurs villages "supportables".

Au sein de la coalition qui soutient cette guerre et ses "pertes supportables", on trouve des gens

## Les IN 10 PENSABLES 18



RAINBOW  
WARRIOR

### Petite chronique impertinente

Souvent, les contes de fées sont peuplés de lutins et autres sorcières, et à la fin, tout finit bien. Le *Fairyland* d'Alysia Abbott est différent : le San Francisco des seventies est bien réel, au moins tout autant que son histoire, celle d'une petite fille qui aura passé vingt ans dans la communauté homosexuelle aux côtés de son père.

Après la mort de sa mère, Alysia déménage dans le quartier d'Haight-Ashbury, ce havre de liberté où son père compte bien vivre pleinement sa sexualité et se faire une place sur la scène littéraire locale. Autant le dire tout de suite, il n'a rien du père idéal. Poète fauché, maladroit et inconséquent, Steve Abbott a beau l'entraîner dans une vie de bohème teintée de drogues et d'amours libres, il aime sa fille de tout son cœur. Alysia se construit tant bien que mal, mais quand son père lui annonce qu'il souffre du sida, et qu'elle tombe sur ses journaux intimes, Alysia sent qu'elle devra s'en servir pour témoigner de cette enfance disparue qui ne reviendra jamais...



← Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

qui promettent également que l'Inde va voler en éclats, d'autres qui veulent détruire l'Iran, les Etats-Unis et une partie de la Chine, des intellectuels qui appellent de leurs vœux une démocratie socialiste, ceux qui réclament l'instauration d'un

califat mondial, ceux qui exigent que les violeurs soient pendus et ceux qui disent qu'une femme qui prononce le mot "viol" devrait l'être. Même certains talibans "de bon sens" nous exhortent à attaquer les "mauvais talibans".

Tout en soutenant notre armée, il nous arrive de nous demander – en prenant bien garde de ne pas le faire à voix haute – si ce n'est pas la même armée qui s'est vu accuser de tirer sur des journalistes ? N'était-elle pas occupée à organiser des rassemblements de soutien à l'armée avec les gens mêmes qui se sont livrés à des actes de vandalisme à Islamabad cette semaine ? Comme se fait-il que l'armée soit à la tête du premier réseau immobilier du pays ? Peut-elle se concentrer sur la guerre si elle est occupée à distribuer les meilleurs terrains à ses officiers ? Après tout, nous ne demandons pas à nos

agents immobiliers de piloter nos tanks. Ce n'est pas en étudiant la stratégie militaire mise en œuvre contre les talibans que nous comprendrons ce que nous sommes devenus. Pour cela, il faut se pencher sur la logique des adorateurs du Prophète, laquelle est plus répandue que toute idéologie djihadiste. Parce que ce n'est pas seulement l'honneur de notre Prophète que nous voulons tant défendre – nous ne laisserions personne insulter un prophète, quel qu'il soit. Même le leur.

Pourquoi Jésus ne s'habillait-il pas décentement ? Dans une ville du nom de Mirpur Khas, au cœur de la région du Sind [dans le sud du Pakistan], voilà quelques années la police ferroviaire signalait encore un cas de blasphème. Dans tout autre pays, la police ferroviaire se serait chargée de la sécurité, aurait veillé à ce que les passagers montent et descendent

du train sans encombre. Mais ce qui choqua les policiers, c'est, en ouvrant des guides touristiques, d'y trouver une représentation de Jésus, qui, comme à son habitude, ne portait rien d'autre qu'un pagne autour de la taille. Un prophète à demi nu ? Quoi de plus scandaleux ?

Ce type de raisonnement se comprend parfaitement dans une région où une majorité écrasante de la population n'a jamais vu d'autre représentation religieuse que les siennes. S'ils entraient dans une église aujourd'hui, ces gens-là seraient horrifiés de voir que Jésus n'a généralement pas grand-chose sur le dos. Mais pourquoi ne laisse-t-on pas les chrétiens faire ce qu'ils veulent avec leur prophète ? Parce que le Christ est aussi notre prophète. Se trouve-t-il vraiment des gens pour croire que, le jour où il reviendra parmi nous, Jésus sera chrétien ? Non, il sera musulman. Et s'il a tiré les enseignements de ses erreurs passées, il sera même sunnite [religion majoritaire au Pakistan]. Espérons que d'ici là nous aurons réglé notre problème le plus pressant. Ceux qui veulent nous faire exploser dans les jardins publics et ceux

**Des talibans "de bon sens" nous exhortent à attaquer les "mauvais talibans"**

qui réclament le droit de nous tuer si nous leur manquons de respect s'accordent sur un point : il y a trop de vulgarité et d'obscénité dans la société. Or ce n'est pas que nous emmenions nos enfants au parc pour les livrer au massacre qu'ils jugent obscène, mais qu'il y ait trop de danses et de chansons à la télévision, trop de femmes sur les panneaux publicitaires.

**Gardien privé.** Bien avant de partir en guerre, nous avons assuré notre sécurité personnelle et nous nous sommes mis à embaucher des gardiens privés à tour de bras. Chacun a la sécurité qu'il peut – pour les uns, des retraités somnolents armés de vieux revolvers rouillés, pour les autres, de jeunes gardiens fringants équipés de talkies-walkies et d'armes rutilantes. Ils vivent généralement dans des petites tentes plantées devant de grandes villas.

Les armes qu'ils portent valent un an de leur salaire ; de temps en temps, on les voit les astiquer. Si une voiture approche à grande vitesse, ils se mettent en alerte. Comme il fait très chaud dehors, dans la rue, ils demandent parfois de la glace, mais leurs employeurs, ou leurs "patrons", comme ils les appellent, ne peuvent pas se permettre d'en gaspiller. Il ne faudrait pas que les gens censés assurer votre

protection soient trop à leur aise.

Les gens qui peuvent se payer des gardiens privés font parfois preuve de négligence. Ils peuvent réclamer et obtenir des guerres pour des gens qui vivent à un millier de kilomètres de là. Ils peuvent réclamer des pendaisons et les obtenir. Ils ne sont jamais obligés d'emmener leurs enfants au parc, puisque leur pelouse est plus vaste que la plupart des jardins publics. Ils peuvent se permettre d'être négligents, puisqu'ils ont des gardiens privés. Ils peuvent réclamer une autre guerre. Ils peuvent faire venir d'autres gardiens privés.

— **Mohammed Hanif**  
Publié le 31 mars

**L'auteur**

**MOHAMMED HANIF**

Ce romancier pakistanais de langue anglaise, né en 1965, a intégré l'armée de l'air à l'âge de 16 ans, avant de devenir journaliste en 1988. En 1996, Mohammed Hanif a rejoint la BBC à Londres, puis est retourné vivre à Karachi en 2008. Son premier roman, *Attentat à la mangue* (2009, Editions des Deux Terres), lui a valu le prix du Commonwealth en 2009. *Notre-Dame d'Alice Bhatti* est paru en août 2012 aux Editions des Deux Terres.

**Et ils eurent beaucoup d'enfants**

Alysia Abbott, fille d'un militant homosexuel, est aujourd'hui mariée à un homme et heureuse mère de deux enfants. Pervertie par son éducation ? Manifestement, elle lui a surtout permis d'élargir son champ de vision : « J'ai toujours le sentiment de faire partie de cette communauté queer. Cette histoire de gays est mon histoire de gays. Cette histoire de gays est notre histoire de gays à tous. »



**AIDS**

Le sida, la maladie qui a emporté Steve Abbott, fut identifiée pour la première fois dans les années 1970. Elle fut de prime abord nommée Gay Cancer ou GRID (Gay Related Immune Deficiency, c'est-à-dire immunodéficience liée à l'homosexualité) car les premiers cas recensés touchaient la communauté gay. Il faudra attendre 1982 pour que le terme AIDS apparaisse.



**“ Tout dans ce livre fait écho aux questionnements qui traversent aujourd'hui la société. ”**

**Les Inrockuptibles**

**10  
18**  
LISEZ  
INSPIRÉ

f t [WWW.10-18.FR](http://WWW.10-18.FR)

**La page au pif**

Ai l'idée d'un roman intitulé *La Fille du gitan*, à propos d'Alysia. Ça commence sur mon lit de mort – elle se souvient comment ça a été de grandir avec moi comme père, de mes petits copains, mon journal intime, etc., flash-back, allers-retours présent-passé.

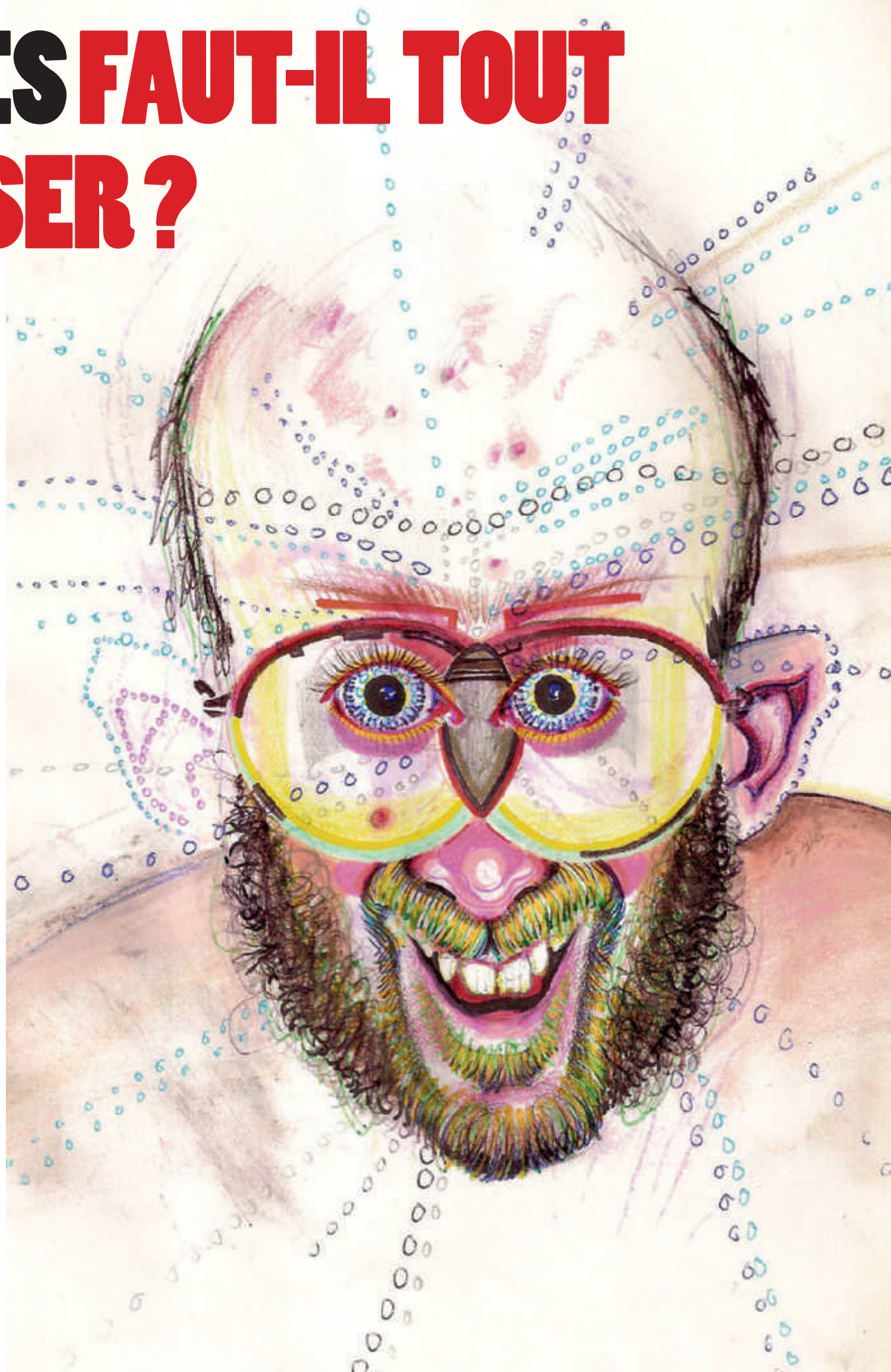
Mon père a rédigé ces mots en 1975, deux ans après la mort de ma mère, qui avait fait de lui le parent unique d'une fillette ayant énormément besoin d'attention. Dix-sept ans plus tard, j'étais à son chevet lorsqu'il est mort. Trente-cinq ans plus tard, je raconte finalement son histoire, une histoire dont il a eu la vision, mais à ma façon.

à la une

# DROGUES FAUT-IL TOUT LÉGALISER ?

Du 19 au 21 avril, l'Assemblée générale des Nations unies consacre une session extraordinaire aux drogues. C'est la première depuis la déclaration politique relative au contrôle de ces substances, adoptée en 1998. Aujourd'hui, la guerre mondiale contre la drogue est largement perdue, explique le *Harper's Magazine* (lire ci-contre). C'est pourquoi il faut changer de paradigme. En mars, pour des raisons de santé publique mais pour aussi pour en finir avec la violence des cartels, des scientifiques et trois anciens présidents sud-américains appelaient à une décriminalisation encadrée des drogues. Mais d'autres voix se font entendre (lire p. 43), en Amérique latine notamment. Elles mettent en garde contre une solution simpliste et rappellent que la lutte contre la pauvreté doit être la priorité.—

→ Autoportrait réalisé sous champignons hallucinogènes.  
Illustrations de Bryan Lewis Saunders, Etats-Unis.



# Comment en finir avec le tout répressif

En Europe et aux Etats-Unis, diverses expériences de dépénalisation et de légalisation ouvrent des pistes prometteuses.

—Harper's Magazine (extraits)  
New York

En 1994, John Ehrlichman, l'un des deux principaux protagonistes du scandale du Watergate\*, m'a révélé la clé de l'un des grands mystères de l'histoire américaine moderne : comment les Etats-Unis se sont-ils empêtrés dans une politique de prohibition des stupéfiants qui a provoqué tant de souffrances et donné si peu de résultats ? L'Amérique pénalise les substances psychoactives depuis la loi de 1875 interdisant l'opium dans les fumeries de San Francisco, mais c'est le patron d'Ehrlichman, le président républicain Richard Nixon, qui a déclaré la première guerre contre la drogue et a engagé le pays dans la voie répressive extrêmement contre-productive qu'il poursuit encore. J'ai retrouvé Ehrlichman, l'ancien conseiller aux Affaires intérieures de Nixon, dans une société d'ingénierie d'Atlanta, où il travaille au recrutement des minorités ethniques. C'est à peine si je l'ai reconnu. Il s'est beaucoup empâté depuis l'époque du Watergate et arbore aujourd'hui une barbe de bûcheron. Il a balayé d'un revers de main mes premières questions. "Vous voulez vraiment savoir ce qui s'est passé ?" m'a-t-il coupé avec le franc-parler de quelqu'un qui, après avoir connu l'opprobre et la prison, n'a plus grand-chose à perdre. "Nixon avait deux ennemis : la gauche pacifiste et les Noirs. Nous savions que nous ne pouvions mettre hors la loi ni les manifestants contre la guerre du Vietnam ni les Noirs. Mais en associant dans l'esprit du public les hippies à la marijuana et les Noirs à l'héroïne, puis en les présentant comme de dangereux criminels, nous pouvions déstabiliser leurs communautés - arrêter leurs dirigeants, perquisitionner leurs domiciles, interrompre leurs meetings et les vilipender chaque soir au journal télévisé. Savions-nous que nous mentionnions sur leur rapport avec les drogues ? Bien entendu."

**Prohibition.** L'invention de la guerre antidrogue était une manœuvre cynique de Nixon, mais depuis lors tous les présidents américains, républicains ou démocrates, l'ont poursuivie pour une raison ou une autre. Nous ne pouvons plus aujourd'hui ignorer le coût prohibitif de cette guerre : des milliards de dollars gaspillés, un bain de sang en Amérique latine et jusque dans les rues de nos villes, et des millions de vies ravagées par des sanctions draconiennes.

Dès 1949, le journaliste H. L. Mencken identifiait chez les Américains "cette peur obsessionnelle que quelqu'un, quelque part, soit heureux", habile formulation de notre besoin étrangement puritain de criminaliser la tendance des individus à

aspirer à un mieux-être. Cette quête d'états altérés de conscience a créé un marché, et en réprimant ce marché nous avons créé une classe de vrais méchants - des dealers, des malfrats, des contrebandiers, des assassins. La dépendance aux drogues est certes effroyable, mais elle est rare. Ce que nous craignons le plus en matière de drogues - la violence, les overdoses, la criminalité - provient de la prohibition et non des drogues elles-mêmes. Et nous ne pourrions jamais gagner sur ce front. Même l'agence fédérale de lutte contre le trafic de stupéfiants (DEA) admet que les drogues qu'elle cherche à éradiquer sont de plus en plus abordables et faciles à se procurer.

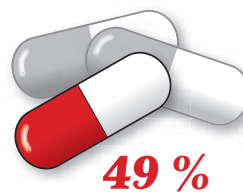
**Expérimentation.** Nous avons aujourd'hui, pour la première fois, l'occasion de changer de cap. Plusieurs expériences cherchant d'autres voies que l'interdiction pure et dure sont en cours aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Vingt-trois Etats américains, ainsi que le district fédéral de Columbia [la région qui englobe la capitale fédérale, Washington], autorisent la marijuana à usage thérapeutique et quatre autres - le Colorado, Washington, l'Oregon et l'Alaska - ont légalisé le cannabis. D'autres encore, dont l'Arizona, la Californie, le Maine, le Massachusetts et le Nevada, devraient soumettre la question à un référendum en novembre prochain. Dans le Vermont, enfin, les héroïnomanes peuvent éviter de passer par la case prison s'ils acceptent de suivre un traitement financé par l'Etat. En Europe, le Portugal a dépénalisé le cannabis, mais aussi la cocaïne et l'héroïne, ainsi que d'autres stupéfiants. En 2014, le Canada a lancé un projet pilote à Vancouver pour permettre aux médecins de prescrire aux toxicomanes de l'héroïne pharmaceutique. La Suisse dispose d'un programme similaire. En juillet 2015, le Chili a approuvé un projet de loi visant à légaliser l'usage thérapeutique et récréatif du cannabis et à autoriser les particuliers à cultiver jusqu'à six plants.

"Quand on mène une guerre pendant quarante ans sans la gagner, il faut prendre le temps de réfléchir à d'autres solutions plus efficaces", a pour sa part déclaré le président colombien, Juan Manuel Santos, en décembre, juste avant de signer un décret légalisant le cannabis médical. En novembre, une décision de la Cour suprême du Mexique élevait le débat, jugeant inconstitutionnelle l'interdiction de la consommation de marijuana, en ceci qu'elle s'immisce dans "la sphère individuelle" et viole le "droit à la dignité" et "au libre développement" → 40

\* Le scandale du Watergate est une affaire d'espionnage politique qui a abouti à la démission du président républicain Richard Nixon, en août 1974.



**SOURCE**  
**HARPER'S MAGAZINE**  
New York, Etats-Unis  
Mensuel, 190 000 ex.  
harpers.org  
Créé en 1850 par les éditions new-yorkaises Harper & Brothers, c'est le plus vieux mensuel généraliste des Etats-Unis et sans conteste l'un des meilleurs. Il aborde les sujets politiques, sociétaux et culturels de façon originale et souvent passionnante. Comme sa dernière couverture d'avril (ci-dessus), qui appelle à la légalisation de toutes les drogues.



**49 %**  
des détenus des prisons fédérales américaines en 2013 l'étaient pour des activités liées à la drogue

(Source : The Lancet - Public health and international drug policy, mars 2016)

## Repères

### L'AVIS DES MÉDECINS

C'est dans **The Lancet**, la prestigieuse revue scientifique, qu'on le trouve. Une commission de 22 experts médicaux réunis par l'université Johns Hopkins et la revue britannique a rendu ses conclusions en mars dans un rapport de 54 pages. Elles sont sans appel : les politiques prohibitionnistes menées ces cinquante dernières années "ont directement ou indirectement contribué à des violences meurtrières, des maladies, des déportations de population, des injustices et ont miné le droit des populations à la santé". A l'appui de leurs conclusions, les experts citent de nombreux arguments. Le **Washington Post** en a retenu quatre :  
- la croissance inquiétante des homicides au Mexique depuis que le gouvernement a décidé de mener une guerre militaire contre le trafic de drogue. Cette augmentation a été si importante qu'elle a grevé l'espérance de vie du pays ;  
- l'incarcération excessive, premier facteur de contamination par le VIH et le virus de l'hépatite C chez les consommateurs de drogue ;  
- la discrimination raciale induite par l'application des lois antidrogue, notamment aux Etats-Unis ;  
- la violation des droits de l'homme dans l'application de mesures punitives, et notamment la torture et le mauvais traitement de prisonniers au Mexique. Les experts appellent en conséquence à décriminaliser l'usage non violent et la possession de toutes les drogues et invitent les Etats à "basculer progressivement vers un marché régulé des drogues en appliquant une méthode scientifique pour leur évaluation". Ils insistent notamment, explique le **Washington Post**, sur la différence entre la simple consommation de drogue (*drug use*) et l'abus de drogue (*drug abuse*). D'après leurs estimations, 11 % "seulement" des consommateurs de drogue seraient réellement dépendants.

## Glossaire

**Décriminaliser** revient à enlever son caractère "criminel" à l'usage de drogues ; un tel acte ne relève donc plus d'une infraction pénale, mais peut faire l'objet d'éventuelles autres sanctions.

**Dépénaliser** l'usage de drogues, en revanche, consiste à supprimer légalement ce qui est considéré comme une infraction. Enfin, **légaliser** les drogues équivaut à faire entrer leur usage dans le cadre de la loi, et donc à rendre légal ce qui ne l'était pas.

39 ← *de la personne*”. La Cour suprême brésilienne pourrait lui emboîter le pas.

Qui plus est, l'idée de légaliser toutes les drogues peut séduire aussi bien les conservateurs – qui par instinct se méfient de l'excès d'intervention gouvernementale et des entorses à la liberté individuelle – que les progressistes, scandalisés par l'élargissement des prérogatives de la police, les violences infligées à l'Amérique latine et la criminalisation de générations entières d'hommes noirs. Certes, il faudra un certain courage pour étendre le débat à la légalisation de toutes les drogues, mais sans doute moins que ne le pensent la plupart des responsables politiques.

**Risques.** Du 19 au 21 avril, l'Assemblée générale des Nations unies va se réunir pour sa première session extraordinaire sur la drogue depuis 1998, convoquée à l'époque sous le slogan *“Un monde sans drogue, c'est possible”*. Aujourd'hui, de nombreux pays ne croient plus à la manière forte. Ce renversement de tendance s'est clairement fait jour en 2012, au sommet des Amériques de Carthagène (Colombie), où, pour la première fois, les dirigeants latino-américains se sont ouvertement demandé si la légalisation et la réglementation des drogues ne seraient pas une approche plus adaptée à l'hémisphère sud. Lors de sa prochaine session, l'Assemblée générale va devoir également composer avec le fait pour le moins surprenant que quatre Etats américains aient ainsi que la capitale du plus grand gendarme du monde en matière de lutte contre la drogue ont entièrement légalisé la marijuana. *“Nous devons maintenant tenir compte du fait que Washington ne peut plus faire appliquer à l'intérieur de ses frontières ce qu'il prône à l'étranger”*, souligne un membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), qui surveille le respect des directives onusiennes.

A l'heure où se profile la fin – hier encore impensable – de la guerre contre la drogue, il est grand temps de faire évoluer le débat du pourquoi au comment. Pour bénéficier pleinement des effets de la légalisation, il ne suffira pas de déclarer que les drogues sont désormais licites. Les risques sont énormes. Entre 2001 et 2014, les Etats-Unis ont enregistré une hausse de 500 % des décès par overdose d'héroïne et de 300 % des décès dus aux médicaments sur ordonnance [notamment les antidouleurs opiacés]. Ce qui prouve que nous sommes incapables de gérer l'usage des opioïdes, qu'ils soient interdits ou réglementés. Une progression spectaculaire des addictions ou des overdoses après la légalisation des drogues serait une catastrophe sanitaire et pourrait très bien convaincre la communauté internationale de revenir à l'ère de prohibition. Pour minimiser les risques, nous devons trouver des systèmes plus efficaces pour réglementer la vente, pour standardiser, inspecter, distribuer et taxer les drogues dangereuses. Nous aurons à choisir parmi un million de possibilités et nous ne prendrons certainement pas les bonnes décisions du premier coup. Mais nous

**Il ne suffira pas de déclarer que les drogues sont désormais licites. Les risques sont énormes**



pouvons nous prévaloir d'une certaine expérience – celle la fin de la prohibition [de l'alcool], dans les années 1930, et celle de l'histoire récente.

Si l'on devait légaliser la cocaïne, explique Mark Kleiman, professeur de politiques publiques à l'université de New York et farouche détracteur de la guerre contre la drogue depuis les années 1970, rien ne dit que le nombre de cocaïnomanes serait inférieur au nombre d'alcooliques que comptent les Etats-Unis, soit environ 17,6 millions d'individus. De plus, ajoute-t-il, légaliser la cocaïne pourrait aggraver aussi bien l'addiction à la cocaïne que celle à l'alcool : *“Le problème de l'alcool, c'est qu'il fait dormir, mais la cocaïne donne un coup de fouet. Et le problème de la cocaïne c'est qu'elle empêche de dormir, mais l'alcool compense cet effet.”* La forte hausse des taux d'addiction qu'il prédit semble intuitivement plausible.

**Addiction.** Cela étant, une telle explosion n'a rien de certain. Les Pays-Bas ont officiellement dépénalisé la consommation et la possession de cannabis en 1976, suivis de près par l'Australie, la République tchèque, l'Italie et l'Allemagne. Dans aucun cas le cannabis n'a posé de problème sanitaire ou sécuritaire significatif. Mais le cannabis étant une drogue douce qui ne provoque pas de dépendance physique, le défi était facile à relever. Tournons-nous plutôt vers le Portugal, qui

↑ *Autoportrait réalisé sous méthamphétamine.*

## Illustrations

**UN ARTISTE PERCHÉ**  
L'Américain Bryan Lewis Saunders a réalisé des autoportraits sous l'emprise de différentes drogues. *Under the Influence* illustre les pages de ce dossier. [bryanlewissaunders.org/drugs/](http://bryanlewissaunders.org/drugs/)

en 2001 a décidé de dépénaliser non seulement le cannabis, mais aussi la cocaïne, l'héroïne et toutes les autres drogues. Les drogues restent techniquement interdites – la vente est un délit majeur – mais l'achat, la consommation et la détention d'une quantité maximale correspondant à dix jours de consommation personnelle sont, au pire, passibles d'une simple amende. Aucun autre pays n'est allé aussi loin et les résultats sont étonnants. La vague attendue de touristes de la drogue ne s'est jamais concrétisée. La consommation des adolescents portugais a brièvement augmenté avant et après la dépénalisation, puis elle s'est stabilisée, sans doute lorsque l'effet de nouveauté est retombé. La consommation régulière de drogues dures a également régressé après la dépénalisation, passant de 7,6 % à 6,8 %. Ces chiffres sont à comparer à ceux de l'Italie voisine, qui n'a pas dépénalisé et où ces taux sont passés de 6 % à 8,6 % sur la même période.

La nouvelle législation portugaise a aussi eu un effet notable sur la population carcérale. Le nombre de prisonniers incarcérés pour des délits liés aux drogues a chuté de plus de moitié et ne représente plus aujourd'hui que 21 % des détenus.

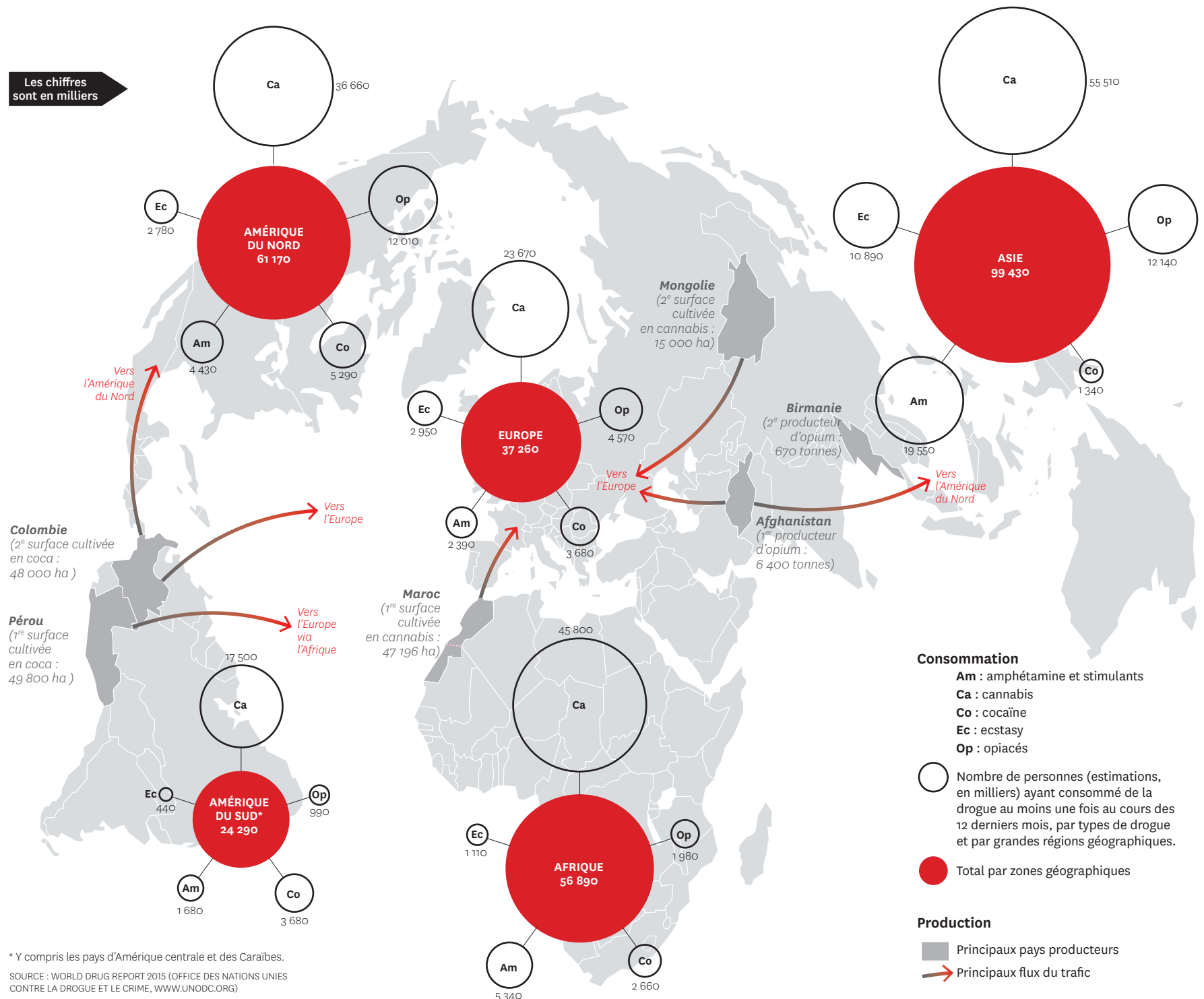
**Les leçons du Portugal.** En appliquant les leçons du Portugal, il est important de se souvenir qu'avant de donner libre accès à des drogues dangereuses les autorités ont prévu des structures de soutien aux toxicomanes. Elles ont investi dans des programmes médicaux. Des commissions de dissuasion, composées de trois personnes – souvent, un médecin, un travailleur social et un conseiller juridique –, sont habilitées à délivrer des injonctions thérapeutiques et, dans certains cas, à imposer une amende relativement modeste. L'expérience portugaise ne s'est pas faite non plus du jour au lendemain : depuis les années 1970, le pays n'a cessé d'investir dans ses services sociaux et a même instauré un revenu minimum garanti à la fin des années 1990. L'expansion rapide de l'Etat providence a sans doute contribué aux problèmes économiques notoires du pays, mais il est certainement aussi pour beaucoup dans la réduction des toxicomanies graves. La dépénalisation a si bien réussi au Portugal qu'aujourd'hui plus personne ne songe sérieusement à revenir en arrière.

Forts de ces enseignements, pourquoi les Etats-Unis n'ouvrent-ils pas la voie à la dépénalisation ? L'idée est séduisante : laisser tranquilles les usagers inoffensifs et les petits junkies pour concentrer la répression sur le trafic. Mais la dépénalisation ne suffit pas. Même si l'expérience portugaise a réussi, Lisbonne ne maîtrise ni le degré de pureté des drogues ni leur dosage et ne touche pas un centime de recettes fiscales sur la vente de stupéfiants. Les circuits d'approvisionnement et de distribution sont toujours aux mains du crime organisé et les violences, la corruption et la répression liées à la drogue se poursuivent. L'effet de la dépénalisation des drogues sur la criminalité au Portugal n'est pas clair. Certains délits fortement liés à la consommation de drogue ont augmenté après la dépénalisation – 66 % pour les vols à la tire, 15 % pour les vols de voiture –, tandis que d'autres ont diminué (les cambriolages de domiciles ont chuté de 8 %, ceux des commerces de 10 %). Une étude de la police → **suite p. 42**



# 300 MILLIONS DE CONSOMMATEURS

En 2014, plus de 4 % de la population mondiale a consommé au moins une fois de la drogue, tous types confondus.



## Lexique

**Amphétamines** Molécules synthétiques initialement utilisées en médecine. Excitants et coupe-faim. Principal dérivé : la méthamphétamine (crystal meth).

**Cannabis** Le principe actif extrait de la plante de cannabis est le THC. On le retrouve dans l'herbe, la résine et l'huile de cannabis. Ses effets, après ingestion

ou inhalation : relaxation, euphorie, états modifiés de conscience.

**Cocaïne** Extrait de la feuille de coca, ce stimulant et euphorisant était au XIX<sup>e</sup> siècle un médicament et un adjuvant en vente libre. Son principal dérivé est le crack, aux effets puissants et dévastateurs.

**Ecstasy** En ajoutant une substance hallucinogène à des amphétamines, on obtient de la MDMA, principale molécule contenue dans les comprimés d'ecstasy. Produits et vendus illégalement, ceux-ci contiennent souvent d'autres principes actifs extraits de médicaments.

**Opiacés** Ces substances extraites ou dérivées de l'opium ont des effets sédatifs ou analgésiques. Tous les opiacés ou presque ont précédemment été des médicaments, parfois même en vente libre. Quelques exemples : la morphine, l'héroïne, la méthadone, l'oxycodone, la codéine.

**suite de la p. 40** ← portugaise a constaté une hausse des délits opportunistes et une baisse des délits prémédités et violents, mais elle n'a pas pu conclure que cette évolution était due à la dépénalisation des drogues.

Soulignons par ailleurs que le modèle portugais de dépénalisation ne marcherait pas aux Etats-Unis pour la simple et bonne raison que le Portugal est un petit pays doté d'une législation et d'une force de police nationales, alors que les Etats-Unis sont une mosaïque de juridictions. L'administration Obama a décidé, pour le moment, de ne pas s'ingérer dans les affaires des Etats qui ont légalisé le cannabis, mais les temps changent et les gouvernements passent. Nous ne pourrions pas bénéficier des retombées d'une approche sanitaire, plutôt que judiciaire, tant que les stupéfiants n'auront pas été légalisés à tous les niveaux de la jurisprudence américaine, tout comme l'alcool a retrouvé son statut légal en 1933, après l'abrogation du 18<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine.

**Décourager la consommation.** L'un des fléaux qui ont débouché sur la prohibition [de l'alcool] était le système des *tied houses*, des débits de boisson appartenant à des brasseries ou à des distilleries qui commercialisaient leurs produits de façon agressive. Alors que l'ère de la prohibition touchait à sa fin, le philanthrope John D. Rockefeller Jr. a commandé un rapport qui recommandait un contrôle gouvernemental total sur la chaîne de distribution de l'alcool. Ce qui, naturellement, ne s'est jamais produit. Les *tied houses* ont été interdites, mais la maison de distillation Seagram, le brasseur Anheuser-Busch et d'autres entreprises ont fait fortune grâce à la fabrication et à la vente d'alcool.

Nous nous sommes habitués à vivre avec les conséquences de l'alcool légalisé, même si l'alcool revient indéniablement très cher au pays pour ce qui est de la mortalité et du manque à gagner fiscal. Mais il ne se trouverait aujourd'hui pratiquement personne pour prôner un retour à la prohibition, en partie parce que le secteur des vins et spiritueux est très lucratif et très puissant. Les *binge drinkers* – 20 % de la population – consomment plus de la moitié de l'alcool commercialisé. Force est donc de constater qu'en dépit de ses pieuses mises en garde appelant à une "consommation responsable", le secteur repose sur les buveurs irresponsables. Dans le même temps, l'influence du lobby de l'alcool maintient les taxes à un faible niveau. Selon Keliman, les taxes sur l'alcool représentent environ 10 cents par verre, alors que le coût de l'alcoolisme pour la société est près de quinze fois supérieur. Nous devons mieux gérer la légalisation des drogues que nous n'avons géré celle de l'alcool si nous voulons limiter les toxicomanies, empêcher les enfants de se procurer des drogues, garantir des substances aussi pures que possible et des dosages réguliers.

Si nous parvenons à mobiliser la volonté politique, c'est maintenant qu'il faut établir un

**Les avantages d'un monopole d'Etat sur un marché libéralisé seraient immenses**

→ Autoportrait réalisé sous 0,5 gramme de cocaïne.

### A la une



### ANCIENNE CULTURE, NOUVEAU DESTIN

*"Les arguments en faveur de la légalisation du cannabis ont gagné. Maintenant commence la partie difficile", écrit*

**The Economist**, qui consacre sa une du 13 février à "la bonne façon de se droguer". Comment taxer ce nouveau marché ?

Et, alors qu'on ne parle pas seulement de "joint" quand on évoque cette substance, sur quelle information s'appuyer pour déterminer sous quelle forme et à quelle dose elle peut être vendue librement ?

Car, comme le souligne **Nature** dans son supplément de septembre 2015, "le cannabis est cultivé depuis des millénaires, mais a été largement absent de la recherche scientifique". La course pour combler ces lacunes est lancée.



monopole sur la distribution de drogues – avant que le génie ne sorte de sa bouteille. La Suisse, l'Allemagne et les Pays-Bas ont réussi à mettre l'héroïne à disposition des toxicomanes par le biais de réseaux de dispensaires publics. Les avantages d'un monopole d'Etat sur un marché libéralisé – même réglementé – seraient immenses. Presque tous ceux qui ont réfléchi sérieusement à la fin de la prohibition des drogues s'accordent à penser que l'un des objectifs premiers serait de décourager la consommation. Ce qui peut se faire, du moins en partie, dans le cadre d'un système de commerces réglementés, en encadrant les campagnes de publicité et de promotion (ou en les interdisant), en empêchant la vente aux mineurs, en établissant des distances réglementaires entre les points de vente et les écoles, en réglementant le dosage et la pureté des substances, et en limitant

le nombre de points de vente et leurs heures d'ouverture. Dans un système commercial, cependant, l'Etat ne peut peser sur les prix – premier facteur dissuasif – qu'en taxant les produits. Le plus dur étant de définir le montant d'une telle taxe. Sur quels critères la déterminer ? Les taxes fédérales sur les vins et spiritueux sont calculées en fonction de la teneur en alcool, mais il serait impossible de mesurer la teneur en THC [tétrahydrocannabinol] de chaque souche de cannabis. Sur le poids ? On risquerait d'encourager l'achat de drogues dures, car plus une drogue est puissante, moins on en achète. Sur le prix de vente ? Les prix des substances légalisées risquent de dégringoler, car les dealers ne pourront plus se prévaloir de la "prime de risque de l'activité", la concurrence s'installera et l'innovation accroîtra la production. Pour maintenir les prix à → 44

# Légaliser, c'est pousser à la consommation !

Pour ce journaliste chilien, l'Amérique latine n'est pas en mesure d'offrir un tel cadeau aux délinquants alors qu'elle ne parvient même pas à garantir les droits de base à ses citoyens.

—La Página San Salvador

Ces derniers temps, certains ont mis en avant une solution des plus simplistes pour résoudre le problème complexe du trafic de drogue : la légalisation ou la dépénalisation permettrait, selon eux, de lutter contre la violence issue du narcotrafic. Yuri Fedotov, haut représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a pourtant clairement exprimé son point de vue à ce sujet : *"Je voudrais rappeler à ceux qui proposent une libéralisation que chaque année 250 000 personnes perdent la vie à cause des drogues. Si celles-ci sont légalisées, on ne parlera plus de centaines de milliers de morts, mais de millions. Est-ce vraiment ce que nous voulons ?"* Il l'a répété à l'ouverture de la Commission des stupéfiants de l'ONU [le 14 mars]. Le haut représentant a alors clairement quantifié les pertes réelles humaines dues à l'abus de drogues, qui ne feraient qu'augmenter avec la légalisation.

L'argument de la légalisation peut s'expliquer de diverses manières : par une certaine ignorance des conséquences sociales, comme une solution simpliste à un sujet complexe qui affecte nos sociétés ; ou comme un argument partant d'une bonne intention mais sans analyse systémique à court ou à moyen terme, c'est-à-dire sans qu'on ait la moindre idée des effets sociologiques et politiques des drogues sur le noyau familial.

La légalisation est la solution la plus simpliste. Promouvoir la dépénalisation ou la légalisation sans analyse sérieuse est devenu une rhétorique des plus banales. Les drogues ne sont pas un jeu et ne peuvent faire l'objet de solutions magiques. Si l'on veut s'attaquer au problème des drogues par ordre de priorité, il faut d'abord appliquer des stratégies de réduction de la pauvreté relative et extrême. Les conditions déplorables dans lesquelles vivent des millions de personnes en Amérique latine sont un terrain propice au trafic de drogue, c'est-à-dire à la consommation et à la vente.

Alors que des pans entiers de la société survivent dans des conditions d'extrême pauvreté et que ces systèmes sont régis par le profit économique maximal et la corruption politique, dépénaliser ou légaliser les drogues reviendrait à instaurer un commerce fondé sur le vice, comme c'est le cas pour l'alcool ou le tabac. Si Yuri Fedotov peut affirmer que les drogues causent la mort de centaines de milliers de personnes, c'est parce que cet expert de la lutte contre le crime et le trafic de stupéfiants s'y connaît suffisamment en données

statistiques et dirige une section de l'ONU sur le sujet. Je me range à son opinion.

Quand ces pays progresseront du point de vue social, culturel, politique et des droits de l'homme, et quand on aura une vraie connaissance des addictions, la légalisation des drogues pourra être envisagée. En ces temps de crise du système, due à un manque d'évolution sociale et culturelle, il s'agit plutôt d'une mesure de façade. Imaginons : si une personne pouvait consommer de la cocaïne, de la marijuana, de l'héroïne, etc., avec modération et sans se déconnecter de la réalité ni devenir dépendante, alors je serais heureux d'adopter une position si avant-gardiste. Toutefois, si vous me demandez si je laisserais mon fils consommer de la drogue, ma réponse, et celle de n'importe quelle personne sensée, sera toujours non.

Je suis totalement opposé à la légalisation des drogues à cause des conséquences sociales qu'elle entraîne. L'environnement socioculturel de la région latino-américaine n'est pas à même de respecter les droits de l'homme à l'heure où l'Etat doit apporter au plus grand nombre des droits basiques comme l'éducation, la santé et le logement, et peut donc encore moins se permettre de faire ce cadeau aux délinquants. Cela reviendrait à pousser à la consommation de drogues, puisqu'en envoyant ce genre de signaux aux jeunes on leur transmet l'idée que le gouvernement approuve.

Cela permettrait-il d'endiguer la criminalité liée à ce fléau ? Non, car, s'il n'existe aucune politique publique pour la réintégration des criminels d'un autre genre, il y en a encore moins pour les sicaires du trafic de stupéfiants, déshumanisés et potentiellement assassins. C'est être naïf que de penser cela. Ces groupes ne feraient que passer dans d'autres sphères de la délinquance.

Eventuellement, dans quelques dizaines d'années, le débat pourra être porté au niveau régional. Il faut observer la réalité avec une vision systémique mondiale. Ne laissons pas une minorité désireuse de se droguer et cachée derrière ses droits en tant que groupe de pression nous imposer des mesures auxquelles peu de personnes aspirent.

Les drogues sont nocives pour la santé et entraînent une attitude passive à une époque où il faut être attentif à ce qui nous entoure. La légalisation ne freinera pas la délinquance liée au trafic de drogue. C'est le cheval de bataille de personnes qui "hallucinent" en pensant que nous sommes prêts à aller de l'avant alors qu'en réalité notre société est plongée dans une crise systémique.

—Zarko Pinkas  
Publié le 29 mars



## CONTREPOINT



### LA PÁGINA

San Salvador, Salvador  
lapagina.com.sv

Fondée en 2009, "La Page" arrive en deuxième place des pure players salvadoriens les plus lus, avec 2 millions de visites par mois. Sa caractéristique, c'est la diffusion rapide de l'information, comme l'indique sa devise, *"plus rapide et véridique"*, et dans ce sens il est très présent sur les réseaux sociaux. Centré surtout sur les sujets politiques, ce journal numérique se revendique comme un espace critique et prône l'équilibre dans un contexte polarisé.



20 %  
des décès dus à la prise de psychotropes dans le monde ont lieu aux Etats-Unis (Source : rapport de l'ONUDC 2015)

## Contexte

### DES VOIX DISCORDANTES

Invité mi-mars à prendre la parole à Mexico dans le cadre d'un forum sur la sécurité, la justice et la paix, le procureur général de Colombie a vivement déconseillé au Mexique de s'engager sur le chemin de la légalisation de la marijuana, rapporte le journal mexicain **Milenio**. Alejandro Ordoñez Maldonado, connu pour ses prises de position conservatrices, a insisté sur le fait que, dans les pays producteurs comme la Colombie ou le Mexique, *"la lutte contre le crime organisé ne peut se limiter à l'option thérapeutique ni à la pédagogie, elle doit comporter un aspect répressif"*. En Colombie, l'assouplissement de la loi, qui autorise l'usage médicinal de la marijuana, *"nous a fait passer de pays producteur à pays consommateur"*, a déploré le magistrat. Autre voix antilégalisation, celle d'un ancien caïd du cartel de Medellín, qui a lui aussi donné l'alerte. *"Légaliser la marijuana serait une grave erreur"*, a-t-il lancé lors d'une conférence devant de jeunes Mexicains, début mars, rapporte le journal **Zócalo**. Le repentini estime que la légalisation ne peut avoir pour conséquence qu'un renforcement de la puissance des cartels.

### L'ADDICTION EST UNE MALADIE

La directrice de l'Institut national américain sur l'abus de drogues, l'assure : *"L'addiction est une maladie du cerveau"*. Nora Volkow a donné une interview au site de l'académie des sciences de New York, à deux mois de la sixième conférence annuelle de la fondation Aspen - qui se déroulera du 18 au 20 mai sur le thème *"cerveau accro et nouvelles frontières de traitement"*. C'est la raison pour laquelle *"il est nécessaire d'en connaître les causes, les facteurs déclenchants et d'aller plus loin dans les recherches pour identifier des médicaments potentiels"*, affirme-t-elle. Il a fallu des années à la chercheuse pour convaincre la communauté scientifique de l'importance d'étudier la neurobiologie de l'addiction. *"La dépendance était considérée par beaucoup comme un échec moral."* Depuis, plusieurs études ont corroboré les preuves selon lesquelles les cerveaux des consommateurs de cocaïne présentaient des signes de toxicité cérébrovasculaire. De leur côté, les recherches sur les drogues psychédéliques, et en particulier sur la psilocybine extraite des *"champignons magiques"*, ont montré des résultats intéressants pour lutter contre l'anxiété ou l'acoolisme. Mais en réalité, rappelle le **Washington Post** *"seule une poignée d'études revues par des pairs ont été conduites, et les échancellons sont minuscules"*. La crainte des chercheurs, rappelait l'an dernier au **New Yorker** Nora Volkow, *"c'est que le message que le grand public retienne soit : 'la psilocybine est une drogue sûre'"*.

## La production de cannabis, de cocaïne et d'héroïne pourrait rester aux mains du privé et être distribuée dans des magasins d'Etat

42 ← un niveau suffisamment élevé pour décourager la consommation, les législateurs devront surveiller en permanence les prix et risquer leur siège en prônant des augmentations fiscales politiquement impopulaires. Des taxes trop élevées risqueraient en revanche de raviver un marché parallèle dont le produit échapperait à l'impôt.

Un monopole d'Etat sur la distribution résoudrait ce problème, puisque la fixation des prix deviendrait une question administrative et non plus législative. La production de cannabis, de cocaïne et d'héroïne pourrait rester aux mains d'opérateurs privés, et les producteurs pourraient fournir des magasins d'Etat. Si le coût de production d'une drogue baisse du fait de l'innovation ou de la concurrence, l'agence gouvernementale qui la commercialise verrait ses revenus augmenter. De la même façon, il est beaucoup plus facile pour l'Etat de fixer le dosage et le degré de pureté des produits qu'il vend dans ses propres magasins que de surveiller ceux des produits distribués sur un marché libéralisé. Le gouvernement pourrait lui-même réglementer la publicité, l'attractivité du conditionnement et la communication.

**Bénéfices.** Enfin, bien entendu, quand l'Etat détient un monopole, les bénéfices retombent dans les caisses publiques. Le fait que les pouvoirs publics tirent profit d'un produit qu'ils cherchent à décourager peut paraître hypocrite, mais c'est actuellement le cas avec le tabac, l'alcool et les jeux d'argent. Les Etats compensent généralement le côté immoral de ces bénéfices en les affectant à l'éducation et à des programmes sociaux. Dans le cas des drogues, les recettes pourraient ainsi financer le traitement des toxicomanies.

Mais tant que la législation fédérale américaine continue d'interdire formellement le cannabis, la cocaïne et l'héroïne – et d'imposer de sévères restrictions sur la méthamphétamine –, on imagine mal un monopole d'Etat sur le commerce de la drogue calqué sur le modèle des magasins d'alcool. A supposer même qu'ils lèvent l'interdiction des substances inscrites à l'Annexe I de la loi américaine sur les substances contrôlées, les législateurs seraient-ils prêts à les légaliser et surtout à développer les structures gouvernementales pour les distribuer ?

Tant que le Congrès américain n'aura pas requalifié le cannabis, l'héroïne et la cocaïne, nous devons nous contenter d'un pis-aller : des expériences à l'échelle des Etats qui passent outre à l'interdit fédéral sur le cannabis et confient l'exploitation commerciale à des industries privées.

Le Colorado est celui qui est allé le plus loin en ce sens et son expérience est riche d'enseignements. Depuis 2000, il autorise le cannabis thérapeutique, distribué à travers un système de dispensaires privés agréés. Il avait dans un premier temps exigé une intégration verticale du marché du cannabis : les dispensaires ne pouvaient vendre que des plants qu'ils cultivaient

→ Autoportrait réalisé sous marijuana.

### Repères

#### TOUJOURS PLUS

En Europe, rien qu'en 2014, 101 nouvelles substances psychoactives ont fait leur apparition sur le marché. En mars 2015, on comptait plus de 450 substances signalées par les autorités, note le rapport 2015 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Ces drogues synthétiques sont conçues pour imiter les effets des substances les plus connues (voir lexique p. 47). Il est difficile de les recenser. Et même de les interdire, puisqu'il faut pouvoir identifier chaque nouvelle molécule, et les chimistes amateurs font preuve d'imagination. Par ailleurs, sur ce marché très diffus, il n'y a pas, comme pour la cocaïne, le cannabis ou l'héroïne, de zone de production très identifiable.



16 %

**des détenus des prisons d'Etat américaines en 2013 l'étaient pour des activités liées à la drogue**

(Source : The Lancet – Public health and international drug policy, mars 2016)



eux-mêmes. Puis, en novembre 2012, 55 % des électeurs ont approuvé l'amendement 64 de la Constitution du Colorado, qui a légalisé le cannabis à usage récréatif. A partir de là, plutôt que d'imposer son monopole, l'Etat a choisi d'établir un réseau d'établissements agréés. Depuis 2014, il a également renoncé à l'exigence d'intégration verticale. Cinq semaines après le référendum de 2012, les citoyens du Colorado de plus de 21 ans pouvaient détenir et consommer du cannabis en toute légalité. Les détaillants et les producteurs n'ont toutefois été autorisés à opérer qu'à partir de janvier 2014. Ce délai devait donner le temps à l'Etat de mettre en place sa division de surveillance du cannabis (antenne du Trésor public), d'intégrer à sa législation de vente au détail le cannabis et de permettre à la division de rédiger les règlements sur la signalétique, la publicité, l'étiquetage, les taxes et

les distances entre les points de vente et les écoles. Dans le Colorado, l'économie du cannabis légal commence déjà à ressembler à celle de l'alcool : les fumeurs quotidiens ne constituent que 23 % des usagers, mais consomment 67 % de la production. Ces proportions étaient peut-être les mêmes quand la marijuana était illégale, mais nous ne le saurons jamais. Il est en revanche patent que le marché du cannabis, comme celui de l'alcool, repose essentiellement sur les gros consommateurs. Il est tout aussi difficile d'évaluer l'impact de la légalisation sur la criminalité. Celle-ci a chuté de près de 2 % à Denver en 2014, première année où la marijuana était pleinement légalisée. Et curieusement, des sondages effectués auprès de 40 000 adolescents avant et après la légalisation ont montré que si moins de jeunes pensent aujourd'hui que la marijuana est nocive – comme le prédisaient les opposants à la → 46

### Contexte

#### OBAMA PRÔNE UNE AUTRE APPROCHE

"Pendant trop longtemps nous avons envisagé l'addiction à la drogue sous l'angle de la justice pénale." Le 29 mars, lors d'un sommet sur le sujet à Atlanta, le président américain a redit sa volonté de revenir sur la "guerre contre la drogue" menée depuis 1971 pour privilégier une approche en termes de santé publique, rapporte **The Guardian**. Le même jour, son administration a annoncé une série d'initiatives visant à améliorer le traitement des addictions. Barack Obama a promulgué en 2010 une loi abolissant la peine plancher pour possession de crack. Il a également commué les peines de 248 détenus, condamnés pour la plupart pour des infractions non violentes liées à la drogue. De son côté, la Commission d'application des peines a réduit en 2013 les sanctions relatives aux infractions liées à la drogue, avec un caractère rétroactif. Ce qui a conduit en octobre le ministère de la Justice à libérer 6 000 détenus en avance.

#### UNE VRAIE FILIÈRE INDUSTRIELLE

Certes, il n'y a pas de champs de méthamphétamine comme l'on trouve des plantations de coca ou de cannabis. Mais il est possible de localiser les lieux où sont produits à grande échelle les précurseurs de cette drogue. Ces molécules, qui sont à l'origine synthétisées pour l'industrie pharmaceutique, proviennent majoritairement d'usines chinoises et indiennes, alertait en 2015 le représentant de la Birmanie lors d'une rencontre des autorités antidrogue des pays d'Asie et du Pacifique. La Chine et l'Inde irriguent leur propre territoire, mais aussi la Thaïlande, le Japon, les Philippines, l'Indonésie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, où ont lieu les dernières réactions qui donneront la méthamphétamine. Les autorités birmanes appellent notamment à une meilleure coopération de l'Inde, rapporte le **Bangkok Post**.



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

A lire également sur notre site, à partir du 19 avril, l'article d'**El Español** sur le modèle portugais. Le pays a dépénalisé la consommation de drogue en 2001 et remplacé les peines de prison par des traitements et suivis médicaux. Depuis, plus de 40 000 personnes ont été réhabilitées et le cas du Portugal inspire de nombreux pays.



**COMMANDEZ  
DÈS MAINTENANT**

## GRAND ATLAS 2016

Comprendre le monde en 200 cartes.

Devenu un rendez-vous incontournable, cet atlas permet de comprendre les grandes questions d'actualité en 200 cartes et infographies avec les analyses des plus grands spécialistes, auteurs des Atlas Autrement.

**16,90€**



• Format : 200 x 295 mm • 128 pages  
• Paru le 2 septembre

**autrement**

## COFFRET Le Dessous des Cartes

(Volumes 1,2,3 - coffret 16 DVD).

Editions Arte, PAL, Zone 2, durée 2. 160 min.



**80€**

Appréhendez la géopolitique mondiale au travers des cartes et en pas moins de 220 émissions, regroupées sous 16 thématiques. Retrouvez l'intégralité des 3 saisons de la célèbre émission d'Arte en un seul coffret.

Visitez notre boutique en ligne : [boutique.courrierinternational.com](http://boutique.courrierinternational.com)

### Bon de commande

A retourner accompagné de votre règlement à : Courrier international - Service abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Grand Atlas 2016	16,90 € x .....	exemplaire(s) =	€
Le Dessous des cartes	80,00 € x .....	exemplaire(s) =	€
Frais de port offerts			<b>2,00 €</b>
Total =			€

**Mes coordonnées**  Monsieur  Madame VC01600PBA328

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

TEL .....

e-mail .....@.....

Je souhaite recevoir les offres de *Courrier international* :  oui  non  
Je souhaite recevoir les offres des partenaires de *Courrier international* :  oui  non

### Je choisis de régler par :

chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*  
 carte bancaire n° :

Date et signature obligatoires :

Expire fin : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Cryptogramme : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2016. En application de la loi Informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de modification des informations vous concernant. Celles-ci sont indispensables à l'enregistrement de votre commande et peuvent être cédées aux partenaires de Courrier international. Si vous ne le souhaitez pas, merci de contacter notre service abonnements. RCS Paris 344 761 861 000 48. Délai de livraison : 2 à 3 semaines à compter de la prise en compte de votre commande.

44 ← légalisation –, ils sont moins nombreux à fumer des joints. Le Colorado a tout de même connu quelques ratés. Les quatorze mois de délai entre le référendum et l'ouverture des points de vente n'ont pas suffi à élaborer une réglementation sur des facteurs tels que l'usage de pesticides par les cultivateurs ou les dosages dans les produits alimentaires à base de cannabis. Les autorités n'ont pas eu le temps non plus de rédiger de nouvelles directives pour la police, qui ne savait plus trop comment réagir lorsqu'elle tombait sur d'importantes quantités de marijuana. Et il y a eu à Denver une vague de cambriolages et de vols dans des serres et des points de vente de cannabis.

**Marché noir.** La loi laisse les juridictions locales libres d'autoriser ou non les points de vente de détail. Dans un premier temps, seuls trente-cinq comtés du Colorado l'ont fait, ce qui explique que l'Etat n'ait perçu que 12 millions de dollars de nouvelles recettes fiscales dans les six premiers mois qui ont suivi la légalisation – soit un tiers de ce qu'attendaient les législateurs. Il se peut aussi qu'en fixant la taxe sur le cannabis de détail à 10 %, en sus de la taxe de vente normale, l'Etat ait mis la barre un peu trop haut. Certains consommateurs continuent apparemment de se fournir sur le marché noir, souvent moins cher. En 2015, le Colorado a tout de même engrangé près de 135 millions de taxes sur la marijuana.

Réprimer les cultures non agréées et former les policiers a été relativement facile. Il sera plus difficile d'empêcher les grandes entreprises d'acaparier le marché et de piper les dés. Bien que la légalisation se limite pour l'heure à quatre Etats et au district fédéral de Columbia, et que le cannabis thérapeutique ne soit autorisé que dans vingt-trois Etats, la production légale pèse déjà 5,4 milliards de dollars. Le magazine *Forbes* a publié une liste des "huit entreprises de cannabis les mieux cotées en Bourse" : on y trouve des entreprises de biotechnologies, des fabricants de distributeurs automatiques spécialisés et les fabricants de vaporisateurs permettant d'inhaler sans ingérer de goudrons ou sans combustion. Même le *Wall Street Journal* présente aujourd'hui le cannabis comme un placement sérieux.

Les citoyens des Etats américains qui ont légalisé la marijuana ont mis en branle une machine plus puissante qu'ils ne l'imaginaient. "Sans l'interdiction du cannabis, le gouvernement ne peut pas poursuivre sa guerre contre la drogue", martèle Ira

**Les Etats qui ont légalisé la marijuana ont mis en branle une machine plus puissante qu'ils ne l'imaginaient**



Glasser, qui a dirigé l'Union américaine des libertés civiles de 1978 à 2001. "Hors cannabis, la consommation de drogues est négligeable et on ne peut plus justifier les dépenses policières et judiciaires portant sur les autres stupéfiants, dont la consommation est ridiculement faible. J'ai toujours pensé que si l'on retirait à l'hydre sa tête marijuana, la guerre contre la drogue ne serait plus viable."

Lorsque nous, habitants du Colorado, pensons à la marijuana légale, nous avons la satisfaction d'avoir été parmi les premiers à faire quelque chose d'intelligent. Nous sommes aussi divisés qu'ailleurs sur l'immigration, les armes à feu et le changement climatique, mais notre police ne perd plus son temps à courir après des fumeurs de joints. Même si les recettes fiscales du cannabis – affectées aux écoles publiques – ne sont pas aussi élevées que nous l'espérons, notre Etat gagne de l'argent sur un produit qui jusqu'alors lui revenait cher. La marijuana est entrée dans les mœurs. Et lorsque nous voyons les autres Etats s'obstiner à la considérer comme une menace

↑ Autoportrait réalisé sous acides.



**des adultes de l'Union européenne ont pris au moins une fois dans leur vie des substances illicites** (Source : rapport de l'ONUDC 2015)

publique, nous ne comprenons pas. Parmi tous les gens avec lesquels j'ai pu m'entretenir aux Etats-Unis ou ailleurs, personne n'envisage de points de vente qui vendraient de l'héroïne, de la cocaïne ou de la méthamphétamine aussi librement que les points de vente de cannabis du Colorado. La plupart des chercheurs pensent plutôt que, si elle ne passe pas par un monopole d'Etat, la distribution de drogues dures serait soumise à une forme d'encadrement. Un réseau de conseillers – qui ne seraient pas forcément des médecins – surveillerait la place de telle ou telle drogue dans la vie d'un individu. Lorsque Mark Kleiman songe à une légalisation de la cocaïne, il imagine par exemple des usagers qui fixeraient eux-mêmes leur dose. "Vous pourriez décider de relever votre quota – par une procédure administrative – ou de consulter quelqu'un pour régler votre dépendance. Ce qui vous permettrait de privilégier votre santé sur le long terme plutôt que sur le court terme."

**Satisfaction.** Eric Sterling, directeur exécutif de la Criminal Justice Policy Foundation, une association antiprohibition, envisage un système analogue : "Quelqu'un pourrait dire : 'Je veux de la cocaïne parce que cela stimule mon travail créatif' ou bien 'Je veux de la cocaïne pour avoir de meilleurs orgasmes'. A quoi on pourrait lui répondre : 'Pourquoi manquez-vous d'énergie ? Faites-vous du sport ?' ou bien : 'Qu'est-ce qui pourrait gêner la qualité de votre vie sexuelle ?'" Ceux qui veulent essayer le LSD ou d'autres substances psychédéliques, suggère Sterling, pourraient être adressés à des accompagnateurs spécialisés, qui, comme des guides de randonnée, seraient formés, payés et assurés pour conduire le néophyte vers un territoire potentiellement dangereux.

Les amateurs de cocaïne, d'héroïne ou de drogues hallucinogènes pourraient bien entendu rejeter tout cela en bloc et continuer de se fournir sur le marché noir. Mais, comme le souligne Sterling, une telle attitude est risquée. "La vie de toxicomane est un parcours du combattant : trouver un dealer, négocier, trouver un endroit pour se shooter..." Si le système légal réglementé est bien pensé – pour que les drogues soient bon marché et fiables, que la procédure ne soit pas trop lourde et que les taxes sur les produits ne soient pas trop élevées –, les consommateurs finiront par le préférer au marché noir. Ce sera alors la concurrence, et non plus la violence, qui viendra à bout des bandes criminelles qui contrôlent la distribution des drogues illégales. "En fin de compte, il s'agit de mettre en place un cadre adapté à la consommation de drogues", conclut Sterling. Un cadre dans lequel "les exagérations et les contrevérités disparaîtront d'elles-mêmes".

— Dan Baum  
Publié le 1<sup>er</sup> avril

ILLUSTRATIONS BRYAN LEWIS SAUNDERS

**Les informés de France Info**

Une émission de Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi, de 20h à 21h

Chaque vendredi avec

 Courrier international



# AVEC DU REcul LA PRESSE MAGAZINE VOUS DONNE DE L'AVANCE



**LE 13 AVRIL**  
RÉVÉLATION DES MAGAZINES LES PLUS TALENTUEUX,  
BRILLANTS ET AUDACIEUX DE L'ANNÉE 2016.

**PRIX RELAY DES MAGAZINES DE L'ANNÉE.**

**RELAY** **sepm** SYNDICAT  
DES ÉDITEURS  
DE LA PRESSE  
MAGAZINE



LES MAGAZINES  
DE L'ANNÉE  
**2016**

# trans- versales. environnement



Economie ..... 51

Expat ..... 53

## L'eau du "dragon endormi" menace l'Asie centrale

**Géologie.** Le séisme de 2015 a relancé la discussion sur le lac Sarez, dans le massif du Pamir, au Tadjikistan. Sa digue risque de rompre et l'eau qu'elle retient de se déverser dans la vallée, ce qui pourrait faire des centaines de milliers de victimes.



—Lenta.ru Moscou

**L**e 18 février 2016, le lac Sarez, l'un des plus beaux du monde, a eu 105 ans. Admiré pour sa splendeur, il est également fort redouté. En effet, son calme majestueux dissimule une menace à l'échelle planétaire. Mais est-il justifié d'avoir peur de la "perle bleue" ?

La naissance du lac Sarez, dont les contours rappellent la forme d'un dragon, a été marquée par une tragédie. Par une nuit d'hiver de 1911, un violent séisme a ébranlé les montagnes du Pamir occidental. Un glissement de terrain a coupé le cours de la rivière Mourgab et détruit le village d'Usoi. En mémoire du village disparu, la digue, haute de 567 mètres et longue de 5 kilomètres, a été baptisée barrage d'Usoi. Le bassin ainsi formé a quant à lui été appelé Sarez en l'honneur d'un autre village également disparu. Ce dernier a été entièrement englouti six mois après la catastrophe.

Le volume du plus jeune lac du Pamir (long de près de 70 kilomètres pour 505 mètres de profondeur) atteint aujourd'hui 17 milliards de mètres cubes d'eau. Ce qui fait du Sarez le plus grand lac d'altitude du monde. Or, c'est justement cette abondance d'eau qui pourrait en un instant transformer le joyau du Pamir en monstre.

En 1914, plusieurs cours d'eau parvinrent à percer le barrage d'Usoi en creusant la roche. Cet écoulement naturel permet de limiter

la montée du lac, mais il met à mal la stabilité de la digue. C'est pourquoi l'accès au lac et à ses alentours est interdit depuis plus d'un siècle. Le Sarez reste encore aujourd'hui difficile d'accès. Les touristes désireux d'aller admirer la beauté du "dragon endormi" doivent se munir d'un laissez-passer. A ce jour, 57 cours d'eau se sont frayé un passage à travers le barrage rocheux et rien ne garantit que la digue, rongée par l'humidité, résistera à un prochain tremblement de terre. Une menace bien plus terrible a été décelée en 1967. Les géologues ont en effet découvert sur la rive droite du bassin plusieurs fissures allant jusqu'à 2 kilomètres de long. Leurs observations ont montré qu'un gigantesque glissement de terrain menace à tout moment de s'abattre sur le lac. D'après diverses études, 0,5 à 2 mètres cubes de roche pourraient se détacher de la paroi.

**Coulée de boue.** Quoi qu'il arrive, que le lac Sarez perce le barrage d'Usoi altéré par l'écoulement des eaux ou qu'il déborde à la suite d'un glissement de terrain, ce sera une catastrophe. Et le Tadjikistan ne sera pas le seul pays affecté. D'après les estimations de la faculté de mécanique des sols de l'université de Moscou, la destruction du barrage d'Usoi provoquerait une coulée de boue qui déferlerait d'une altitude de plus de 3 kilomètres sur les plaines des rivières Bartang, Piandj, Amou-Daria et du canal de Karakoum, détruisant tout sur son passage.

La vague dévastatrice qui pourrait, en altitude, atteindre 150 mètres de haut pour redescendre à 15 mètres après avoir atteint les plaines se déverserait sur une surface de 25 kilomètres carrés. Sa vitesse pourrait avoisiner les 100 kilomètres à l'heure. De fait, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan seraient affectés. D'après le Comité des situations d'urgence de la république du Tadjikistan, près de 6 millions de personnes vivent actuellement dans la zone potentiellement exposée. Le géophysicien Leonid Papyrine estime

qu'une telle catastrophe ne ferait pas moins de 600 000 morts. Selon lui, cette coulée de boue pourrait détruire la route qui relie Douchanbé à Khorog, tous les ponts sur le Piandj et l'Amou-Daria, ainsi que certains aménagements hydroagricoles en Ouzbékistan et au Turkménistan, en particulier le canal de Karakoum et les nombreuses localités installées sur ses rives. Les jonctions ferroviaires entre les trois anciennes Républiques soviétiques seraient également coupées.

L'ingénieur en hydraulique Andreï Zakhvatov, qui a dirigé les travaux de

### Repères



← Dessin d'Ares, Cuba.

dépression de terrain sur le Bartang, en amont du barrage naturel d'Usoi, devrait accueillir une digue de protection contre les inondations, qui éviterait la catastrophe en retenant l'eau et les sédiments en cas de raz-de-marée sur le Sarez. Enfin, pour 'maîtriser le dragon', il ne resterait plus qu'à construire une centrale hydroélectrique sur le lac", explique le chercheur et ingénieur en hydraulique Iouri Sevenard. Il estime que ces installations permettraient de diminuer le volume du lac, alors transformé en réservoir, jusqu'à seulement 7 ou 8 milliards de mètres cubes d'eau.

**Capteurs.** Le Tadjikistan a hérité du problème du Sarez avec la chute de l'URSS. S'associant à ses voisins, il s'est tourné vers la communauté internationale pour qu'elle l'aide à sécuriser le lac. Le Turkménistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan espéraient ainsi obtenir un soutien tant scientifique que financier. En 2000, la Banque mondiale a financé une mission internationale qui a également conclu que le danger pouvait être écarté grâce à une réduction du niveau du lac. Mais le seul résultat visible des six ans de recherches menées par cette mission fut la mise en place d'un système moderne de veille et d'alerte précoce sur le Sarez. Depuis, un poste d'observation permanent est installé sur le barrage. Une liaison radio a été établie avec Douchanbé, Rouchan et Bartchadiv.

La digue est parsemée de capteurs. Les opérateurs se relaient en permanence pour contrôler différents paramètres, dont le niveau de l'eau. Ils doivent donner l'alerte au moindre changement brusque dans les données hydrométriques. Les habitants des villages environnants ont été formés à évacuer les lieux de façon autonome vers des îlots refuges où ils trouveront médicaments, nourriture, couvertures, tentes et matelas. Leonid Papyrine, qui a pu visiter la station au sein d'un groupe d'experts, admet que le site se prête parfaitement à l'observation visuelle. Mais, en cas de catastrophe majeure, la cabane des scientifiques sera immédiatement emportée par les flots sans même qu'ils aient eu le temps d'émettre le moindre signal d'alarme. "Pour que le système d'alerte marche à coup sûr, il faudrait une station-relais, qui devrait être installée le plus haut possible à l'abri de tout raz-de-marée", suggère le chercheur russe.

Voyant que la situation sur le Sarez était stable, les autorités tadjikes ont balayé les inquiétudes et sont passées à autre chose. L'idée de vendre l'eau du lac a émergé en 2011. Vint ensuite la proposition de troquer l'eau de la "perle bleue" contre du pétrole iranien, à hauteur de 1 litre de pétrole contre 1 litre d'eau douce et pure. Puis on eut l'idée de construire un aqueduc jusqu'en Ouzbékistan, ce dernier s'étant dit prêt à acheter l'eau de montagne. On pensa même construire une usine d'embouteillage directement sur le lac. D'après Anatoli Ichtkouk, directeur du laboratoire d'évaluation des risques sismiques et de géo-écologie de

## L'important, c'est de préserver cette ressource et de ne pas vider le lac

l'Académie des sciences du Tadjikistan, les ressources du lac devraient générer des revenus stables. "Le Sarez permettrait ainsi de résoudre la question de l'approvisionnement en eau dans la région. Quant à choisir entre aqueduc et usine d'embouteillage, c'est un détail technique. L'important, c'est de préserver cette ressource et de ne pas vider le lac juste en se fondant sur une surévaluation des risques", explique-t-il.

L'académicien tadjik Sabit Negmatoullayev pense lui aussi que la dangerosité du lac Sarez est surestimée. "L'étude menée par nos géologues en partenariat avec des chercheurs suisses montre qu'il n'y a pas de risque avéré d'effondrement de la paroi rocheuse capable de provoquer une catastrophe. C'est un mythe", tranche-t-il dans un entretien au quotidien *Vetcherny Douchanbé*.

Le 7 décembre 2015, un tremblement de terre d'une magnitude de plus de 7 sur l'échelle de Richter a touché la région de Mourgab. L'épicentre du séisme se trouvait à 20 kilomètres à peine du lac Sarez. Habitations, bâtiments publics, routes, ponts, canaux et installations hydroélectriques ont été endommagés. Le barrage d'Usoi a tenu bon. Les instruments de veille n'ont enregistré que quelques chutes de pierres sans gravité. Ce qui a fini de rassurer les Tadjiks. "Les hypothèses selon lesquelles le barrage d'Usoi pourrait céder et provoquer une immense inondation dans les vallées du Bartang, du Piandj et de l'Amou-Daria ne sont que des allégations sans fondement, lancées par des spécialistes et des journalistes militants mal renseignés. La question du barrage d'Usoi a toujours généré de vifs débats. Aujourd'hui, une chose est sûre :

la digue est solide et ne risque pas de s'écrouler en un instant", peut-on lire sur le portail d'informations *Avesta*.

Le village de Bartchadiv est à moins de 3 kilomètres du redoutable lac. Mavlodod Maskaev, un habitant du village de 76 ans, constate l'inverse, faisant observer que le niveau de la "perle bleue" serait monté de 20 mètres au cours de ces cinquante dernières années. C'est justement son grand-père qui fut le premier témoin des mystères du Sarez, puisqu'il en a été le gardien de 1912 à 1922. Aujourd'hui, le fils de Mavlodod, Kadam Maskaev, dirige la mission de surveillance du barrage Usoi pour le Comité des situations d'urgence du Tadjikistan. Le colonel Maskaev se rend chaque semaine sur les lieux. Il aime à dire qu'il a uni son destin à celui d'un dragon. "Début décembre, je me suis entretenu au téléphone avec Kadam Maskaev. Son unité est chargée de surveiller le barrage d'Usoi. Il m'a confirmé une fois de plus que la menace d'une catastrophe sur le lac Sarez existe, voire qu'elle s'accroît", conclut l'ingénieur hydraulique Andreï Zakhvatov.

—Tatiana Kirsanova

Publié le 10 mars



### SOURCE

#### LENTA.RU

Moscou, Russie

[www.lenta.ru](http://www.lenta.ru)

Fondé en 1999, ce site couvre l'actualité russe et internationale.

En 2014, une réforme a entraîné le licenciement et la démission d'un grand nombre de journalistes. Parmi ces derniers, Galina Timchenko, fondatrice du site d'actualités russophone et indépendant *Meduza.io* – dont le siège est à Riga, en Lettonie.

modélisation mathématique d'une éventuelle catastrophe sur le Sarez, dresse pour sa part un tableau plus pessimiste encore. Les résultats de cette étude achevée en 1987 n'ont été divulgués que quatorze ans plus tard. D'après ses conclusions, le Kazakhstan se trouverait également dans la zone à risque, aux côtés des quatre pays d'Asie centrale déjà cités. On compterait par centaines de milliers le nombre de victimes. Prêts à tout pour trouver de la nourriture et de l'eau potable, des millions de réfugiés prendraient la route vers le nord, fuyant au Kazakhstan, en Russie, et enfin en Europe. "Une catastrophe dans le Pamir et la vallée du Piandj serait dévastatrice. En comparaison, le tsunami de 2004 dans l'océan Indien n'aurait été qu'une récréation", prévient Andreï Zakhvatov lors d'une table ronde consacrée au problème du lac Sarez.

Toutes les pistes avancées actuellement pour dompter le lac Sarez se fondent sur des études de l'ère soviétique. Pour les experts, il serait possible de maîtriser le "dragon endormi" en faisant baisser le niveau du lac. Le plus simple serait d'augmenter l'écoulement d'eau à travers le barrage d'Usoi. Une solution qui pourrait devenir lucrative à condition d'installer une centrale hydroélectrique sur la digue.

"Il faudrait faire baisser le niveau de l'eau du lac Sarez de 100, voire de 150 mètres. Pour réguler l'afflux en aval lors de l'opération, il conviendrait alors de détourner le Mourgab vers la rivière Kokouïbel via un tunnel de 30 kilomètres. Une

# ESRA

## FORMATION CONTINUE

AUDIOVISUEL  
SON  
ANIMATION

- Formation sur mesure
- Stages courts et stages longs
- Validation des Acquis de l'Expérience

Stages longs	
Session Juin 2016	Session Novembre 2016
Technicien du Son	Assistant Réalisateur Assistant de Production Technicien Audiovisuel
Stages courts	
Logiciels Image & Son / Montage / Etalonnage Habillage / Prise de Son / Mixage Musique	

**Admission :** dossier, test et entretien

**Possibilités de financement :** CIF CDI, CIF CDD, DIF, PAP, Financement personnel, Chèque quilliant, etc.

**GRUPE**

# ESRA

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

[www.esra.edu](http://www.esra.edu)

**PARIS** 01 44 25 25 25

**NICE** 04 92 00 00 92

**RENNES** 02 99 36 64 64

**BRUXELLES** +3202 647 4737

# OFFRE EXCEPTIONNELLE D'ABONNEMENT !

EN PARTENARIAT AVEC

**folio**  
biographies

Les femmes dans l'histoire sont bien représentées dans la collection Folio biographies, qui rassemble vies d'écrivains, d'artistes et de personnages historiques pour la découverte du destin unique de grandes personnalités. Ecrits par des journalistes, écrivains ou historiens, les ouvrages de cette collection privilégient le plaisir de la lecture : chaque titre, inédit, est accompagné d'un dossier iconographique. **Edith Piaf** par Albert Bensoussan, **Marie Curie** par Janine Trotereau ou **Madame de Sévigné** par Stéphane Maltère, trois regards sur des vies de femme hors du commun qui ont marqué l'histoire.

**9 €**  
par mois  
sans engagement  
au lieu de ~~15,93 €\*~~

ou

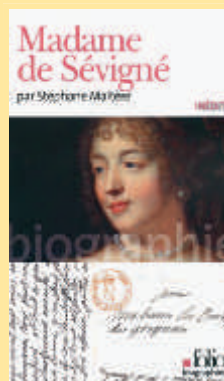
**109 €**  
en une seule fois  
1 an : 52 numéros  
+ 4 hors-séries  
à paraître  
au lieu de ~~191,20 €\*~~

Réduction  
de plus de  
**40%\***



Inclus dans votre abonnement, un accès à la version numérique sur tous supports : l'édition abonnés du site avec tous les suppléments et articles exclusifs, les newsletters, le PDF du magazine et 20 ans d'archives.

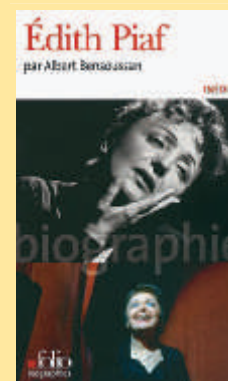
CHOISISSEZ votre CADEAU :



**Madame de Sévigné**  
par Stéphane Maltère  
352 pages,  
17 illustrations,  
108 x 178 mm.  
Prix public : 9,70 €



**Marie Curie**  
par Janine Trotereau  
368 pages,  
16 illustrations,  
108 x 178 mm.  
Prix public : 9,20 €



**Edith Piaf**  
par Albert Bensoussan  
240 pages,  
18 illustrations,  
108 x 178 mm.  
Prix public : 8,20 €

## BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre règlement ou de votre RIB à :

**Courrier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9**

RCO1600PBA328

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

TÉLÉPHONE ..... E-MAIL .....

Je souhaite recevoir des offres de *Courrier international* :  oui  non  
Je souhaite recevoir des offres des partenaires de *Courrier international* :  oui  non

**J'opte pour le prélèvement**, je règle **9 €** par mois au lieu de ~~15,93 €\*~~

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

**Je préfère régler en une seule fois**, soit **109 €** au lieu de ~~191,20 €\*~~.

Chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Carte bancaire n° : \_\_\_\_\_

Expire fin : \_\_\_\_\_ Cryptogramme : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires

Je choisis mon livre :  **Madame de Sévigné**  **Marie Curie**  **Edith Piaf**

### MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

**IMPORTANT :**  
Joignez votre RIB

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Paiement répétitif

Fait à : .....

Signature obligatoire

**Organisme créancier :**  
*Courrier international*  
ICS : FR11ZZZ396542  
80, boulevard Auguste-Blanqui  
75013 Paris

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



# L'empire Walmart se fissure

**Commerce.** L'enseigne phare de la grande distribution américaine est mal en point. Concurrencée par des magasins discount, elle a aussi raté le train de la vente en ligne.



—**Financial Times**  
(extraits) Londres

Linda McKinney a les larmes aux yeux quand elle parle de la fermeture du Walmart de Kimball. Cet hypermarché était, de loin, le premier fournisseur de la banque alimentaire dont elle assure la gestion, et qui profite à 11 000 personnes, soit la moitié de la population du comté de McDowell (Virginie-Occidentale), dans le cœur charbonnier des Appalaches.

A la bonne centaine de chômeurs licenciés dernièrement par une compagnie minière vont s'ajouter les 140 employés de la grande surface. "Walmart, pour nous, c'est un peu la famille... Allez faire un tour en ville, vous verrez, il n'y a plus que des bâtiments vides et décrépits."

Ce n'est que l'une des 154 fermetures auxquelles Walmart procède aux Etats-Unis pour faire face à une concurrence accrue, à une croissance quasi nulle du chiffre d'affaires de ses magasins et à la progression constante des courses sur Internet. Pour les détracteurs de l'enseigne, c'est un amer retournement de l'histoire que de la voir se retirer de zones rurales telles que le comté de McDowell, dont elle a jadis tué les petits commerces.

En elles-mêmes, ces fermetures ne modifieront guère l'implantation

de Walmart sur le territoire américain : elles représentent moins de 1 % de la surface totale de vente du distributeur, qui de plus prévoit d'ouvrir des points de vente ailleurs. Mais la disparition du "supercentre" de Kimball est révélatrice de l'évolution du groupe – et de la consommation aux Etats-Unis en général. Ce n'est qu'un des nombreux soubresauts dont est victime le numéro un mondial de la vente au détail qui, après avoir longtemps dicté les nouvelles tendances de la consommation, se trouve aujourd'hui contraint de s'y adapter. Et cela met en évidence l'influence extraordinaire qu'a exercée Walmart, en cinquante-quatre ans d'existence, non seulement sur les habitudes de consommation aux Etats-Unis, mais aussi sur le tissu social de l'Amérique profonde.

**Guerre des prix.** Pour la première fois depuis 1980, le chiffre d'affaires du groupe a chuté au cours du dernier exercice. Quelque 140 millions de clients continuent chaque semaine de franchir les portes de ses points de vente, mais elle doit de plus en plus les partager avec ses concurrents. Selon le cabinet Conlumino, la part de la clientèle de Walmart fréquentant aussi les magasins à prix unique est passée de 51 % en 2010 à 70 % en 2015. Sur

la même période, ses clients achetant aussi sur Amazon sont passés de 43 % à 63 %. Walmart ne représente plus que 9,2 % des ventes au détail aux Etats-Unis, contre 9,9 % en 2009.

En périphérie des villes, l'entreprise cède aussi du terrain face à l'offensive d'Aldi, concurrent modeste mais en pleine croissance. L'enseigne allemande projette dans les années à venir d'ouvrir 600 magasins aux Etats-Unis [elle en détient pour l'heure 1 400], et elle grignote déjà les parts de la marque de distributeur Walmart sur certains produits, des crackers au beurre de cacahuète.

Chez Walmart, on suit de près la bonne fortune d'Aldi, assure Laura Kennedy, analyste au sein du cabinet Kantar Retail. C'est qu'Asda, la filiale britannique du géant américain, a elle-même été broyée par Aldi et son autre concurrent allemand Lidl – qui nourrit aussi des ambitions aux Etats-Unis. Même certains distributeurs plus haut de gamme comme Kroger ou Whole Foods, ont réussi à rapprocher leurs prix de ceux de Walmart via leur marque de distributeur.

**"Walmart, pour nous, c'est un peu la famille..."**

↳ Dessin de Luojie paru dans *China Daily*, Chine.

"Nous nous sommes concentrés l'année dernière sur l'amélioration de nos magasins, explique Greg Foran, directeur de Walmart pour les Etats-Unis. Cette année, nous allons travailler sur les prix, et ce sera notre priorité encore l'année prochaine, la suivante et celle d'après." Voilà qui réjouira les consommateurs. Mais cela constituera un casse-tête pour ses concurrents, et les investisseurs devront s'habituer à des marges plus faibles [dans ce secteur d'activité].

Si Walmart perd du terrain sur le marché traditionnel de la distribution, la plus grande menace vient toutefois d'Amazon. Car le groupe, qui a longtemps dû sa position dominante à sa capacité d'innovation, est critiqué pour avoir tardé à se lancer dans la vente en ligne. Aujourd'hui, il ne regarde pas à la dépense pour rattraper son retard. Comme Amazon, il teste la livraison par drones et a mis en œuvre un système de paiement mobile. Mais son objectif est en réalité d'intégrer magasins physiques et commerce en ligne afin de permettre à ses clients de faire leurs courses de manière plus efficace.

Pour l'heure, les clients, plutôt que d'avoir à trouver un créneau pour une livraison à domicile, préfèrent combiner commande en ligne et retrait en magasin [ce qu'on appelle en français le "drive"] ; Walmart espère que, une fois sur place, ils feront des achats supplémentaires. Il teste également une signalétique plus visible, en magasin, qui indique qu'une gamme plus large de produits est disponible en ligne. Le distributeur, dont l'offre ne cesse de s'étendre, propose certes 9 millions de produits sur Internet, mais on est loin d'Amazon, qui avec ses ventes directes et sa plateforme Marketplace rassemble des centaines de millions d'articles. Et c'est précisément la concurrence entre les vendeurs indépendants sur Amazon qui maintient les prix au plus bas.

Amazon a cependant encore des progrès à faire dans les produits frais, secteur où Walmart monte en puissance. L'alimentation représente 60 % de ses ventes, soit un net changement pour une enseigne à l'origine généraliste. Le groupe propose désormais des produits plus sains, frais et emballés, et s'est attelé au renforcement de ses gammes bio. Différentes idées sont testées dans ses magasins de Bentonville (Arkansas), berceau du groupe, comme le self-scanning,

qui permet au client de scanner lui-même ses produits au fur et à mesure de ses achats, ce qui permet d'éviter les longues attentes aux caisses.

Ces investissements, ainsi que les 2,7 milliards de dollars consacrés à la hausse des salaires et les 2 milliards affectés au commerce électronique, font partie d'une grande offensive lancée par le PDG, Doug McMillon, afin de mieux positionner Walmart pour l'avenir. Mais beaucoup se demandent si tout cela va assez vite. Pour Rajiv Lal, professeur spécialiste de la vente au détail à la Harvard Business School, "c'est encore trop lent. Ce genre d'évolution doit se faire à un rythme bien plus soutenu."

**"Shopping social".** De fait, pendant que Walmart affûte ses armes pour faire face à la concurrence d'Amazon, qui l'a éclipsé en termes de capitalisation boursière [en juillet dernier], d'autres menaces apparaissent déjà sur Internet. Les boutons "Acheter" sur les réseaux sociaux comme Pinterest et Facebook ne sont sans doute que le début du "shopping social". Google a lancé sa propre offensive dans le commerce en ligne, les utilisateurs de YouTube pouvant désormais cliquer dans les publicités pour faire des achats.

Or tout porte à croire que les dépenses de consommation ne vont pas progresser très vite. Si la croissance américaine apparaît comme un rayon de soleil dans une économie mondiale morose, l'expansion n'est pas très rapide et les classes moyennes sont sous pression. D'où la nécessité impérieuse, pour Walmart, de séduire une clientèle plus aisée grâce à des magasins plus agréables et une offre plus haut de gamme.

Pendant ce temps, dans les montagnes du comté de McDowell, les habitants doivent se faire à la nouvelle donne et rouler près d'une heure (plus longtemps quand il neige) pour s'approvisionner dans une grande surface. Par ici, nul ne sait vraiment comment se passer de Walmart. Créée en 1962 dans un comté guère plus peuplé que celui de McDowell aujourd'hui, l'enseigne fait en effet pleinement partie du paysage aux Etats-Unis. Elle doit désormais convaincre les investisseurs que sa stratégie se révélera payante. La chute de 15 % de son cours de Bourse, depuis un an, montre que ce n'est pas gagné.

—**Lindsay Whip**  
Publié le 6 avril

# OFFENBACH EN FÊTE

GRAND CONCERT RADIO CLASSIQUE

SAMEDI 18 JUIN  
À 16H ET 20H

AU THÉÂTRE  
DES CHAMPS-ÉLYSÉES

CONCERT EXCEPTIONNEL PRÉSENTÉ PAR  
OLIVIER BELLAMY ET ALAIN DUAUT  
AVEC L'ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE  
NICOLAS CHALVIN, DIRECTION  
AMÉLIE ROBINS, SOPRANO  
KARINE DESHAYES, MEZZO-SOPRANO  
BÉATRICE URIA MONZON, MEZZO-SOPRANO  
FLORIAN LACONI, TÉNOR  
FLORIAN SEMPEY, BARYTON

RÉSERVATIONS

01 49 52 50 50  
0 892 68 36 22 (0.40€/min)  
theatrechampselysees.fr  
fnac.com

RADIO  
CLASSIQUE

ENRIQUE MAZZOLA  
o-**rchestre**  
national d'île de france

fnac  
.com

Le Parisien

P A R I S  
PREMIÈRE

ÉDUCATION



# L'ère de l'étudiant consommateur (et payeur)

**Université.** De plus en plus d'étudiants choisissent des cursus payants dans des établissements privés, souvent en dehors de leur pays. Les campus internationaux se multiplient. Les arnaques aussi.



—The Economist Londres

De Bad Honnef et Milan

Certains de mes amis me trouvent snob", reconnaît Christopher Karp. Agé de 20 ans, il étudie la gestion de l'aviation à l'université internationale des sciences appliquées de Bad Honnef (IUBH), en Allemagne. Plutôt que de s'inscrire dans une université publique gratuite, comme ses amis, il a emprunté de l'argent à ses parents pour préparer un diplôme à l'IUBH. Il ne regrette rien : les cours comptent peu de participants ; les professeurs connaissent le secteur dans lequel il veut entrer, beaucoup travaillent pour la Lufthansa. Le fait que les vacances soient plus courtes qu'ailleurs ne le dérange même pas. "On donne beaucoup d'argent pour faire des études et on compte bien recevoir un bon enseignement", confie-t-il.

Dans le monde, un étudiant sur trois étudie dans le secteur privé, selon Daniel Levy, de l'université publique de New York. La

proportion n'est que d'un sur sept en Europe, mais les choses sont en train de changer. Selon le cabinet de consultants Parthenon-EY, les inscriptions dans le secteur privé ont augmenté plus rapidement que les inscriptions dans le secteur public entre 2011 et 2013. Elles ont connu une croissance de 22 % contre 14 % pour le secteur public en Turquie, de 13 % contre 7 % en Allemagne, de 3 % contre 1 % en France et de 6 % contre 0 en Espagne. En Grande-Bretagne, les étudiants fréquentant un "fournisseur alternatif" sont passés de 142 000 en 2009 à environ 200 000 actuellement.

**Pragmatisme.** Les bâtiments chargés d'histoire, la gratuité de la scolarité et la réglementation protégeaient le secteur public de la concurrence. Mais les choses commencent à évoluer. L'une des raisons à cela, c'est que les établissements privés, y compris ceux à but lucratif, séduisent de plus en plus des jeunes qui seraient peut-être entrés sur le marché

↳ Dessin de Belle Mellor paru dans The Times, Londres.

du travail directement après le lycée. Il y a beaucoup de gens qui ne s'adaptent pas à la vie universitaire : près de la moitié des Français qui entrent à l'université après le baccalauréat ne vont pas au-delà de la deuxième année. Ces jeunes commencent à "acheter autrement", assure Matthew Robb, de Parthenon-EY. Ils veulent des cursus qui débouchent clairement sur une carrière. Les universités privées attirent également les entreprises, ce qui dope encore leur croissance. L'IUBH propose un diplôme d'hôtellerie en alternance, payé par les hôtels, et même son diplôme standard comprend un stage de vingt-deux semaines. D'autres établissements ont conçu des MBA dans des secteurs comme le vin, ce qui les distingue de leurs concurrents plus traditionnels. "Nous ne pouvons pas rivaliser avec Harvard mais nous pouvons faire mieux que les chambres de commerce", déclare Bertrand Pivin, d'Apax, une société d'investissement propriétaire de l'Inseec, un groupe français d'écoles de commerce.

Enfin, les établissements privés séduisent les étudiants étrangers. Il y a 4,5 millions d'étudiants étrangers dans le monde, et ce chiffre devrait franchir les 7 à 8 millions d'ici à 2025. Le ministère des Affaires étrangères américain souhaite faire passer le nombre d'Américains étudiant à l'étranger de 300 000 à 600 000 d'ici à 2020. Les pays européens sont des destinations recherchées tant par les Européens que les autres. L'Istituto Marangoni, une école de stylisme de Milan, dont les locaux modernistes sont aussi chics que les boutiques qui l'entourent, va ouvrir cette année des établissements à Florence et Shenzhen, ils s'ajouteront à ceux de Paris, Londres et Shanghai. Les étudiants étrangers représentent 70 % des inscrits à Milan et les Chinois constituent le plus gros contingent. Beaucoup sont aisés : les frais de scolarité annuels vont de 13 600 euros pour un diplôme de niveau licence à 32 000 euros pour le cursus "fashion elite".

Certains Etats européens commencent à faire bon accueil aux établissements d'enseignement supérieur privés. L'Italie devrait commencer à reconnaître les diplômes de l'Istituto Marangoni cette année. La Grande-Bretagne

## Les pays européens sont des destinations recherchées par tous

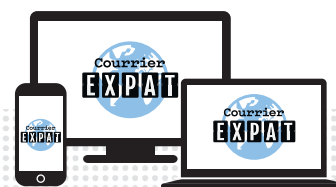
devoir préciser rapidement comment elle entend faire en sorte que les bons établissements prospèrent et que les mauvais disparaissent. L'Allemagne, qui a mis fin à une expérience de huit ans instaurant des frais de scolarité dans les universités publiques en 2014, est désormais plus ouverte à l'idée de voir des entrepreneurs investir le secteur, fait valoir Patrick Geus, qui enseigne à l'IUBH.

D'autres pays devraient suivre, car beaucoup vont devoir réduire leurs dépenses pour les universités. "La France est complètement fauchée", déclare M. Pivin. Cela devrait l'inciter à se décharger des coûts sur les étudiants, ce qui créera des perspectives pour les investisseurs non européens, poursuit-il. Les investisseurs brûlent d'ailleurs de se

diversifier depuis que plusieurs scandales ont terni la réputation du marché américain, selon Andrew Rosen, du groupe Kaplan. Certains établissements ont été accusés de recruter les étudiants sans vraiment tenir compte de leurs capacités ni de leur situation financière. Les cours d'une université fondée par Donald Trump consistaient, paraît-il, essentiellement à convaincre les étudiants de s'inscrire à d'autres cursus plus chers.

L'Europe a des leçons à tirer de la situation américaine. Les étudiants peuvent tirer avantage à être traités comme des consommateurs, mais il faut une réglementation. Les universités privées doivent faire preuve de transparence sur les critères d'admission et les perspectives d'emploi après obtention du diplôme. Les établissements défaillants doivent être fermés. Les étudiants européens regardent désormais au-delà des options traditionnelles quand ils décident de leur avenir. Les Etats devraient faire preuve de la même ouverture d'esprit.

Publié le 19 mars



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com/expat](http://courrierinternational.com/expat)



Destiné aux expatriés français et aux candidats à l'expatriation, **Courrier Expats** offre des informations puisées dans la presse internationale sur l'environnement professionnel et personnel des Français à l'étranger, sur le même modèle que *Courrier international*. Ces infos sont organisées sous quatre rubriques : business, éducation, santé et lifestyle. Nous nous concentrons sur seize destinations phares, sur les cinq continents. **Courrier Expats** allie informations, services et dimension communautaire. En devenant membres du Club **Courrier Expats**, vous avez accès à des conseils d'experts et à des guides par pays et par thèmes. Vous trouverez également sur notre site des blogs et des forums.

# 360



## MAGAZINE

Vies englouties • Tendances .....	58
Quand Mossoul était ottomane • Histoire .....	60
Le dessin fait ses classes • Culture.....	62

# NETFLIX, AMAZON & CO FONT LA LOI DES SÉRIES

**Les plateformes de streaming nous offrent la possibilité de visionner des séries d'un seul coup, et non plus épisode par épisode. Une révolution dans notre façon de regarder la télévision, qui bouleverse aussi la conception et la production de ces fictions.**

—The New York Times [extraits] New York





**SOURCE**

**THE NEW YORK TIMES**

*New York, Etats-Unis*  
 Quotidien, 1 160 000 ex.  
[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)

Avec 1 000 journalistes,  
 29 bureaux à l'étranger et plus

de 80 prix Pulitzer, c'est de loin le premier quotidien du pays – et le journal de référence, dans la mesure où les télévisions ne commencent à considérer qu'un sujet mérite une couverture

nationale que si le *New York Times* l'a traité. La famille Ochs, qui en 1896 est devenu propriétaire de ce quotidien de centre gauche, créé en 1851, en est toujours à la tête.

✓ *House of Cards* (Netflix)

Photo Netflix/Prod DB

J'étais en train de découvrir *Sense8* – une série extrême, magnifique, sur huit personnes qui vivent aux quatre coins du monde sans se connaître, mais dont les esprits sont connectés, ce qui leur permet de s'entraider et même, un jour, de partager une orgie virtuelle – quand je me suis demandé : mais qu'est-ce que je suis en train de regarder là ?

Non que la série me laissât dubitatif. Je me demandais plutôt comment définir cette histoire extralarge, maximaliste, avec une structure en treillis. Une minisérie ? Un mégafilm ? Ou, pour le formuler autrement : regarder Netflix, est-ce regarder la télévision ?

D'un côté, oui, bien sûr. A notre époque, où les journaux possèdent des studios de production audiovisuelle et où nous pouvons regarder *The Walking Dead* sur nos

téléphones, la télévision est devenue un club très ouvert. D'un autre côté, les séries en streaming – les séries originales que Netflix, Amazon & Co diffusent d'un coup, par saisons entières [Hulu les diffuse d'abord épisode par épisode ; à la fin de saison la série est accessible dans son intégralité] – débordent le cadre des séries télé telles que nous les connaissons. Elles sont en train de s'imposer comme un genre en soi, dont nous commençons seulement à saisir les conventions et l'esthétique.

A la télévision, traditionnellement, la structure du récit d'une série découle de la structure de diffusion. Pourquoi y a-t-il des *cliffhangers*, ces dénouements ouverts qui créent du suspense en fin d'épisode ? Pour que vous soyez devant votre poste la semaine suivante. Pourquoi les épisodes durent-ils une demi-heure ou une heure ? Parce que pour regarder une émission en temps réel il faut des horaires fixes prévisibles. Pourquoi les épisodes sont-ils articulés en plusieurs actes ? Pour laisser de la place aux publicités.

Plusieurs séries de la chaîne câblée HBO, débarrassées des pauses publicitaires et des restrictions de contenu [en vigueur sur les chaînes généralistes], ont été comparées aux romans-feuilletons de Dickens. De fait, regarder une série en streaming, c'est un peu comme lire un livre – la série arrive comme un tout que vous visionnez à votre rythme –, mais c'est aussi comme jouer à un jeu vidéo. Le *binge watching*, le fait de dévorer des épisodes les uns après les autres, implique que le spectateur s'immerge à son gré dans la série. Cela crée une dynamique que je qualifierais de "suction" : l'impression de passer sous l'emprise d'une drogue, de sombrer dans une fiction dont on laisse les vagues nous balayer pendant des heures. Il suffit de cliquer sur le choix par défaut : "Episode suivant" – c'est si facile. Le streaming peut aussi aller de pair avec une compétition. Vos → 56

**Lexique**

**STREAMING** — C'est la diffusion en "flux" (*stream*, en anglais) d'un programme, via un site Internet. Cela permet un visionnage en temps réel et en continu. Nul besoin de télécharger ou de stocker un fichier sur son ordinateur.

**VIDÉO À LA DEMANDE (VOD)** —

Elle offre la possibilité de choisir quand regarder un programme et sur quel support (écran de télévision, ordinateur, tablette, smartphone).

**"BINGE WATCHING"** — Pratique

qui consiste à visionner des vidéos jusqu'à plus soif. La formule est calquée sur l'expression anglaise *binge drinking*, qui fait référence à l'ingestion du maximum d'alcool en un minimum de temps.

**Les maîtres du jeu**

Voici les principales sociétés qui proposent des contenus originaux en streaming.

**NETFLIX, LA RÉFÉRENCE MONDIALE**

En 2015, selon une étude menée par l'institut GfK, 58 % des téléspectateurs américains ont recouru à un service de streaming ; 40 % ont utilisé Netflix. C'est dire à la fois l'essor pris par ce mode de visionnage et les parts de marché grignotées par la société de Reed Hastings, une ancienne plateforme de location de DVD. Depuis qu'elle s'est lancée dans la VOD sur abonnement en 2007, puis dans la production originale de séries en 2011, Netflix s'est imposée comme l'acteur incontournable du secteur. Elle est aujourd'hui implantée dans plus de 190 pays (soit quasiment le monde entier, Chine, Corée du Nord et Syrie exceptées). Elle annonçait 75 millions d'abonnés dans le monde à la fin 2015, dont 45 millions aux Etats-Unis – et sans doute pas loin de 1 million en France, même si elle n'a communiqué aucun chiffre sur le sujet. *House of Cards* et *Orange Is the New Black*, deux productions maison, comptent parmi les séries les plus populaires du moment.

**LES RIVAUX AMÉRICAINS**

Aux Etats-Unis, Netflix compte deux concurrents de moindre envergure : Amazon Vidéo, lancé en 2006 (et présent dans une poignée d'autres pays), et Hulu, soutenu par le groupe Disney, la 21st Century Fox et Comcast. Le premier ne communique aucun chiffre, le second revendiquait 9 millions d'abonnés en avril 2015, rapporte le site spécialisé **The Wrap**. Quant à HBO, la plus créative des chaînes câblées américaines, elle a lancé en avril 2015 l'application HBO Now (uniquement disponible aux Etats-Unis), qui permet de consulter ses programmes en VOD. Sur ses huit premiers mois d'existence, elle a réuni 8 millions d'abonnés, précise *The Wrap*.

**AILLEURS DANS LE MONDE**

Depuis quelques années, la résistance s'organise pour contrer Netflix, son catalogue et ses tarifs alléchants. En France, par exemple, Canal + a développé son service de streaming CanalPlay. En Afrique, **Quartz Africa** cite en exemple IrokoTV, une plateforme nigériane qui diffuse les productions de Nollywood. Soutenue financièrement par Canal + et la société suédoise Kinnevik AB, elle veut maintenant développer des contenus originaux et conquérir le continent africain.





↓ **Daredevil (Netflix).**  
Photo Patrick Harbron/Netflix

↘ **11.22.63 (Hulu).**  
Photo Warner Bros Ent.

↑ **Orange is the New Black (Netflix).** Photo Jessica Miglio/Netflix

← **Transparent (Amazon Video).** Photo Amazon Studios/Prod DB



55 ← amis postent des commentaires sur leurs avancées, heure par heure, sur les médias sociaux (“OMG #JessicaJones épisode 10 !! Mis réveil à 3 heures du mat pour regarder !”). Chaque épisode est comme un niveau à finir.

Une nouvelle relation s’installe avec le public. La télévision traditionnelle – que les spécialistes appellent la télévision “linéaire” – repose sur le postulat que le spectateur dispose de peu de temps et qu’il n’est disponible que pendant quelques précieuses heures avant d’aller se coucher. Les plateformes de streaming, elles, partent du principe qu’elles disposent de votre temps libre n’importe quand et n’importe où (trajets, vacances, week-end). C’est pourquoi elles programment des séries précisément aux moments où les chaînes de télévision ne le font pas. Elles lancent des nouveautés le vendredi (considéré aux Etats-Unis comme le “temps mort” de la télévision traditionnelle) et pendant les vacances.

Bien sûr, rien ne vous empêche de regarder une série en streaming plus lentement, mais l’expérience n’est plus la même. Débattre pour savoir s’il vaut mieux regarder une série d’un coup ou par étapes, c’est comme se demander s’il vaut mieux découvrir le Grand Canyon à pied ou en hélicoptère. L’expérience est de toute façon magnifique, mais différente. Dans un cas vous profitez de la finesse des détails, dans l’autre vous savourez l’immensité à perte de vue. De la même façon, quand vous regardez une série à un rythme hebdomadaire, le temps que vous passez loin de votre écran – à méditer sur l’épisode passé ou à anticiper sur le prochain, ou simplement le temps que vous passez à vieillir – fait partie du programme. *Breaking Bad*, par exemple, raconte l’histoire de la chute, ou de l’ascension, d’un homme qui a quitté une vie ordinaire pour une existence de délinquant [il fabrique et vend de la méthamphétamine pour subvenir aux besoins de sa famille]. Dans le temps de la fiction, l’histoire dure environ deux ans. Sa diffusion sur la chaîne câblée AMC a été étalée sur plus de cinq ans. Et ceux qui ont enchaîné les saisons chez eux – comme c’est le cas de beaucoup de fans de la dernière heure – l’ont vue en une à trois semaines peut-être.

Les téléspectateurs d’AMC ont assisté au changement de Walter White au ralenti : petit à petit, il est devenu mauvais, de plus en plus mauvais, d’une façon qui soulignait sa lente glissade sur la pente de la compromission morale. Les *bingers* l’ont vu changer en accéléré, d’une façon qui laissait penser que sa tendance à l’arrogance et au mal était en lui dès le départ. Aucune de ces deux perceptions n’est fautive. En réalité, les deux idées sont soigneusement intégrées dans la série. Mais la manière de regarder modifie l’histoire que l’on regarde.

Les responsables des programmes en streaming savent pertinemment comment fonctionne l’effet de “suction”.

## A l’origine

### LES DONNÉES DU SUCCÈS

En 2013, Amazon et Netflix sortent deux séries qui ont beaucoup en commun : elles suivent les aventures d’un sénateur américain, mettent en vedette une icône du grand écran (John Goodman pour la première, Kevin Spacey pour la seconde) et, surtout, ce sont des créations fondées sur l’analyse de données. Alors pourquoi l’une, *Alpha House*, n’a-t-elle connu qu’une seule saison, tandis que l’autre, *House of Cards*, est devenue un énorme succès ? C’est la méthode qui a fait la différence, expliquait en janvier le chercheur munichois Sebastian Wernicke lors d’une conférence TED à Cambridge, suivie par le journal britannique **The Observer**. Après avoir évalué une poignée de pitches, Amazon en a retenu huit pour lesquels un pilote a été produit. Ces épisodes ont été mis gratuitement à disposition du public. Puis Amazon

Selon les données de Netflix, la plupart des personnes qui regardent des séries en streaming attendent le troisième ou le quatrième épisode pour décider si elles iront jusqu’au bout de la saison – autrement dit, les services de streaming peuvent compter sur plus de patience de la part du spectateur que les chaînes de télévision, qui partent du principe que le pilote est décisif. Pour le responsable en chef des contenus de Netflix, Ted Sarandos, c’est de fait la première saison tout entière qui fait figure de pilote, et non le premier épisode. Conséquence : les premiers épisodes des séries Netflix visent moins à vous saisir qu’à vous laisser pénétrer dans l’histoire. Le premier épisode de *Narcos*, une série sur les cartels de la drogue [lancée en août 2015], est ainsi un brin lourdingue, une sorte d’introduction lestée de commentaires en voix off : c’est moins un pilote qu’un avant-propos.

Cette approche a ses avantages. Avec quelques heures à disposition pour emporter l’adhésion, pas besoin de surcharger le premier épisode pour en mettre plein les yeux, ni de “répéter le pilote”, une pratique pénible de la télévision qui consiste à intégrer des histoires répétitives au cours des premiers épisodes pour repêcher les retardataires. Maintenant, on peut multiplier les informations et faire confiance au spectateur pour ne pas les oublier. Et *Orange Is the New Black* [une autre production Netflix] peut se risquer à développer les histoires de dizaines de personnages en l’espace de trois saisons à peine.

Mais toute médaille a son revers. Les séries télé traditionnelles, qui continuent de tourner des épisodes alors que

a analysé les données : combien de personnes ont regardé chaque épisode, combien ont abandonné, quelles parties elles ont zappé... L’entreprise en a tiré la recette entière du sitcom. Au même moment, Netflix cherchait elle aussi de nouvelles idées. L’entreprise a puisé dans les données qu’elle avait déjà concernant ce que le public aimait, mais elle a fait confiance aux scénaristes pour concocter leur propre recette. Pour Sebastian Wernicke, qui travaille dans le domaine de la programmation génétique, c’est précisément ce qui a fonctionné : sélectionner des données, les analyser et en tirer des informations pertinentes. Mais surtout pas les utiliser tout au long du processus de décision : “Il y a un autre outil à mettre en œuvre : le cerveau. Surtout si c’est celui d’un expert !” C’est là que Netflix a fait la différence.



la saison est en cours de diffusion, peuvent rectifier le tir en cours de route quand l’audience chute ou que le public n’aime pas un nouveau personnage. L’essor des forums en ligne de fans et des médias sociaux a d’ailleurs intensifié le dialogue (cf. la dissection de chaque épisode de *Lost* lors de sa diffusion). Tout cela permet d’améliorer une série, ou incite la production à se plier aux caprices du public, mais au moins c’est un outil. Un outil dont les séries en streaming ne disposent plus, chaque saison arrivant en bloc.

Ce dont dispose Netflix, c’est d’une montagne de données sur ce que les gens ont apprécié. Ils sont nombreux à regarder des séries d’aventures ? Donnez-leur *Marco Polo*. Ils aiment les sagas sur la drogue comme *Breaking Bad* ? Offrez-leur *Narcos*. C’est sans doute excellent pour les affaires, mais cela n’encourage guère les grands sauts dans l’inconnu. C’est peut-être l’une des raisons pour lesquelles les services de streaming n’ont pas encore créé de vraie grande série dramatique (*Orange Is the New Black* et le génial *Transparent* sont au moins en partie comiques). Ce sont souvent leurs comédies, comme *Master of None*, *Unbreakable Kimmy Schmidt*, *BoJack Horseman* et *Catastrophe*, qui ont remporté le plus de succès l’année dernière sur les différentes plateformes.



← *The Man in the High Castle*  
(Amazon Video) Photo Amazon Studios

↓ *Master of None* (Netflix)  
Photo K. C. Bailey/Netflix



## On en parle

### LA CARTE DE LA FRANCHISE

Netflix voit grand. Un indice de plus en a été fourni, en 2013 avec le lancement d'une franchise Marvel, selon un système de production jusqu'alors exclusif au cinéma. Le site **Quartz** compare ce partenariat à "l'alliance de deux titans hollywoodiens", faisant référence à la façon dont Marvel et Netflix ont su, chacun à sa façon, "révolutionner en quelques années le paysage du divertissement". De la même façon que Marvel Studios multiplie les films consacrés à des justiciers de Marvel Comics (Iron Man, Thor, Captain America...), la plateforme a entrepris de décliner en séries pour adultes les aventures d'autres super-héros Marvel : Daredevil et Jessica Jones ont vu le jour en 2015, Luke Cage doit pointer le bout de son nez en 2016, suivi en 2017 par Iron Fist. Les uns peuvent à l'occasion faire irruption dans la série des autres, en attendant d'être tous réunis dans une cinquième série, baptisée *The Defenders* – l'équivalent télévisuel des *Avengers* au cinéma.

## A découvrir

### TROIS SÉRIES ATTENDUES EN 2016

**CASUAL** (Hulu) — "Hulu a enfin une série qui tient en haleine", a titré **The Washington Post** après la diffusion de la première saison, en 2015.

Cette comédie produite par Jason Reitman, sur une divorcée obligée de cohabiter avec son frère, repartira pour une nouvelle saison le 7 juin.

**THE CROWN** (Netflix) — Cette série consacrée au règne d'Elisabeth II est très attendue outre-Manche. Réalisée par Peter Morgan, elle sera "la série la plus chère jamais produite par Netflix", précise le quotidien britannique **The Daily Telegraph**. La date de diffusion n'est pas encore connue.

**THE MAN IN THE HIGH CASTLE** (Amazon Video) — Les nazis ont remporté la Seconde Guerre mondiale et occupent les Etats-Unis. La première saison de cette série, adaptée du *Maître du haut château*, le roman de Philip K. Dick, a été diffusée en 2015 – le plus gros succès d'Amazon à ce jour, selon **The Wrap**. Une deuxième saison est attendue pour la fin de l'année.

## Festival

### SÉRIES MANIA, SAISON 7

Pour la septième année consécutive, le Forum des images, à Paris, organise son festival *Séries Mania*. Rendez-vous incontournable de tous les amateurs de séries télévisées, cette manifestation offre l'occasion de découvrir, parfois en avant-première française ou internationale, des séries du monde entier, mais aussi de rencontrer *showrunners*, scénaristes, acteurs et producteurs. Un jury présidé par David Chase, le créateur des *Sopranos*, remettra un grand prix du jury et un prix du scénario, choisis parmi une sélection de huit séries présentées en exclusivité. *Séries Mania*, du 15 au 24 avril au Forum des images (Forum des Halles, 75001 Paris). Plus d'infos sur [series-mania.fr](http://series-mania.fr)



**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com/ecrans](http://courrierinternational.com/ecrans)

Que faut-il savoir de *11.12.63*, la série de Hulu sur l'assassinat de Kennedy, adaptée du roman de Stephen King, avec James Franco en tête d'affiche ? Comment la dernière saison de *House of Cards*, la série politique de Netflix, a-t-elle été accueillie par la presse américaine ? Les réponses à toutes ces questions sont sur notre nouvelle chaîne thématique : **Écrans**. Elle suit l'actualité du cinéma, des séries télévisées et des jeux vidéo, à travers une sélection d'articles, de revues de presse internationale et d'extraits vidéo.

Le même décalage a été observé à chaque nouvelle forme de télévision. *I Love Lucy* est arrivé des dizaines d'années avant *Hill Street Blues* [sur les chaînes généralistes], *The Larry Sanders Show* avant *Les Soprano* [sur la chaîne câblée HBO]. La comédie est un genre adaptable – elle est facilement passée de la radio à la télé – et la plupart des meilleures comédies en streaming sont semblables aux séries des chaînes de télévision. Les quelques menues modifications apportées au format restent simples et intuitives. *Master of None*, par exemple, est aussi bien faite pour qu'on s'en gave que pour être picorée. Les séries dramatiques, de leur côté, sont peut-être celles que le *binge watching* modifie le plus – ce qui signifie que leurs créateurs ont encore beaucoup à apprendre sur la façon de les faire, et le public sur la façon de les regarder.

Pour l'heure, le streaming a donné vie à un certain type de fiction dramatique chargée en intrigues, de qualité mais pas révolutionnaire. Une fois que l'on a accepté que *House of Cards* n'est pas le nouveau *The Wire*, mais une sorte de dessin animé politique sur un méchant Charlie le coq, avec de vrais acteurs, c'est très bien – un invité du Sud [Franck Underwood, le personnage principal, est un élu de Caroline du Sud] vous tient agréablement compagnie sur votre iPad pendant que vous pliez le linge.

Le critique Alan Sepinwall disait récemment que les séries en streaming devaient réapprendre l'art télévisuel de créer des épisodes bien conçus qui s'intègrent au sein du grand arc narratif de la série. "Une série télé, écrit-il, n'a pas à être un roman." Les séries dramatiques en streaming ne sont pas des romans. Mais ce ne sont pas non plus que

des séries télé, telles que nous les connaissons, qui seraient diffusées par un autre canal. Et elles n'atteindront pas leur plein potentiel en se contentant d'imiter ce qui existe déjà.

Les premiers jours de la télévision nous ont certes donné de grandes séries comme *Playhouse 90*, qui, fondamentalement, était du théâtre filmé [ce programme des années 1950, dont les épisodes racontaient chacun une histoire indépendante, avait pour particularité d'être diffusé en direct]. Mais ce média n'est devenu un média à part entière que quand il a appris à se servir de ce qui le rendait unique : la

possibilité de raconter une histoire sur plusieurs semaines. De même, le streaming doit apprendre à mieux se servir de son format XL au lieu de lutter contre. Il a le potentiel et même toutes les chances de son côté pour créer un genre narratif entièrement nouveau : un genre qui mélangerait des éléments de la télévision, du cinéma et du roman, mais qui s'en différencierait. Et il nous faudra à tous du temps pour maîtriser ce genre nouveau.

— James Poniewozik

Publié le 16 décembre 2015

# RAOUL RUIZ

# 8 FILMS RARES

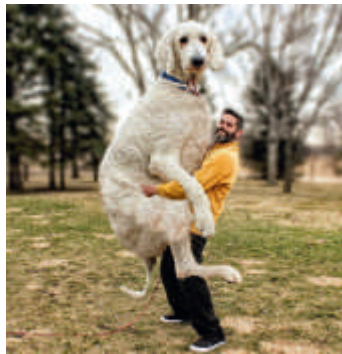
NOUVELLE RESTAURATION 2K  
COFFRET 5 DVD  
+ LIVRET 12 PAGES

Coffret DVD en vente dans les magasins spécialisés et sur boutique.ina.fr

# tendances.



## SUR LES RÉSEAUX



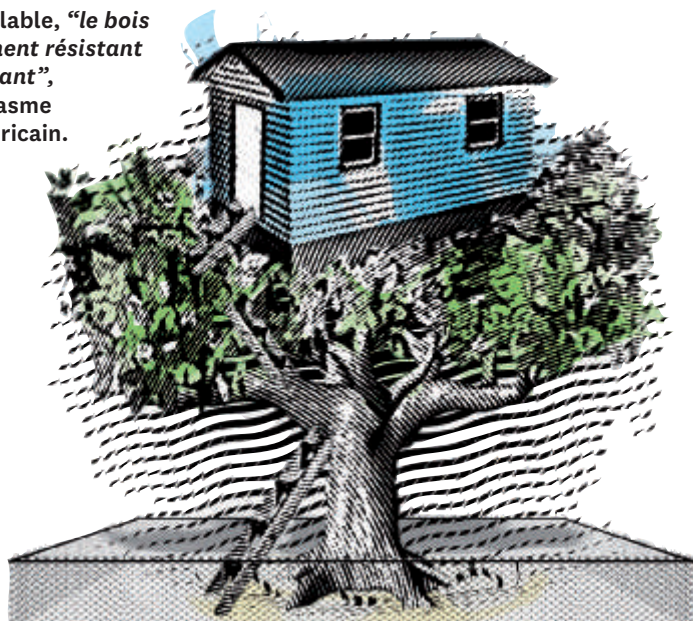
@christophercline

## Attention chien géant

**N**ous vivons dans un monde où je peux gagner ma vie en prenant des photos de mon chien.” **The Star Tribune**, journal de Minneapolis, a rencontré Christopher Cline, dont le compte Instagram affiche plus de 80 000 inscrits. Chaque jour, ce graphiste poste des clichés retouchés sur lesquels son animal, Juji, semble mesurer 2 mètres de haut. Il vit désormais de ce drôle de travail : pour 50 dollars (environ 45 euros), n’importe quel internaute peut lui commander un portrait avec son propre animal de compagnie plus grand que nature. “Pour le moment, c’est un job de rêve”, résume Christopher Cline.

## Pur comme du bois

**SUÈDE** — Les fenêtres, façades et panneaux solaires du futur pourraient bien être taillés dans du bois. “Des chercheurs du KTH Royal Institute of Technology de Stockholm ont développé un bois transparent qui pourrait être produit massivement”, relate **Science Daily**. Ils ont réussi à extraire la lignine – composante organique qui donne sa coloration au bois – pour rendre le matériau blanc. Et, “quelques opérations à l’échelle du nanomètre plus tard, explique l’équipe, le bois devient transparent”. Bon marché et renouvelable, “le bois est également résistant et très isolant”, s’enthousiasme le site américain.



DESSIN D'AGUILAR, ESPAGNE



## Steak participatif

**SUISSE** — Acheter en ligne des morceaux d’un bœuf qui ne sera abattu qu’une fois la totalité de sa viande vendue, c’est le principe du **crowdbutchering**. “Pour chaque animal commercialisé par [la start-up] **Happymeat**, une barre de progression indique le pourcentage encore disponible, afin de promouvoir une consommation de viande consciente en évitant l’abattage abusif et le gaspillage”, détaille **Le Temps**. Entrecôte, rumsteck, morceaux à bouillir ou à émincer : la viande est vendue par lots, “histoire d’inciter les ménages à réapprendre à cuisiner tous les morceaux”, explique la boucherie start-up. Les bêtes proviennent d’exploitations bio et locales, toutes ouvertes aux visites pour encourager un dialogue et une relation “équitable entre producteur et consommateur”, précise le quotidien.

DESSIN KOPELITSKY, ÉTATS-UNIS



## EN PROJET



MAD ARCHITECTS

## Chine. Estampes architecturales

**D**es immeubles modernes qui se fondent dans les collines et prennent des allures d’estampes anciennes : le village de Huangshan, dessiné par la société chinoise MAD, brouille intentionnellement les frontières entre la géométrie de l’architecture et les formes de la nature. Ce projet résidentiel, en construction dans la province d’Anhui, dans le centre du pays,

applique les principes de la “ville Shanshui” : un idéal d’environnement urbain qui, comme le fait valoir le manifeste de MAD, “rassemble le confort de la ville moderne et les affinités orientales traditionnelles pour le monde naturel”. Pour le magazine **Wired**, “l’utilisation de matériaux de construction locaux et l’incorporation de nombreuses plantes augmentent encore cette proximité avec la nature”.



BIANCOSHOCK

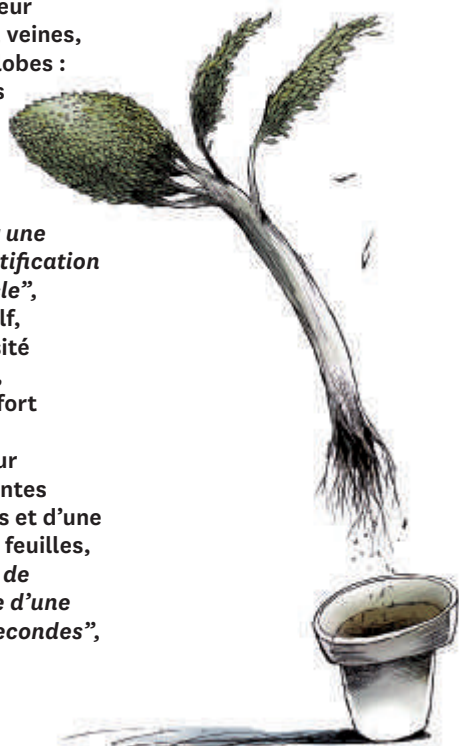


## Vies englouties

**PHOTO** “Décorer les bouches d’égout des zones abandonnées de Milan et les transformer en appartements miniatures pour représenter la condition de ceux qui vivent en marge de la société, c’est l’idée qu’a eue l’Italien Biancoshock”, rapporte le quotidien **La Repubblica**. La série, au nom évocateur de *Borderlife*, s’est inspirée du sort de plus de 600 personnes réduites à vivre dans les canalisations souterraines de Bucarest, explique l’artiste. “Si certains problèmes ne peuvent être évités, autant les rendre confortables”, ironise Biancoshock sur son site.

## Ordinateur botaniste

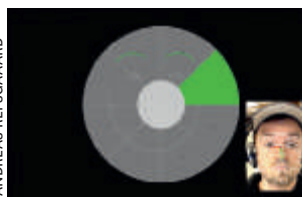
**ÉTATS-UNIS**— Identifier l’espèce d’une feuille d’arbre n’est pas chose aisée, même pour le meilleur des botanistes. Nervures, veines, dessins des dents ou des lobes : des milliers de différences infimes distinguent une feuille d’une autre. “Incapables de retenir tous ces détails, les botanistes s’appuient sur une méthode manuelle d’identification mise au point au XIX<sup>e</sup> siècle”, explique **Wired**. Peter Wilf, paléobotaniste à l’université publique de Pennsylvanie, a élaboré un logiciel plus fort que l’œil humain. À l’aide de points rouges placés sur les caractéristiques saillantes de la feuille, d’algorithmes et d’une base de données de 7 500 feuilles, “l’ordinateur est capable de déterminer la provenance d’une feuille en quelques millisecondes”, rapporte le magazine.



DESSIN DE BÓLIGAN, MEXIQUE

## La musique dans les yeux

**DANEMARK**— Sans les mains ou une bonne motricité, pas facile de faire de la musique, même avec les logiciels modernes. Un designer danois a décidé de changer cela en créant **EyeConductor**, “une application de reconnaissance faciale qui traduit les mouvements du visage en notes de musique”, explique **The Creators Projects**. Lycéen, Andreas Refsgaard s’occupait d’un jeune homme atteint de dystrophie musculaire. “Difficile de l’aider à exprimer sa créativité... Cela n’avait pas de sens de jouer d’un instrument pour lui”, se souvient-il. Avec **EyeConductor**, lignes de percussion et mélodies se jouent au rythme des paupières. Besoin de monter d’une octave, envie d’un silence ou d’un effet ? Il suffit de lever les sourcils ou d’ouvrir la bouche.



ANDREAS REFSGAARD

## ILS DESSINENT LE FUTUR

**ANOOP JAIN**, 29 ans (Inde), créateur de l’ONG Sanitation and Health Rights in India

## Toilettes saines

**E**n Inde, 600 millions de personnes font leurs besoins à l’air libre et 100 millions ont un accès limité à l’eau potable. Ces réalités, les maladies et la mortalité qu’elles engendrent, Anoop Jain les a découvertes il y a six ans. Alors étudiant en ingénierie environnementale aux États-Unis, il fonde la Sanitation and Health Rights in India (SHRI) pour installer des toilettes dans les campagnes indiennes. Il n’est pas le premier, mais “le

⌘ système qu’il conçoit permet à la fois d’installer des sanitaires, de financer leur entretien et de fournir de l’eau potable”, relate **Techcrunch**. En 2014, une bourse de 30 000 dollars et quelques donations en poche, SHRI installe ses 16 premières cuvettes. Afin d’encourager leur usage, on en propose l’accès gratuitement. “Les excréments sont collectés et transformés en énergie pour alimenter un système de purification d’eau”, détaille le site américain. L’eau potable est ensuite revendue aux populations locales à un prix modique qui permet de maintenir l’infrastructure. Aujourd’hui, les dizaines de toilettes installées par l’ONG purifient plus de 20 000 litres d’eau chaque semaine. A 29 ans, Anoop Jain a un objectif : développer son projet à grande échelle en obtenant le soutien du gouvernement indien qui a promis d’engager 30 milliards de dollars pour équiper le pays de sanitaires avant 2020.



Retrouvez chaque semaine la chronique

**Courrier d’ailleurs**

sur OÛI FM

Jeudi à 10 h et samedi à 17 h avec

**Courrier international**



histoire. 

# Quand Mossoul était ottomane

**XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle—Moyen-Orient**

Alors que l'armée irakienne a entrepris la reconquête de Mossoul, tombée aux mains de Daech en juin 2014, la presse turque revisite à sa façon l'histoire de la ville.

➤ Depuis Mossoul, vue sur le Tigre et le site de l'ancienne Ninive. Photo Underwood And Underwood/National Geographic Creative/Corbis

—Sabah (extraits) Istanbul

S'étalant dans le fertile bassin mésopotamien [dans le nord de l'actuel Irak, non loin de la Turquie], Mossoul a été bâtie sur le site de Ninive, l'ancienne capitale assyrienne. Après que la région a été conquise par les musulmans, au temps du calife Omar [584-644], elle est toujours restée sous domination musulmane. Conquise par le sultan Selim Ier au XVI<sup>e</sup> siècle, la cité a été ottomane pendant quatre siècles.

C'est sous terre que réside la véritable richesse de Mossoul. En 1888, on a commencé à extraire du pétrole dans la région. Le sultan ottoman Abdülhamid II [1876-1909] a alors acheté le champ pétrolifère pour le mettre à son nom. En 1904, il a vendu à l'Allemagne la concession pour l'exploration pétrolière – à l'époque, la voie ferrée Berlin-Bagdad traversait le bassin. La transaction s'accordait avec la politique d'équilibre entre les grandes puissances que promouvait alors l'Empire ottoman. Mais la Grande-Bretagne n'a pas reconnu la concession. En 1907, elle est parvenue à un accord avec l'Allemagne, qui a sonné le glas de la politique du sultan. Abdülhamid a perdu son trône en 1909. Le nouveau pouvoir turc a confisqué ses biens et, en 1914, a confié la concession pétrolière du bassin de Mossoul à la Turkish Petroleum Company, un consortium à capitaux britanniques, néerlandais et allemands. La société, créée en 1912 [pour tenter de contenir les appétits américains], n'avait de turc que le nom.

Lors de la Première Guerre mondiale, Mossoul a été la dernière ville dont se sont retirées les forces ottomanes. Le 3 novembre 1918, l'armée britannique y a fait son entrée. Achetant avec l'argent de la compagnie pétrolière la complaisance de la France puis des Etats-Unis, en 1920 et en 1928, la Grande-Bretagne a déclaré sa souveraineté sur la région.

En 1921, le royaume d'Irak a été fondé, avec à sa tête Fayçal 1<sup>er</sup>. Cet Etat est resté sous protectorat britannique pendant vingt-cinq ans, et Mossoul en faisait partie. Mais en 1922-23, lors des négociations de paix de Lausanne [qui devaient poser les frontières de la Turquie actuelle, l'Empire ottoman ayant été défait par



les Alliés], la ville est devenue une pierre d'achoppement. Le gouvernement turc ne voulait pas renoncer à Mossoul. Mustafa Kemal Atatürk [président de la Turquie de 1923 à 1938] a ainsi déclaré : "Mossoul est importante pour nous. Elle recèle des réserves pétrolières qui font sa richesse." Des unités turco-kurdes ont été envoyées dans la région. La chute de Mossoul était imminente quand le gouvernement turc les a rappelées.

**Volte-face.** Londres et Ankara ont tenté de résoudre le conflit par la négociation. Sans succès. La question a alors été inscrite à l'ordre du jour de la Société des nations [ancêtre de l'ONU]. De nouvelles discussions ont débuté en septembre 1924 à Genève. Les diplomates turcs ont proposé un référendum, une idée rejetée par la Grande-Bretagne, qui a invoqué le retard culturel de la population locale. En réalité, elle redoutait un résultat défavorable.

Pendant ce temps, sur le terrain, le conflit armé entre Turcs et Britanniques a été relancé. Londres a lancé un ultimatum à Ankara, exigeant le retrait des forces turques de la région. Le gouvernement turc s'en est remis à la Société des nations pour l'établissement d'une frontière provisoire. Mais en septembre 1925, une commission de la Société des nations a rédigé un rapport préconisant le maintien de Mossoul au sein du royaume d'Irak, toujours sous mandat britannique. Le retrait de la délégation turque des discussions n'a pas empêché l'adoption du rapport. Ankara a alors fait volte-face. Il a reconnu le document. "Le peuple turc en a assez de la guerre", a affirmé Kemal Atatürk devant des journalistes. "Faut-il vraiment ouvrir les hostilités pour Mossoul ?" La frontière turco-irakienne

contemporaine a été fixée par l'accord d'Ankara, conclu le 5 juin 1926. Mossoul était cédée à la Grande-Bretagne, à condition que la puissance européenne reverse, durant vingt-cinq ans, 10 % des recettes pétrolières à la Turquie. Cet engagement a fait long feu. Et après le coup d'Etat militaire de 1958 en Irak, le gouvernement turc a définitivement perdu tout espoir de voir reprendre les versements.

—Ekrem Bugra Ekinci  
Publié le 15 janvier

## SOURCE

### SABAH

Istanbul

Quotidienne, 320 000 ex.

www.sabah.com.tr

Le quotidien Sabah (Le Matin), fondé en 1985, est aujourd'hui la propriété du Holding Calik, très proche de l'AKP, le parti au pouvoir. Il défend la politique du président Erdogan de façon systématique, y compris sur les terrains irakien et syrien.

## En bref

### LA CAPITALE DE LA MOUSSELINE

Située au carrefour des caravanes entre la Syrie et la Perse, Mossoul est très tôt devenue une cité commerçante, célèbre pour son marbre mais aussi ses fins tissus de coton. Selon certaines sources, le nom mousseline dériverait d'ailleurs du nom de la ville.

### DANS L'ACTU

Les combats pourraient durer des semaines, voire des mois. En mars 2016, l'armée irakienne s'est lancée à la reconquête de Mossoul.

La deuxième ville du pays, peuplée de 1 million d'habitants, est depuis juin 2014 sous la coupe de Daech. L'organisation djihadiste en a fait la capitale économique de son califat (Raqqa, en Syrie, étant la capitale politique).

# SÉLECTION

RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE COURRIER INTERNATIONAL



## TIGRE BOCK, UN RETOUR RUGISSANT !

Kronenbourg a puisé dans son histoire pour réinventer Tigre Bock, une « nouveauté » venue du passé. Il s'agit en effet de la réédition d'une marque née en 1922 qui deviendra Kronenbourg en 1947. Aujourd'hui, cette bière pression, remise au goût du jour, offre le caractère affirmé d'une bière moelleuse et franche. Parée de reflets

fauves, riche en arômes maltés et fruités accompagnés de notes de malt et de houblon boisé, bien équilibrée, elle est à découvrir à la pression dans les cafés, hôtels, restaurants et en grande distribution.



## KIT DE DIGNITÉ POUR AIDER LES RÉFUGIÉS

Aujourd'hui dans le monde, 60 millions d'êtres humains ont dû fuir leur foyer. Avant d'être des réfugiés, des

déplacés ou des migrants, ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui ont tout perdu. Parce que la dignité est la seule chose qu'il leur reste, l'ONG SOLIDARITÉS INTERNATIONAL distribue des kits de dignité composés de savon, shampoing, serviettes hygiéniques, brosse à dents, dentifrice...  
Composez votre kit à partir de 7€ sur [kitdignite.org](http://kitdignite.org)



## LG L'INNOVATION DE CE DÉBUT D'ANNÉE

Avec son design élégant, intégralement métallique à batterie amovible, le LG G5 dispose d'un double capteur caméra : un objectif standard et grand angle de 135° pour des clichés panoramiques. Son design novateur de type modulaire offre un écosystème complet, pour une expérience mobile révolutionnaire. Modules Caméra, Hi-Fi par B&O, ou accessoires tels que le casque VR360, Caméra 360 ou Rolling Bot, LG offre un concept LG G5 & Friends inédit sur le marché.



## « T'ES SOURD OU QUOI ? »

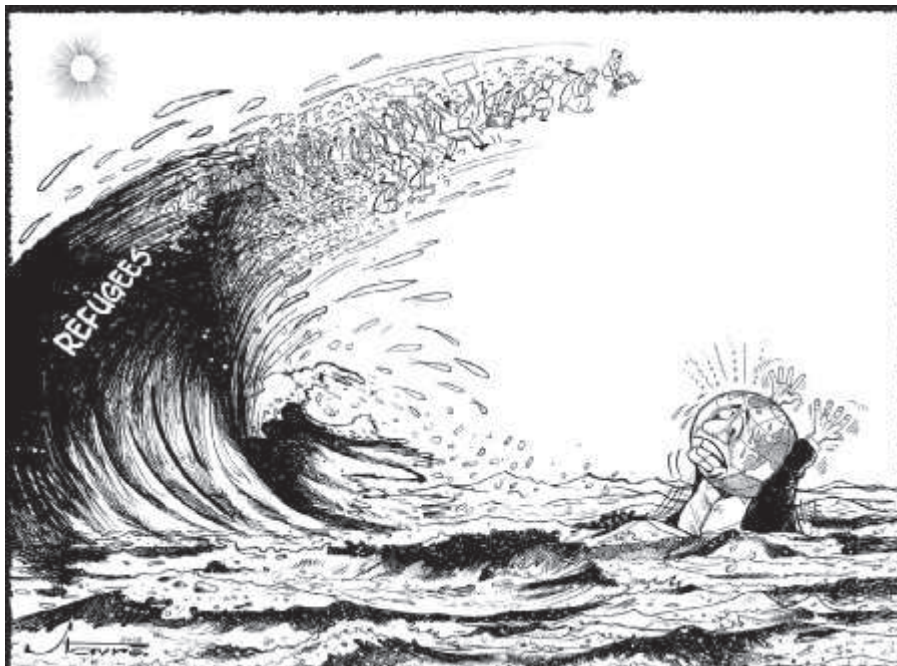
Même si aujourd'hui il le vit sans complexe et avec humour, Jacques Bardin n'a pas toujours été à l'aise avec une surdité profonde diagnostiquée dès l'enfance. Son témoignage évoque difficultés de l'adolescence, malentendus et complications du quotidien. Mais la bonne humeur et la joie dominent dans ce récit de vie. Le handicap n'empêche ni les brillantes études ni un métier aux anecdotes cocasses. Sur mes deux oreilles, ou le désir de vivre comme tout le monde.

Commande sur internet : Editions Les Impliqués ou Editions l'Harmattan

cartoons. 

## Le dessin fait ses classes

*Courrier international* a donné carte blanche à des collégiens de la banlieue parisienne pour sélectionner des dessins du monde entier autour du thème des migrants. Le jeudi 24 mars, une classe de troisième du collège Iqbal-Masih, de la Plaine Saint-Denis (93), a accueilli les journalistes de *Courrier international*, avec lesquels ils ont réalisé ce travail. Les élèves, invités à assister à une conférence de rédaction dans les locaux de l'hebdomadaire, ont rédigé eux-mêmes les titres et les légendes pour expliquer leurs choix.



← “La vague de réfugiés”  
Panique devant la déferlante de réfugiés : la goutte d'eau qui fait déborder l'Europe. Le monde a peur d'être noyé sous un flot de réfugiés qui fuient la mort et qui cherchent seulement un foyer pour retrouver des conditions d'existence humaines  
**(Océane et Kaloina)**

Dessin de **Stavro**,  
Liban.



→ “Les Etats-Unis face aux Mexicains” Sur le dessin on peut apercevoir un migrant mexicain qui veut entrer aux Etats-Unis. C'est un dessin humoristique où le “petit Mexicain” fait peur au “géant américain”  
**(Abdel-Ali, Keltoma, Sarah, Suzanna)**

Dessin de **Boligan**,  
Mexique.

→ “Une longue errance”  
Rejetés par tous, les Rohingyas, une minorité musulmane de Birmanie, sont chassés à coups de pied par les pays voisins. La religion n'est que secondaire : nous sommes avant tout des humains.  
**(Stiphen, Ibrahim, Derick et Martine)**

Dessin de **Stephff**,  
Thaïlande.



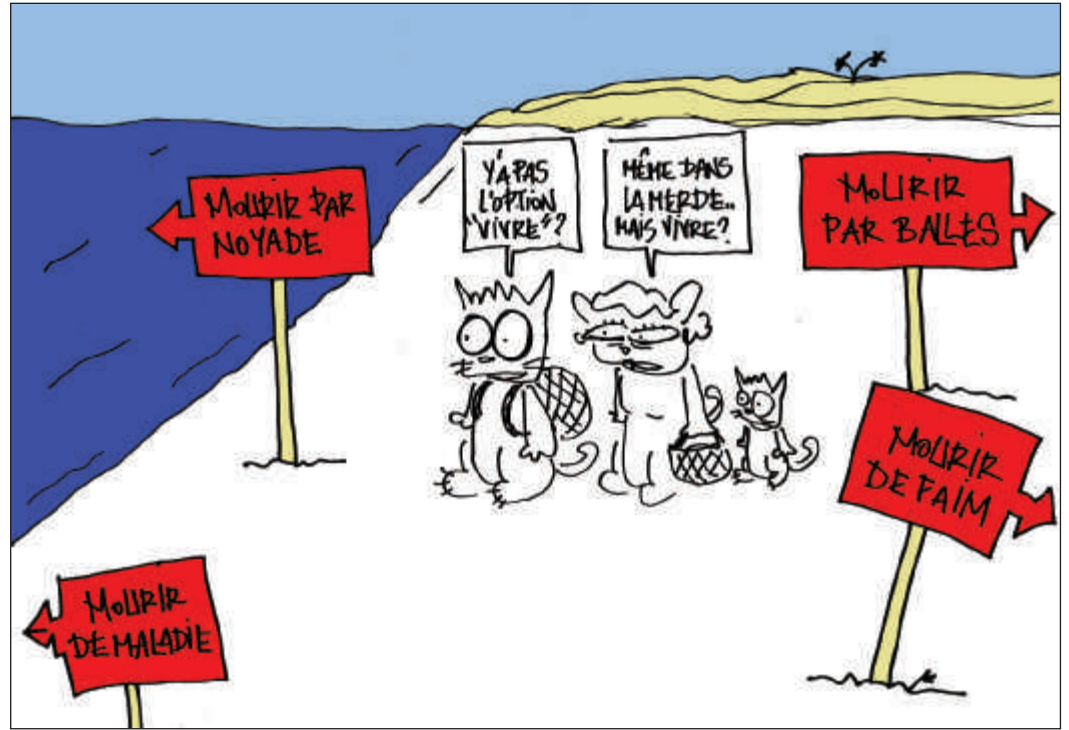
← “Une seule route, deux destins” Alors que les migrants partent vers le Nord en quête d’une vie meilleure, les Européens partent en vacances dans le Sud à la recherche du soleil qu’ils n’ont pas chez eux. Les deux groupes empruntent la même route mais ne se croisent pourtant pas. Si ce cartoon utilise l’humour, c’est pour mieux confronter le lecteur européen à ses responsabilités. **(Salymatan, Norhel et Annie)**

Dessin de **Kroll**, Belgique



→ “Juste vivre”. Ici, une famille de migrants n’a pas d’autre choix que de fuir son pays. Le dessin dénonce le fait qu’ils sont rejetés de partout, et que leur destin semble être de mourir. Alors qu’ils ne demandent qu’à vivre. Vivre en paix. Même dans de mauvaises conditions. **(Alice, Mafoudia, Lucie et Brahim, élèves de 5°)**

Dessin de **Willis**, Tunisie



→ “Rejet européen” Le personnage représenté – un Européen – montre du dégoût et du rejet en découvrant une main de migrant dans son assiette ; le thème des migrants est devenu un sujet quotidien pour l’Europe qui est incapable de trouver les bonnes réponses. **(Rick, Sami, Anass et Hamza)**

Dessin de **Collignon**, Pays-Bas.



← “Hommage” Le dessinateur rend hommage au petit Aylan et aux autres victimes réfugiées mortes en Méditerranée et dont on tait habituellement les noms. **(Zidane, Thaïna, Aderamane, Vladimir, Ericka)**

Dessin de **Sondron**, Belgique.



# Kronenbourg

## TIGRE BOCK®



— **SON GOÛT FRANC C'EST SA GRIFFE\*** —

Dans les années 20, la famille Hatt, fondatrice des Brasseries Kronenbourg, reprend la Brasserie du Tigre à Strasbourg et crée « Tigre Bock ». Aujourd'hui Tigre Bock est de retour avec une bière blonde à 5,5° fraîche et savoureuse. Ses arômes maltés et sa douce amertume lui apportent tout son caractère.

\*La bière Tigre Bock est caractérisée par ses arômes maltés et son amertume qui lui apportent son goût tranché. BK RCS Saverne 775 614 308 la chose

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.